

2013



# L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire





# Messages clés

- D'après les estimations, en 2011-2013, 842 millions de personnes dans le monde, soit près d'une personne sur huit, souffraient de faim chronique, c'est-à-dire qu'elles ne recevaient pas assez de nourriture de façon régulière pour mener une vie active. Ce chiffre est inférieur aux 868 millions de personnes dans cette situation en 2010-2012. Depuis 1990-1992, le nombre total de personnes sous-alimentées a baissé de 17 pour cent.
- Les régions en développement prises dans leur ensemble ont enregistré des avancées considérables dans la réalisation de la cible de l'OMD 1 consacrée à la réduction de la faim. Si la baisse annuelle moyenne enregistrée ces 21 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation devrait s'établir à un niveau proche de celui de la cible. Pour y parvenir, il faudrait consentir immédiatement des efforts supplémentaires considérables.
- La croissance peut se traduire par une augmentation des revenus et une réduction de la faim, mais l'intensification de la croissance économique ne profite pas forcément à tous. Elle n'aboutit par forcément à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, sauf si on met en place des politiques qui ciblent spécialement les pauvres, notamment dans les zones rurales. Dans les pays pauvres, seule une croissance non seulement durable mais aussi largement partagée permettra de réduire la faim et la pauvreté.
- Même si globalement la situation s'est améliorée, des écarts importants persistent entre les régions. L'Afrique subsaharienne est la région où la prévalence de la sous-alimentation reste la plus élevée, avec cependant de modestes progrès ces dernières années. L'Asie de l'Ouest ne présente aucun progrès, alors que l'Asie du Sud et l'Afrique du Nord enregistrent un faible progrès. Les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi que ceux d'Amérique latine, ont quant à eux nettement revu à la baisse leurs estimations quant au nombre et à la proportion de personnes sous-alimentées.
- La sécurité alimentaire est une question complexe. Il est plus facile de comprendre ses diverses dimensions – disponibilité, accès, utilisation et stabilité – lorsqu'elle est présentée par le biais d'une série d'indicateurs.
- La sous-alimentation et la dénutrition peuvent coexister. Toutefois, dans certains pays, le taux de dénutrition, mesuré d'après la proportion d'enfants accusant un retard de croissance, est considérablement plus élevé que la prévalence de la sous-alimentation telle que reflétée par l'insuffisance des apports énergétiques alimentaires moyens. Dans ces pays, il est essentiel d'agir en faveur d'une meilleure nutrition si l'on veut améliorer les aspects nutritionnels de la sécurité alimentaire. Il faut mettre en place un ensemble d'interventions axées sur la sécurité alimentaire et sur l'amélioration de la nutrition dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'hygiène, de l'approvisionnement en eau et de l'éducation, en ciblant tout particulièrement les femmes.
- Il est possible de réduire la faim même en situation de pauvreté généralisée grâce à des politiques visant à augmenter la productivité agricole et les disponibilités alimentaires, notamment des politiques qui ciblent les petits exploitants. Associées à un dispositif de protection sociale et à d'autres mesures propres à augmenter le revenu dont disposent les familles pauvres pour acheter à manger, ces politiques peuvent avoir un effet encore plus important et stimuler le développement rural, en dynamisant les marchés et en suscitant la création d'emplois, rendant possible une croissance économique équitable.
- Les envois de fonds effectués par les migrants, dont le montant au niveau mondial est devenu trois fois plus élevé que l'aide publique au développement, ont un impact non négligeable sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. On verra dans le présent rapport que ces envois de fonds peuvent contribuer à faire reculer la pauvreté, ce qui se traduit par une réduction de la faim, de meilleurs régimes alimentaires et, en présence de politiques adaptées, une augmentation des investissements dans les exploitations agricoles.
- S'engager sur le long terme à intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les politiques et les programmes publics est un élément clé de la réduction de la faim. Pour obtenir une réduction notable de la pauvreté et de la sous-alimentation, il est essentiel de donner à la sécurité alimentaire et à l'agriculture une place de choix dans les programmes de développement, grâce à des réformes en profondeur et à l'instauration d'un climat favorable à l'investissement, complétés par une protection sociale soutenue.

2013

# L'état de **l'insécurité alimentaire** dans le monde

Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire

---

**Citation requise:**

FAO, FIDA et PAM. 2013. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013. Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire*. Rome. FAO.

---

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds international de développement agricole (FIDA) ou du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, du FIDA ou du PAM, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les appellations employées et la présentation des données sur les cartes n'impliquent de la part de la FAO, du FIDA ou du PAM aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 978-92-5-207916-3 (version imprimée)  
E-ISBN 978-92-5-207917-0 (PDF)

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request) ou adressée par courriel à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

**4 Avant-propos****6 Remerciements****8 La sous-alimentation dans le monde en 2013**

- 8 Des progrès continuent à être enregistrés...
- 9 ...mais restent globalement insuffisants pour que l'on atteigne les objectifs de réduction de la faim
- 9 La cible C de l'OMD 1 peut encore être atteinte, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires
- 10 De grandes différences persistent entre les régions en matière de sous-alimentation
- 12 Pourquoi les tendances diffèrent-elles d'une région à l'autre?
- 13 Quel a été l'impact de l'instabilité des prix observée ces dernières années?
- 16 Messages clés

**17 Mesure des différentes dimensions de la sécurité alimentaire**

- 19 La sécurité alimentaire et ses quatre dimensions
- 26 Mise en évidence des liens entre indicateurs
- 31 Messages clés

**32 Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national**

- 33 Bangladesh: l'engagement sur le long terme en faveur de la sécurité alimentaire permet des avancées considérables
- 35 Ghana: une croissance économique remarquable et largement partagée qui contribue à instaurer la sécurité alimentaire
- 37 Népal: la stabilité politique est nécessaire pour que les progrès soient durables et répartis de manière plus équitable
- 39 Nicaragua: la stabilité économique et politique et les politiques rationnelles prises en faveur des petits exploitants et des personnes vulnérables portent leurs fruits
- 41 Tadjikistan: il est nécessaire d'opérer des changements structurels dans l'agriculture pour créer de la résilience en cas de chocs externes, et d'élaborer des programmes assurant un régime alimentaire adéquat aux personnes vulnérables
- 43 Ouganda: la croissance atone de la productivité agricole occasionne des retours en arrière
- 46 Messages clés

**47 Annexe technique**

- 47 Annexe 1: Prévalence de la sous-alimentation et progrès au regard des cibles du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) dans les régions en développement
- 51 Annexe 2: L'indicateur de prévalence de la sous-alimentation
- 56 Annexe 3: Glossaire de termes utilisés dans le rapport

**57 Notes**

Il y a 13 ans, les dirigeants du monde entier se réunissaient pour adopter la Déclaration du Millénaire des Nations Unies. Ils engageaient ainsi leur pays dans un nouveau partenariat mondial qui visait à réduire l'extrême pauvreté et la faim, en fixant une série de buts à atteindre à l'horizon 2015. Ces buts sont devenus par la suite les « Objectifs du Millénaire pour le développement » (OMD). Ils expriment la volonté de la communauté internationale d'améliorer la vie de milliards de personnes et de relever les défis du développement.

Dans le cadre du premier objectif du Millénaire pour le développement, qui est d'éliminer l'extrême pauvreté et la faim, le monde cherchait à réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes souffrant de la faim. Deux années seulement avant l'échéance fixée, 38 pays ont atteint cette cible, et 18 d'entre eux ont même concrétisé l'objectif plus exigeant encore établi à Rome lors du Sommet mondial de l'alimentation de 1996, à savoir réduire de moitié, sur la même période, le nombre absolu de personnes souffrant de la faim.

Ces progrès montrent que, moyennant une volonté politique, des institutions efficaces, des politiques bien conçues, une approche globale et un niveau d'investissement adéquat, nous pouvons vaincre la faim et la pauvreté, première étape nécessaire pour franchir les autres paliers de développement inscrits dans les OMD.

Comme les éditions précédentes, le rapport 2013 sur *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* fait le point sur le niveau de concrétisation des objectifs de réduction de la faim associés à l'OMD 1 et au Sommet mondial de l'alimentation, et ce à l'échelle mondiale, par région et par pays. Sur l'ensemble des régions en développement, les dernières évaluations semblent indiquer que de nouveaux progrès ont été accomplis au regard de la cible visée par les OMD à l'horizon 2015 dans ce domaine. Examinés à l'aune des objectifs plus ambitieux adoptés lors du Sommet mondial de l'alimentation, ces progrès apparaissent à l'évidence beaucoup plus modestes. Au total, 842 millions de personnes – 12 pour cent de la population mondiale – ont souffert de faim chronique en 2011-2013, soit 26 millions de moins que le nombre indiqué dans le rapport de l'année dernière et un chiffre en baisse par rapport aux 1 015 millions de personnes touchées par ce fléau en 1990-1992.

L'évaluation actualisée montre également qu'il reste possible d'atteindre la cible de réduction de la faim d'ici à 2015 définie dans le cadre des OMD. Si l'on se réfère aux nouvelles estimations adoptées pour l'ensemble de la période couverte par les OMD, le niveau de départ de la sous-alimentation sur la période de référence (1990-1992) était de 23,6 pour cent dans les régions en développement, ce qui implique une cible de l'OMD de 11,8 pour cent pour 2015. Si la baisse annuelle moyenne de ces 21 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation dans les régions en développement devrait avoisiner 13 pour cent, soit un niveau à peine supérieur à la cible de l'OMD. Avec un dernier effort dans les deux prochaines années, il est encore possible d'atteindre cette cible.

Le rapport de 2013 ne se contente pas de mesurer les carences alimentaires chroniques. Il présente un ensemble plus large d'indicateurs dont l'objet est de rendre compte de la nature multidimensionnelle de l'insécurité alimentaire, et de ses tenants et aboutissants. Ces indicateurs permettent de brosser un tableau plus nuancé de la situation de chaque pays au regard de la sécurité alimentaire, et de guider ainsi les décideurs dans la conception et la mise en œuvre de mesures ciblées et efficaces qui puissent contribuer à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Partant de cet ensemble d'indicateurs, le rapport examine également les expériences diverses vécues par six pays. Celles-ci montrent que d'autres formes de malnutrition sont parfois plus importantes que la sous-alimentation. Dans ces circonstances, les mesures d'amélioration de la sécurité alimentaire doivent inclure des interventions tenant compte de la nutrition et visant l'agriculture et le système alimentaire dans son ensemble, ainsi que les domaines de la santé publique et de l'éducation, surtout des femmes. La protection sociale axée sur la nutrition doit parfois cibler les personnes les plus vulnérables, en particulier les femmes enceintes, les adolescentes et les enfants.

Il est possible de réduire la faim, même en situation de pauvreté généralisée, en mettant en place des politiques destinées à augmenter la productivité agricole et les disponibilités alimentaires, notamment si ces politiques ciblent les petits exploitants. Associées à un dispositif de protection sociale et à d'autres mesures propres à augmenter le revenu des familles pauvres, ces politiques peuvent avoir un effet encore plus favorable et stimuler le développement rural, en dynamisant les marchés et en offrant des possibilités d'emploi, ce qui conduit à une croissance économique équitable.

Sans surprise, les expériences des différents pays étudiés font ressortir que les hauts niveaux de pauvreté vont généralement de pair avec de hauts niveaux de sous-alimentation. Mais il peut aussi se faire que la sous-alimentation soit plus marquée que la pauvreté, en particulier lorsque l'une et l'autre sont élevées. L'alimentation étant l'un des besoins fondamentaux les plus sensibles à l'évolution des revenus, l'augmentation de ces derniers peut accélérer la réduction de la sous-alimentation.

Enfin, la stabilité politique, une gouvernance efficace et, surtout, la volonté continue et durable de prendre systématiquement en compte la sécurité alimentaire et la nutrition dans les politiques et les programmes sont indispensables pour faire reculer la faim et la malnutrition. La FAO, le FIDA et le PAM sont résolus à maintenir la sécurité alimentaire parmi les priorités du programme du développement et à faire en sorte qu'elle soit formellement inscrite dans la vision de l'après-2015 actuellement en cours d'élaboration. Leur action doit être appuyée et nourrie par des améliorations dans l'agriculture et un climat d'investissement plus favorable, conjugués à un renforcement de la protection sociale. Ce n'est qu'alors que l'on pourra aller bien au-delà des cibles des OMD pour réduire drastiquement la pauvreté et la sous-alimentation.



**José Graziano da Silva**  
Directeur général de la FAO



**Kanayo F. Nwanze**  
Président du FIDA



**Ertharin Cousin**  
Directrice exécutive du PAM

*L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2013* a été rédigé sous l'autorité générale de Jomo Kwame Sundaram, Sous-Directeur général, et sous la conduite de l'équipe d'encadrement du Département du développement économique et social de la FAO.

La coordination technique de la publication a été assurée par Pietro Gennari, avec le concours de Kostas Stamoulis. Piero Conforti, George Rapsomanikis et Josef Schmidhuber sont intervenus en tant qu'éditeurs techniques. Michelle Kendrick a coordonné les services de rédaction, de conception graphique, de mise en page et de publication.

Le présent ouvrage est la troisième édition de ce rapport rédigé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Alessandra Garbero et Sónia Gonçalves, du FIDA, ainsi que Joyce Luma et Astrid Mathiassen, du PAM, ont collaboré à la rédaction des études de cas par pays. Alessandra Garbero et Joyce Luma ont coordonné le soutien fourni par leurs institutions respectives. Carlos Seré et Thomas Elhaut (FIDA) ainsi que Lisa Hjelm, Issa Sanogo, John McHarris, Fillippo Pompili et Simeon Hollema (PAM) ont apporté de précieuses contributions.

La section intitulée *La sous-alimentation dans le monde en 2013* a été rédigée par la Division de la statistique du Département du développement économique et social, qui a bénéficié d'importantes contributions techniques de la part de Piero Conforti, Josef Schmidhuber, Carlo Cafiero, Adam Prakash, Nathalie Troubat, Franck Cachia et Pietro Gennari.

La section *Mesure des différentes dimensions de la sécurité alimentaire* a été rédigée par Piero Conforti et Josef Schmidhuber, avec l'appui technique de Pietro Gennari, Nathalie Troubat, Andrea Borlizzi, Adam Prakash et Michael Kao. L'encadré intitulé « Cadre de suivi du programme de développement pour l'après-2015 » a été rédigé par Pietro Gennari.

La section *Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national* a été rédigée par George Rapsomanikis, Jelle Bruinsma et MarieJo Cortijo (Division de l'économie du développement agricole du Département du développement économique et social), Alessandra Garbero et Sónia Gonçalves (FIDA) et Joyce Luma et Astrid Mathiassen (PAM). L'analyse présentée dans cette section a été généreusement fournie par Federica Alfani, Natalia Merkusheva et Giulia Ponzini.

Cinzia Cerri a été chargée de l'élaboration de l'annexe 1 ainsi que de la préparation et du traitement des données connexes. Pietro Gennari et Carlo Cafiero ont rédigé l'annexe 2. Jelle Bruinsma a compilé l'annexe 3. Chiara Brunelli, Nathan Wanner, Firas Yassin, Andrea Borlizzi et Nathalie Troubat ont également fourni d'excellentes contributions techniques et apporté une aide considérable dans le traitement des données.

Les personnes suivantes ont communiqué de précieuses observations et suggestions: Terri Ballard, Jelle Bruinsma, Carlo Cafiero, Vili Fuavao, Juan Carlos García y Cebolla, Panagiotis Karfakis, Tomasz Lonc, Árni Mathiesen, Eva Müller, Abdessalam Ould Ahmed, Rodrigo Rivera, Sanginboy Sanginov, Ramesh Sharma, Salar Tayyib, James Tefft, Nathalie Troubat, Keith Wiebe et Xiangjun Yao. Abdolreza Abbassian, Gladys Moreno Garcia, Adam Prakash et Nicolas Sakoff ont apporté des documents d'information utiles.

Les services de révision éditoriale et de correction d'épreuves ont été assurés par Paul Neate et les services de conception graphique et de mise en page, par Flora DiCarlo. Les services d'impression et de traduction ont été coordonnés par le Service de programmation et de documentation des réunions de la Division de la Conférence, du Conseil et du protocole de la FAO.





# La sous-alimentation dans le monde en 2013

## Des progrès continuent à être enregistrés...

**D'**après les estimations les plus récentes de la FAO, 842 millions de personnes dans le monde, soit 12 pour cent de la population mondiale, n'étaient pas en mesure de satisfaire leurs besoins énergétiques alimentaires sur la période 2011-2013, ce qui représente une baisse par rapport au chiffre de 868 millions communiqué dans le précédent rapport pour 2010-2012. Environ une personne sur huit dans le monde aurait donc

vécu en situation de faim chronique, ne disposant pas de suffisamment de nourriture pour mener une vie active et saine. La grande majorité des personnes souffrant de la faim, soit 827 millions d'individus, vivent dans des régions en développement, où la prévalence de la sous-alimentation est estimée à 14,3 pour cent de la population en 2011-2013 (tableau 1).

TABLEAU 1

La sous-alimentation dans le monde de 1990-1992 à 2011-2013

	Nombre de personnes sous-alimentées (en millions) et prévalence de la sous-alimentation (en %)				
	1990-92	2000-2002	2005-07	2008-10	2011-13*
<b>MONDE</b>	<b>1 015,3</b> <b>18,9%</b>	<b>957,3</b> <b>15,5%</b>	<b>906,6</b> <b>13,8%</b>	<b>878,2</b> <b>12,9%</b>	<b>842,3</b> <b>12,0%</b>
<b>RÉGIONS DÉVELOPPÉES</b>	<b>19,8</b> <b>&lt;5%</b>	<b>18,4</b> <b>&lt;5%</b>	<b>13,6</b> <b>&lt;5%</b>	<b>15,2</b> <b>&lt;5%</b>	<b>15,7</b> <b>&lt;5%</b>
<b>RÉGIONS EN DÉVELOPPEMENT</b>	<b>995,5</b> <b>23,6%</b>	<b>938,9</b> <b>18,8%</b>	<b>892,9</b> <b>16,7%</b>	<b>863,0</b> <b>15,5%</b>	<b>826,6</b> <b>14,3%</b>
<b>Afrique</b>	<b>177,6</b> <b>27,3%</b>	<b>214,3</b> <b>25,9%</b>	<b>217,6</b> <b>23,4%</b>	<b>226,0</b> <b>22,7%</b>	<b>226,4</b> <b>21,2%</b>
Afrique du Nord	4,6 <5%	4,9 <5%	4,8 <5%	4,4 <5%	3,7 <5%
Afrique subsaharienne	173,1 32,7%	209,5 30,6%	212,8 27,5%	221,6 26,6%	222,7 24,8%
<b>Asie</b>	<b>751,3</b> <b>24,1%</b>	<b>662,3</b> <b>18,3%</b>	<b>619,6</b> <b>16,1%</b>	<b>585,5</b> <b>14,7%</b>	<b>552,0</b> <b>13,5%</b>
Caucase et Asie centrale	9,7 14,4%	11,6 16,2%	7,3 9,8%	7,0 9,2%	5,5 7,0%
Asie de l'Est	278,7 22,2%	193,5 14,0%	184,8 13,0%	169,1 11,7%	166,6 11,4%
Asie du Sud-Est	140,3 31,1%	113,6 21,5%	94,2 16,8%	80,5 13,8%	64,5 10,7%
Asie du Sud	314,3 25,7%	330,2 22,2%	316,6 19,7%	309,9 18,5%	294,7 16,8%
Asie de l'Ouest	8,4 6,6%	13,5 8,3%	16,8 9,2%	19,1 9,7%	20,6 9,8%
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>65,7</b> <b>14,7%</b>	<b>61,0</b> <b>11,7%</b>	<b>54,6</b> <b>9,8%</b>	<b>50,3</b> <b>8,7%</b>	<b>47,0</b> <b>7,9%</b>
Caraïbes	8,3 27,6%	7,2 21,3%	7,5 21,0%	6,8 18,8%	7,2 19,3%
Amérique latine	57,4 13,8%	53,8 11,0%	47,2 9,0%	43,5 8,0%	39,8 7,1%
<b>Océanie</b>	<b>0,8</b> <b>13,5%</b>	<b>1,2</b> <b>16,0%</b>	<b>1,1</b> <b>12,8%</b>	<b>1,1</b> <b>11,8%</b>	<b>1,2</b> <b>12,1%</b>

Note: \* projections.  
Source: FAO.

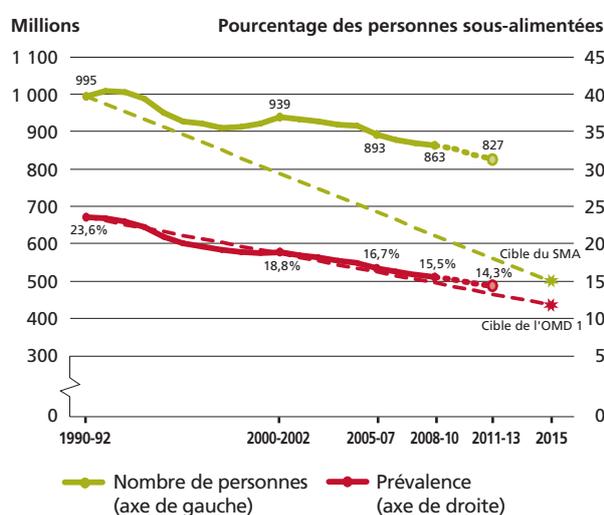


## ...mais restent globalement insuffisants pour que l'on atteigne les objectifs de réduction de la faim

Même si la baisse du nombre estimé de personnes sous-alimentées s'est poursuivie, son rythme semble insuffisant pour que l'on atteigne les objectifs internationaux de réduction de la faim. Les progrès accomplis dans ce domaine sont mesurés par rapport à deux cibles: celle fixée lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996, qui est de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim, et celle associée au premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD 1, cible C) de 2001, à savoir réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim. Les deux cibles ont comme point de départ l'année 1990 et comme date butoir l'année 2015. Compte tenu du taux de croissance démographique souvent élevé dans de nombreux pays touchés par la faim, la cible la plus ambitieuse est celle du Sommet mondial de l'alimentation. La courbe représentant le progrès effectif s'écarte donc plus rapidement de la ligne de visée de cette cible que ce n'est le cas pour l'OMD 1, du moins pour les régions en développement prises dans leur ensemble (figure 1). Pour atteindre la cible du Sommet mondial de l'alimentation, il faudrait parvenir à réduire de 498 millions le nombre de personnes souffrant de la faim d'ici à 2015, un chiffre inatteignable à l'échelle mondiale. Cependant, individuellement, de nombreux pays sont sur la bonne voie: de fait, 18 pays<sup>1\*</sup> avaient déjà atteint cette cible en

FIGURE 1

La sous-alimentation dans les régions en développement: lignes de visée des cibles de l'OMD 1 et du SMA, et progrès effectifs



Note: Les données de 2011-2013 présentées dans tous les graphiques sont des estimations provisoires.  
Source: FAO.

2012, et leur réussite a été officiellement saluée durant la Conférence de la FAO de 2013.



## La cible C de l'OMD 1 peut encore être atteinte, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires

La cible C de l'OMD 1, à savoir réduire de moitié de la proportion de la population qui souffre de la faim, est moins ambitieuse que celle du Sommet mondial de l'alimentation, et la déviation par rapport à la ligne de visée est relativement

faible (figure 1). D'après le mode d'évaluation actuel, la sous-alimentation touchait environ 24 pour cent de la population des régions en développement dans les années 1990-1992, ce qui fixe la cible de l'OMD à 12 pour cent. Si la

\* Toutes les notes et références sont indiquées à la fin du rapport (pages 57-58).

baisse annuelle moyenne enregistrée ces 21 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation dans les régions en développement devrait atteindre 13 pour cent, soit un niveau à peine supérieur à la cible de l'OMD. Il reste pourtant possible d'atteindre cette cible, à condition de consentir des efforts supplémentaires pour faire reculer la faim, en répondant aux besoins immédiats, mais aussi en soutenant les progrès à long terme.

L'échéance approchant à grands pas, on a besoin de programmes qui donneront rapidement des résultats. Les mesures qui visent à améliorer l'accès à la nourriture au moyen de filets de sécurité et les interventions similaires ont ce potentiel. Elles préludent également à des effets favorables à plus long terme sur les disponibilités alimentaires parce qu'elles augmentent la demande locale et, de ce fait, stimulent la production vivrière. Les programmes de ce type comprennent notamment les transferts monétaires et les systèmes de transferts monétaires et de bons. Leurs premiers résultats laissent penser qu'ils peuvent déboucher non seulement sur une augmentation de la consommation, mais aussi sur une hausse des investissements dans les actifs agricoles, notamment l'outillage et le bétail, et sur un accroissement du volume de vivres issu de la production personnelle. On a également constaté qu'ils pouvaient avoir d'importants effets multiplicateurs sur le revenu par le jeu des liens entre commerce et production. À plus long terme, ils peuvent avoir des retombées bénéfiques, la demande

créée au moyen des filets de sécurité stimulant la production alimentaire des petits exploitants et profitant ainsi à la fois aux consommateurs pauvres et aux producteurs pauvres. Ces programmes sont la pierre angulaire de l'action sur deux fronts destinée à réduire la faim car, en stimulant la demande de produits alimentaires, ils créent une incitation à augmenter la production et ouvrent davantage de débouchés générateurs de revenu aux petits exploitants.

Pour assurer la viabilité sur le long terme des actions de renforcement de la demande, il convient de leur adjoindre des mesures efficaces visant l'offre. Ce point revêt une importance particulière lorsque les programmes de réduction de la faim ciblent de grandes populations rurales qui n'ont pas accès à des infrastructures matérielles et institutionnelles adéquates. L'édition 2012 de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* plaide vigoureusement en faveur d'un investissement dans l'agriculture pour réduire la pauvreté et la faim. Ce rapport démontre qu'investir dans l'agriculture contribuait grandement à renforcer la sécurité alimentaire, ce qui contribuait ensuite à favoriser la diversification et la croissance de l'économie. L'augmentation de la productivité agricole entraîne un accroissement des revenus et ouvre des débouchés rémunérateurs à des groupes de population qui, sans cela, se trouveraient démunis, offrant un moyen avéré d'échapper au piège de la pauvreté dans de nombreuses régions rurales.



## De grandes différences persistent entre les régions en matière de sous-alimentation

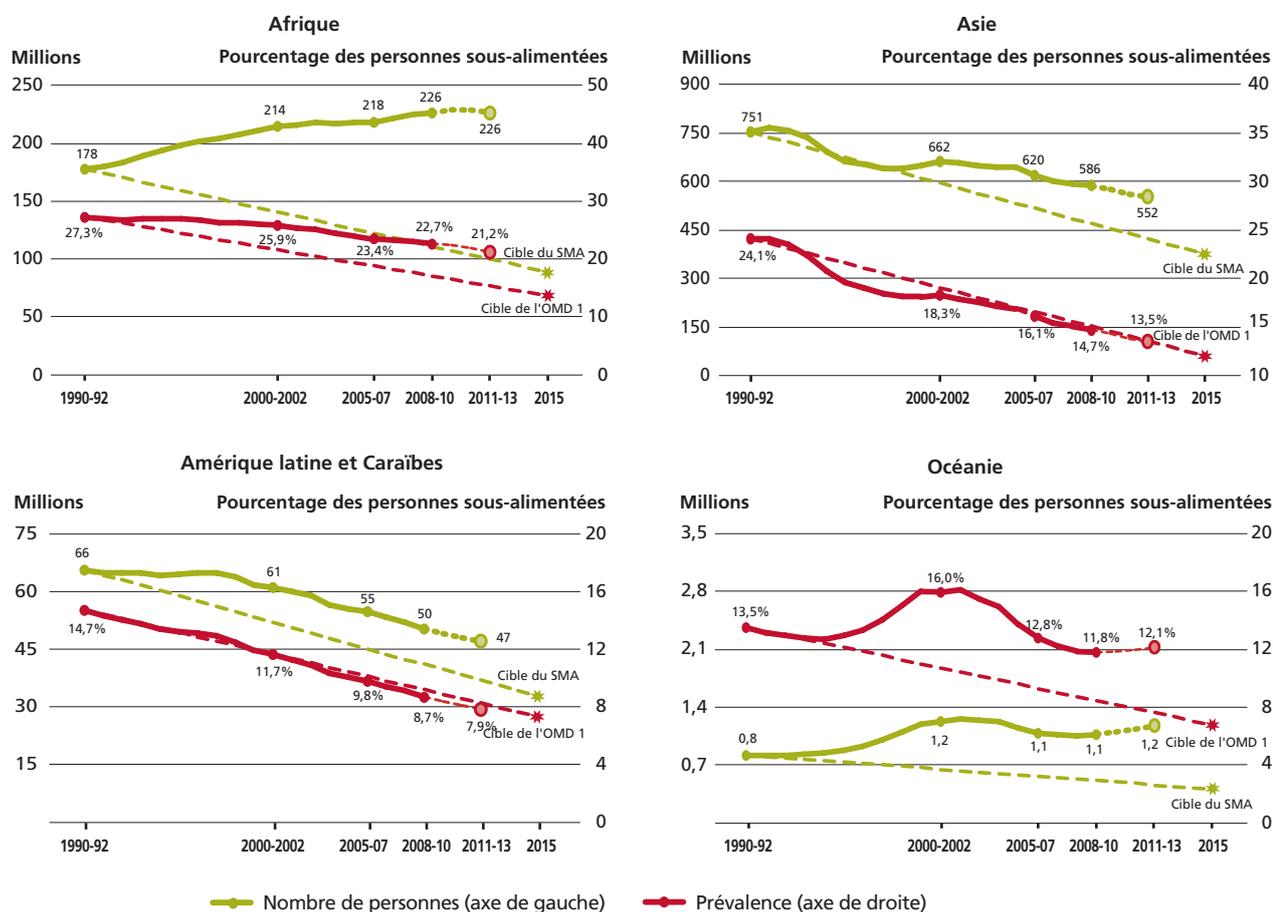
L'Afrique reste la région qui présente la prévalence de la sous-alimentation la plus élevée, puisqu'on estime qu'environ une personne sur quatre y est sous-alimentée. Les niveaux de sous-alimentation et l'évolution de ce fléau varient à l'intérieur du continent. L'Afrique subsaharienne accuse la prévalence la plus élevée, même si la situation s'est quelque peu améliorée depuis une vingtaine d'années avec une baisse de 32,7 pour cent à 24,8 pour cent. L'Afrique du Nord, en revanche, affiche une prévalence de la sous-alimentation bien plus faible et des progrès bien plus rapides. Dans l'ensemble, la région est encore loin de la cible de l'OMD relative à la réduction de la faim, car les progrès sont insuffisants dans le nord comme dans le sud du continent (figure 2).

La plupart des pays asiatiques ont enregistré une réduction importante à la fois du nombre et de la proportion de

personnes sous-alimentées, notamment en Asie du Sud-Est, encore que les progrès aient été plus lents en Asie du Sud, surtout en ce qui concerne le nombre de personnes sous-alimentées. La prévalence de la sous-alimentation est plus faible en Asie de l'Ouest que dans d'autres parties de la région, mais elle augmente régulièrement depuis 1990-1992. C'est l'Asie du Sud-Est, avec une chute de la prévalence de 31,1 pour cent à 10,7 pour cent, qui a enregistré les progrès les plus rapides, suivie par l'Asie de l'Est. La région Asie dans son ensemble n'est pas loin d'avoir atteint la cible de l'OMD relative à la réduction de la faim. Le Caucase, l'Asie centrale, l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est l'ont déjà atteinte. Quant à l'Amérique latine et aux Caraïbes, elles sont sur le point d'y arriver (figure 3).

FIGURE 2

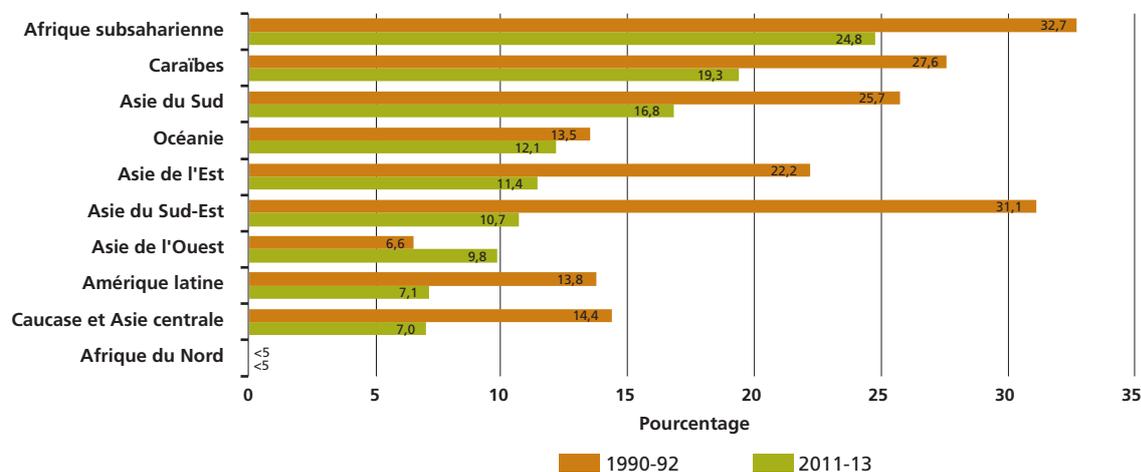
Fortes disparités régionales dans les progrès accomplis au regard des cibles de l'OMD 1 et du SMA relatives à la faim



Source: FAO.

FIGURE 3

Tendances de la sous-alimentation: des progrès dans presque toutes les régions, mais à des rythmes très différents



Source: FAO.



## Pourquoi les tendances diffèrent-elles d'une région à l'autre?

Les progrès accomplis dans la réduction de la faim sont le reflet des particularités des pays et des régions concernant les conditions économiques, les infrastructures, l'organisation de la production alimentaire, l'existence d'une couverture sociale et la stabilité politique et institutionnelle. En Asie de l'Ouest, l'aggravation du phénomène de sous-alimentation semble principalement liée à l'inflation des prix des aliments et à l'instabilité politique. En Afrique du Nord, où les progrès ont été modestes, ce sont ces mêmes facteurs qui sont en jeu. Le manque de ressources naturelles (notamment de terres agricoles de bonne qualité et de ressources en eau renouvelables) brida aussi le potentiel de production vivrière de ces régions. Pour satisfaire les besoins alimentaires de leurs populations en expansion rapide, elles n'ont pas eu d'autre choix que d'importer de grandes quantités de céréales. Une partie de ces importations est financée par les exportations de pétrole: en résumé, ces régions exportent des hydrocarbures et importent des hydrates de carbone

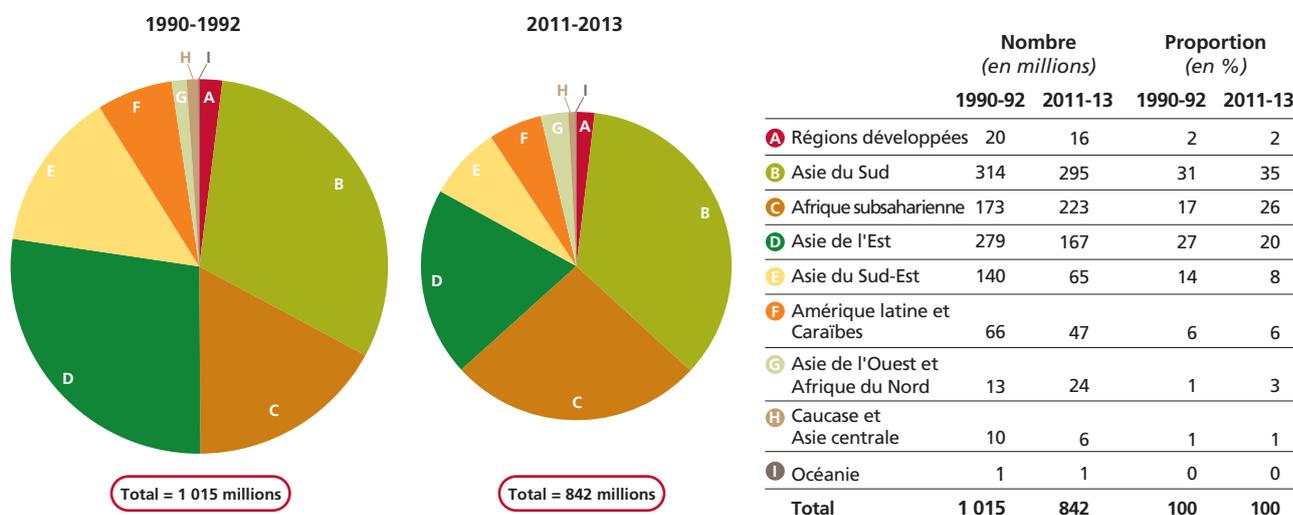
pour assurer leur sécurité alimentaire. Au niveau national, des subventions importantes et non ciblées rendent les produits alimentaires et l'énergie plus abordables.

La dépendance de ces régions à l'égard des importations de produits alimentaires et des exportations de pétrole les expose aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux des produits. Les pays où la sécurité alimentaire est la plus précaire sont ceux où les produits des exportations d'hydrocarbures ont diminué ou se sont taris, ceux où les subventions alimentaires diminuent à mesure que les déficits budgétaires se creusent, ou bien ceux où les troubles civils ont désorganisé les chaînes alimentaires intérieures.

Si, au niveau global, on a enregistré une baisse du nombre de personnes sous-alimentées entre 1990-1992 et 2011-2013 (figure 4), à l'échelle régionale, les rythmes de progression sont inégaux et redessinent la carte mondiale de la sous-alimentation. La majorité des personnes sous-alimentées dans le monde se trouvent toujours en Asie du Sud, suivie de près par l'Afrique subsaharienne et l'Asie de l'Est.

FIGURE 4

Évolution de la répartition de la faim dans le monde  
Nombre et proportion de personnes sous-alimentées par région, 1990-1992 et 2011-2013



Note: La taille des différents secteurs des diagrammes est proportionnelle au nombre total de personnes sous-alimentées, au cours de chaque période. Tous les chiffres sont arrondis. Source: FAO.

À l'inverse, l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est sont les régions qui ont vu leur part régionale diminuer le plus fortement; il en va de même, quoique dans une moindre mesure, de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que du Caucase et de l'Asie centrale. Dans le même temps, la part de l'Asie du Sud, de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie de l'Ouest et de l'Afrique du Nord a augmenté.

De nombreux pays ont enregistré une croissance économique plus soutenue ces dernières années, laquelle apparaît comme un facteur essentiel des progrès accomplis dans la lutte contre la faim. Pourtant, des contraintes structurelles empêchent la croissance de tenir toutes ses promesses. Le problème le plus important est sans doute celui des infrastructures, souvent terriblement inadéquates, une plaie commune à de vastes territoires de l'Afrique rurale. Cependant, l'amélioration substantielle des communications et l'élargissement de l'accès aux technologies de l'information pourraient avoir contribué, dans une certaine mesure, à lever les obstacles liés aux infrastructures classiques et avoir favorisé l'intégration des marchés. L'autre signe encourageant est la reprise de la croissance de la productivité agricole, soutenue par l'augmentation de l'investissement public, les incitations créées par la hausse des prix des produits alimentaires et le regain d'intérêt des investisseurs privés pour l'agriculture. Dans certains pays, les envois de fonds des migrants ont contribué à doper la croissance intérieure. Ces envois de fonds sont venus accroître les investissements à petite échelle, ce qui a été particulièrement bénéfique à la croissance dans les endroits où la production et la distribution de produits alimentaires

reposaient encore sur des petits réseaux locaux. C'est particulièrement vrai des pays d'Afrique subsaharienne, où la conjonction de rendements agricoles en hausse et d'une production animale accrue a conduit à un recul de la sous-alimentation.

De nombreux pays d'Asie de l'Est ont profité d'une croissance économique soutenue et souvent rapide. En règle générale, ils ont moins souffert des ralentissements de l'activité économique qui ont frappé de plein fouet de nombreux autres pays en développement au cours de la dernière décennie ainsi que les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à la fin des années 2000. Les pays d'Asie du Sud-Est ont bénéficié d'envois de fonds substantiels en provenance des pays occidentaux et de certains pays riches en pétrole d'Asie de l'Ouest. Ces transferts ont souvent donné lieu à des investissements à petite échelle dans des secteurs comme l'agriculture et la construction. Une robuste croissance des revenus conjuguée à une réactivité relativement importante de la demande et à des politiques de renforcement de la productivité agricole ont contribué à réduire le poids de la sous-alimentation dans ces régions.

Des facteurs similaires semblent expliquer les progrès satisfaisants enregistrés par la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où les principales sources de progrès ont été la croissance économique, la stabilité politique et institutionnelle, et les incitations visant à accroître la productivité agricole et à favoriser le développement économique en général.



## Quel a été l'impact de l'instabilité des prix observée ces dernières années?

L'évolution des estimations de prévalence de la sous-alimentation révèle les tendances en matière de faim chronique. Compte tenu des caractéristiques des données sur lesquelles il repose, l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation ne rend pas compte des variations graves mais brèves des taux de malnutrition qui suivent les changements conjoncturels de l'environnement économique. Les fortes fluctuations des prix des produits alimentaires de base observées depuis 2008, fréquemment mesurées par l'indice FAO des prix des produits alimentaires, sont un exemple prégnant de ce type de chocs de courte durée. L'incidence des fluctuations des prix et des revenus sur la sécurité alimentaire des populations pauvres et

souffrant de la faim est bien plus importante que ne le laisse entrevoir l'évolution régulière de la prévalence de la sous-alimentation. Cependant, les données récentes relatives aux indices des prix à la consommation (IPC) des produits alimentaires mondiaux et régionaux indiquent que les flambées de prix sur les produits de base ont généralement peu d'effet sur les prix à la consommation et que les fluctuations de ces derniers ont été beaucoup plus faibles que celles qui ont frappé les producteurs agricoles ou qui ont été enregistrées sur les marchés internationaux.

Globalement, l'analyse des nouvelles données sur les prix à la consommation des produits alimentaires débouche sur deux grandes constatations.

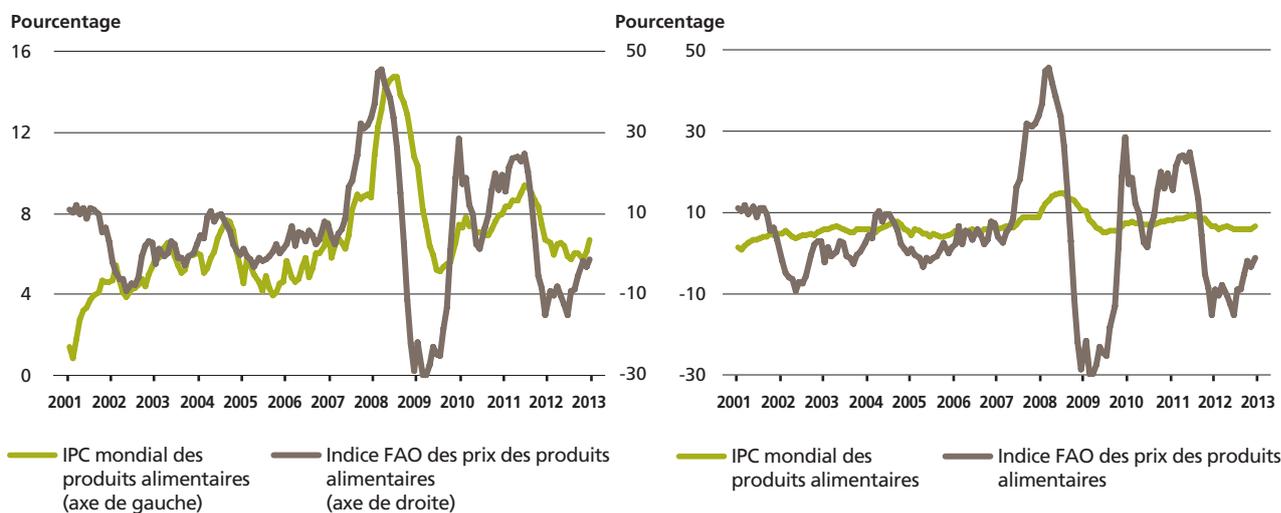
La première est que les hausses de l'indice des prix des produits alimentaires ne se répercutent que de manière très limitée sur les prix à la consommation, et ce avec un décalage de quelques mois. Le décalage dans la répercussion des prix internationaux (tels que restitués par l'indice des prix des produits alimentaires) sur les prix à la consommation (indices des prix à la consommation des produits alimentaires) s'explique dans une large mesure par le temps nécessaire pour récolter et acheminer les produits de base, puis les transformer en produits alimentaires finals destinés aux consommateurs. On peut mettre ce décalage en évidence en représentant les deux indicateurs à des échelles différentes (figure 5, graphique de gauche). Quant au caractère limité de la répercussion, il s'explique par la combinaison des facteurs déterminant la répercussion verticale des prix dans chaque économie alimentaire, tels que les taux de marge du transport, de la transformation et de la commercialisation, et par d'éventuelles subventions au niveau des consommateurs. Cette faible répercussion des prix apparaît très distinctement lorsque les deux indicateurs sont représentés à la même échelle (figure 5, graphique de droite).

La seconde constatation est que les différences régionales dans la répercussion des prix sont étonnamment faibles. En d'autres termes, même dans les régions caractérisées par des filières courtes et une production de subsistance importante, les variations des prix à la production pour les denrées de base n'ont qu'un effet limité sur les prix finals à la consommation (figure 6). La seule exception notable est l'Afrique de l'Est, où l'on observe une forte répercussion des prix et où les consommateurs ont été particulièrement exposés aux fluctuations des prix des produits alimentaires de base. Il en va de même des pays à faible revenu importateurs de denrées alimentaires, dans lesquels les consommateurs pauvres consacrent parfois plus de 75 pour cent de leur budget à la nourriture; dans ces pays, les hausses des prix à la production peuvent limiter considérablement la capacité des consommateurs à satisfaire leurs besoins alimentaires.

En outre, l'incidence des fluctuations de prix sur la sous-alimentation peut être réduite si les consommateurs se tournent vers d'autres produits alimentaires. Lorsque les prix augmentent, les consommateurs abandonnent couramment

FIGURE 5

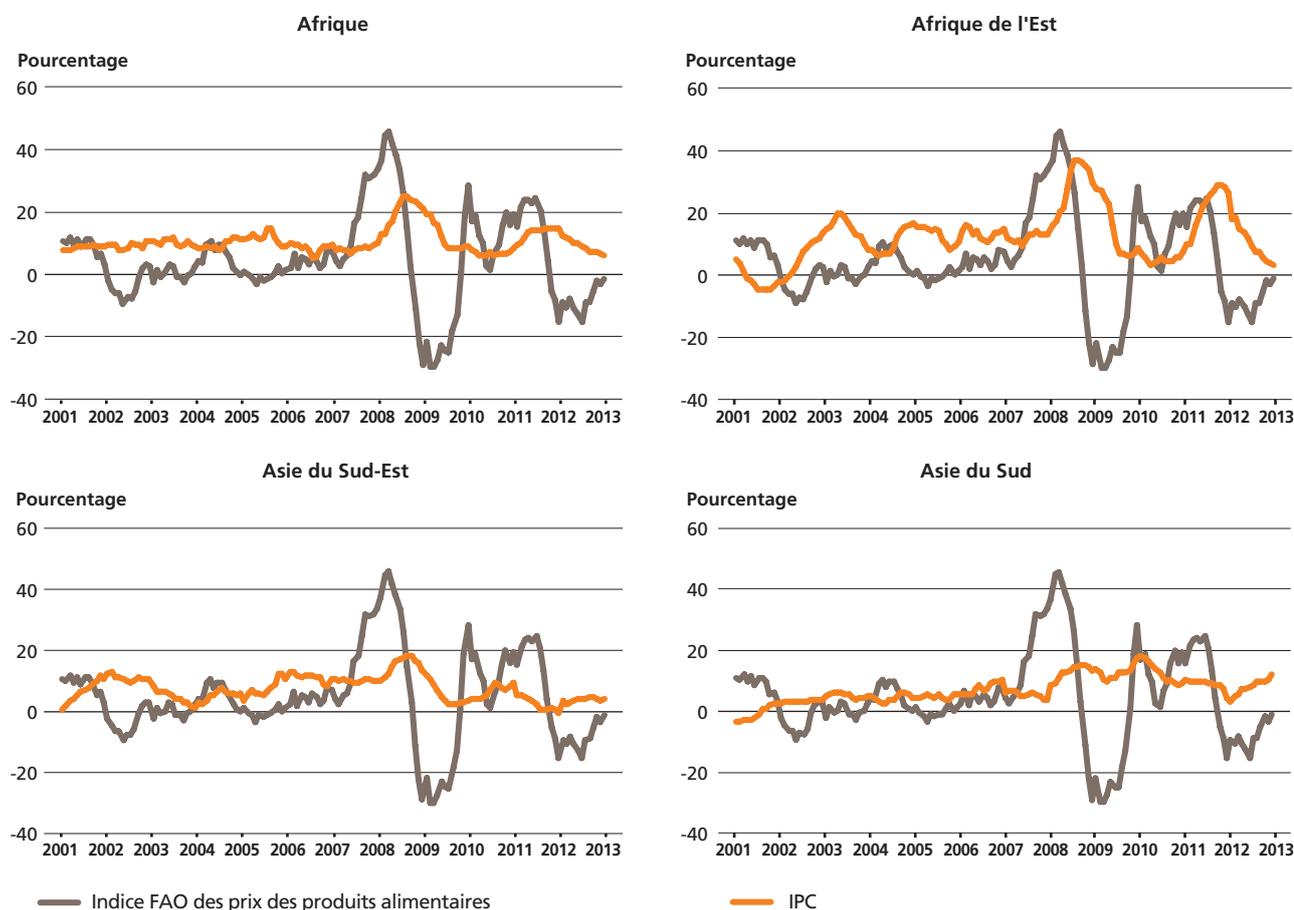
Les prix à la consommation locaux des produits alimentaires varient bien moins que les prix internationaux à la production, et avec un temps de retard



Source: FAO.

FIGURE 6

Indice mondial des prix des produits alimentaires et indices régionaux des prix à la consommation



Source: FAO.

les denrées les plus onéreuses et les plus intéressantes sur le plan nutritionnel au profit de produits meilleur marché, mais souvent de moindre qualité nutritionnelle. Les consommateurs parviennent ainsi à préserver leur apport énergétique alimentaire, mais en accroissant le risque de développer d'autres formes de malnutrition, comme les carences en micronutriments. Le fait de consommer des aliments de moindre qualité nutritionnelle peut avoir des effets nocifs à long terme sur l'utilisation des aliments et entraîner une dénutrition (pour une définition de ces termes, voir *Annexe 3: Glossaire de termes utilisés dans le rapport*). La santé et la productivité des personnes peuvent

également s'en ressentir. Cependant, il est peu probable que l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation rende compte de ces évolutions: en effet, une quasi-stabilité de la prévalence de la sous-alimentation peut masquer des changements dans d'autres formes de malnutrition. On le voit, la sécurité alimentaire est une question complexe, qui nécessite une approche globale pour être mesurée. La section suivante examine ce type d'approche et présente un ensemble d'indicateurs qui dressent un tableau plus complet des diverses causes ou déterminants de la sécurité alimentaire, ainsi que de ses manifestations ou de ses résultats.



## Messages clés

- D'après les estimations, en 2011-2013, 842 millions de personnes dans le monde, soit environ une personne sur huit, souffraient de faim chronique, c'est-à-dire qu'elles ne recevaient pas assez de nourriture de façon régulière pour mener une vie active. Ce chiffre est inférieur aux 868 millions de personnes dans cette situation en 2010-2012. Depuis 1990-1992, le nombre total de personnes sous-alimentées a baissé de 17 pour cent.
- Les régions en développement prises dans leur ensemble ont enregistré des avancées considérables au regard de la cible de l'OMD 1 relative à la réduction de la faim. Si la baisse annuelle moyenne enregistrée ces 21 dernières années se poursuit jusqu'en 2015, la prévalence de la sous-alimentation devrait s'établir à un niveau proche de celui de la cible. Pour atteindre celle-ci, il faudrait consentir immédiatement des efforts supplémentaires considérables.
- La croissance économique peut se traduire par une augmentation des revenus et une réduction de la faim, mais son intensification ne profite pas forcément à tous. Elle n'aboutit pas nécessairement à la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité, sauf si l'on met en place des politiques qui ciblent spécialement les pauvres, notamment dans les zones rurales. Dans les pays pauvres, seule une croissance non seulement durable mais aussi largement partagée permettra de réduire la faim et la pauvreté.
- Même si globalement la situation s'est améliorée, des écarts importants persistent entre les régions. L'Afrique subsaharienne est celle où la prévalence de la sous-alimentation reste la plus élevée, avec cependant de modestes progrès ces dernières années. Les progrès sont inexistantes en Asie de l'Ouest et restent lents en Asie du Sud et en Afrique du Nord. En revanche, la plupart des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est ainsi que d'Amérique latine ont enregistré une nette réduction à la fois du nombre de personnes sous-alimentées et de la prévalence de la sous-alimentation.
- Les fluctuations des prix et des revenus peuvent fortement affecter les pauvres et les personnes souffrant de la faim. Cependant, les données récentes relatives aux indices des prix à la consommation des produits alimentaires mondiaux et régionaux indiquent que les flambées de prix sur les marchés des produits de base ont eu un effet limité sur les prix à la consommation et que les fluctuations de ces derniers ont été plus faibles que celles qui ont frappé les producteurs. Il reste que, lorsque les prix augmentent, les consommateurs se tournent couramment vers des aliments meilleur marché, mais de moindre qualité nutritionnelle, ce qui augmente le risque de voir se développer des carences en micronutriments et d'autres formes de malnutrition, qui peuvent avoir des effets néfastes à long terme sur la santé, le développement et la productivité des personnes.



# Mesure des différentes dimensions de la sécurité alimentaire

Dans la section précédente, nous avons examiné la sécurité alimentaire sous l'angle de l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation, qui est une mesure de l'insuffisance de l'apport énergétique alimentaire. Seul, cet indicateur ne peut pas saisir la complexité et la nature multidimensionnelle de la sécurité

FIGURE 7

## Ensemble d'indicateurs de la sécurité alimentaire

INDICATEURS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	DIMENSION	
Adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes Valeur moyenne de la production alimentaire Part des disponibilités énergétiques alimentaires provenant des céréales, racines et tubercules Disponibilités protéiques moyennes Disponibilités protéiques moyennes d'origine animale	DISPONIBILITÉS	DÉTERMINANTS STATIQUES ET DYNAMIQUES
Pourcentage des routes revêtues sur l'ensemble du réseau Densité du réseau routier Densité du réseau ferroviaire	ACCÈS MATÉRIEL	
Indice national des prix des produits alimentaires	ACCÈS ÉCONOMIQUE	
Accès à des sources d'eau améliorées Accès à des installations d'assainissement améliorées	UTILISATION	
Taux de dépendance à l'égard des importations céréalières Pourcentage des terres arables équipées pour l'irrigation Valeur des importations alimentaires par rapport aux exportations totales de marchandises	VULNÉRABILITÉ	
Stabilité politique et absence de violence/terrorisme Instabilité des prix intérieurs des produits alimentaires Variabilité de la production alimentaire par habitant Variabilité des disponibilités alimentaires par habitant	CHOC	
Prévalence de la sous-alimentation Part des dépenses alimentaires chez les populations pauvres Ampleur du déficit alimentaire Prévalence de l'insuffisance alimentaire	ACCÈS	RÉSULTATS
Pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés Pourcentage des enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance Pourcentage des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale Pourcentage des adultes présentant une insuffisance pondérale Prévalence de l'anémie chez les femmes enceintes Prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de 5 ans Prévalence de la carence en vitamine A (à venir) Prévalence de la carence en iode (à venir)	UTILISATION	

Note: Les valeurs de ces indicateurs peuvent être consultées sur le site web de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* ([www.fao.org/publications/sofi/fr/](http://www.fao.org/publications/sofi/fr/)).  
Source: FAO.

alimentaire, telle que celle-ci est définie dans la Déclaration du Sommet mondial de 2009 sur la sécurité alimentaire: *On parle de sécurité alimentaire lorsque tous les individus ont à tout moment un accès matériel, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active*<sup>2</sup>.

Partant de cette définition, il est possible de dégager les quatre dimensions de la sécurité alimentaire suivantes: les disponibilités alimentaires; l'accès économique et matériel à la nourriture; l'utilisation des aliments; et la stabilité

(vulnérabilité et chocs) dans le temps. Chaque dimension est décrite par des indicateurs spécifiques. La figure 7 récapitule l'ensemble des indicateurs et précise à quelle dimension chacun d'eux se rattache.

La mesure de la complexité de la sécurité alimentaire s'inscrit dans un débat plus large qui a lieu actuellement dans le cadre de la préparation du programme de développement pour l'après-2015. Les défis plus vastes que cette mesure soulève, ainsi que les processus en cours et les nouvelles propositions de suivi de la sécurité alimentaire sont résumés dans l'encadré 1.

### ENCADRÉ 1

#### Cadre de suivi du programme de développement pour l'après-2015

##### Au-delà des OMD

Un nouveau programme mondial de développement pour l'après-2015 est actuellement en cours d'élaboration. L'une des principales instances internationales conduisant ce processus est le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, créé par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le 22 janvier 2013. Ce groupe, qui compte 30 membres, présentera une proposition à l'Assemblée générale pour examen en septembre 2014. Dans l'intervalle, le Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, nommé en juillet 2012 par le Secrétaire général des Nations Unies, a rendu son rapport sur le programme de développement pour l'après-2015 le 30 mai 2013<sup>1</sup>. Le système des Nations Unies a contribué à la définition de ce programme par l'intermédiaire de l'équipe spéciale mise sur pied à cet effet.

L'un des enseignements qui se dégagent du débat actuel sur le programme de développement est qu'il faut améliorer le suivi. Pour être efficace, le suivi nécessite de conjuguer plusieurs approches et d'être en mesure de faire un point régulier sur les indicateurs considérés. Le nouveau système de suivi devrait allier la surveillance du développement humain (mesures « axées sur les personnes ») à la surveillance des ressources, de leur utilisation et des tensions correspondantes (indicateurs « axés sur la planète »). Un lien entre ces deux ensembles de mesures devrait être intégré dans la conception du nouveau système de suivi dès le départ. Les données peuvent être recueillies au moyen d'une combinaison d'enquêtes approfondies régulières et d'enquêtes moins poussées, mais plus souples et fréquentes, dans le cadre desquelles les personnes

interrogées rendent compte elles-mêmes de leur expérience.

Les trois organismes ayant leur siège à Rome (FAO, FIDA et PAM) sont bien placés pour contribuer à la réalisation du programme de développement pour l'après-2015. Leurs programmes de travail respectifs s'inspirent largement du Défi Faim zéro proposé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui, comme le souligne le récent rapport du Groupe de haut niveau (p. 34), cherche à atteindre cinq cibles:

- *éradiquer la faim dans le monde et protéger le droit de toute personne à avoir accès à des aliments sains, nutritifs, en quantité suffisante et à des prix abordables;*
- *réduire les retards de croissance de x %, l'émaciation de y % et l'anémie de z % chez les enfants de moins de cinq ans;*
- *augmenter la productivité agricole de x %, en mettant l'accent sur l'augmentation durable des rendements des petits exploitants et l'accès à l'irrigation;*
- *mettre en œuvre des pratiques agricoles et de pêche en mer ou en eau douce durables, et reconstituer tous les stocks halieutiques désignés à des niveaux viables;*
- *réduire de x % les pertes après récolte et le gaspillage alimentaire.*

Le Groupe de haut niveau a mis l'accent sur la durabilité, considérée comme le fondement indispensable des actions visant à bâtir une prospérité stable pour les jeunes. Il a également appelé de ses vœux une « révolution en matière de données » pour le développement durable, notant les possibilités qu'offrent l'ouverture et la mise à disposition des données dans la perspective d'un développement pérenne ainsi que la nécessité d'utiliser des sources de données non traditionnelles (*crowdsourcing*, par exemple). Le rapport souligne en outre le caractère

## ENCADRÉ 1 (suite)

indispensable d'une décomposition des données par sexe, lieu géographique, revenu, appartenance ethnique, handicap et d'autres critères.

### Multiplication des exigences qui s'imposent au système statistique mondial

La nécessité d'améliorer le suivi pose d'énormes défis au système statistique mondial. Les sources de données et les instruments d'enquête employés actuellement pour le suivi mondial et national ne peuvent pas fournir de renseignements en temps réel ni d'informations décomposées de manière fine. Les capacités dont disposent de nombreux pays en développement pour suivre plusieurs des indicateurs associés aux OMD demeurent modestes et dépendent souvent de l'appui ou d'initiatives d'organisations internationales. Le programme de développement pour l'après-2015 imposera de nombreuses exigences supplémentaires aux systèmes statistiques des pays en développement.

### Projet *Voices of the Hungry* de la FAO

Dans son rapport, le Groupe de haut niveau recommande un objectif de développement durable visant spécifiquement l'alimentation et la nutrition, décliné en cinq cibles. La première cible appelle à l'éradication de la faim. Le projet *Voices of the Hungry* de la FAO offrira dans ce domaine un outil de suivi innovant.

Ce projet vise à établir une nouvelle norme mondiale pour mesurer l'insécurité alimentaire au moyen d'une

échelle des expériences de l'insécurité alimentaire. La méthode repose sur huit questions qui doivent permettre de situer les personnes interrogées sur une échelle comportant trois niveaux d'insécurité alimentaire (légère, modérée ou grave). Le projet renforcera les moyens dont dispose la FAO pour surveiller la sécurité alimentaire dans le monde, en procurant tous les ans des données globales collectées dans le cadre du sondage mondial de Gallup. Les informations sont recueillies au niveau individuel, ce qui permet de dégager des différences en matière d'accès à la nourriture en fonction du sexe et d'autres caractéristiques à observer. La FAO a déjà commencé à collaborer étroitement avec quatre pays participant au partenariat « Nouvelles approches unifiées pour mettre un terme à la faim en Afrique » : l'Angola, l'Éthiopie, le Malawi et le Niger.

À travers le projet *Voices of the Hungry*, la FAO définira des données de référence par rapport auxquelles mesurer les progrès accomplis dans la réduction de l'insécurité alimentaire dans tous les pays d'ici à 2015.

<sup>1</sup> Nations Unies. 2013. *Pour un nouveau partenariat mondial: Vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable. Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015*. New York, États-Unis d'Amérique.



## La sécurité alimentaire et ses quatre dimensions

### ■ Disponibilités alimentaires: une nette amélioration, mais des progrès inégaux selon les régions et dans le temps

Les disponibilités alimentaires jouent un rôle prédominant dans la sécurité alimentaire. Procurer suffisamment d'aliments à une population donnée est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour faire en sorte que les individus aient un accès adéquat à la nourriture. Au cours des deux dernières décennies, les approvisionnements alimentaires ont augmenté plus vite que la population dans les pays en développement, ce qui a entraîné un accroissement des disponibilités alimentaires par personne. Les disponibilités énergétiques alimentaires ont également

progressé plus vite que les besoins énergétiques alimentaires moyens, ce qui s'est traduit par une meilleure adéquation des premières avec les seconds dans la plupart des régions en développement, exception faite de l'Asie de l'Ouest (tableau 2). L'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes (disponibilités énergétiques alimentaires en pourcentage des besoins énergétiques alimentaires moyens) a augmenté de près de 10 pour cent ces 20 dernières années dans l'ensemble des régions en développement, une progression qui correspond au recul de la sous-alimentation, d'environ 24 pour cent à 14 pour cent de la population totale entre 1990-1992 et 2011-2013.

La qualité des régimes alimentaires s'est également améliorée. Cette évolution se retrouve, par exemple, dans le

déclin de la part de l'énergie alimentaire provenant des céréales, des racines et des tubercules dans la plupart des régions depuis 1990-1992 (figure 8). Globalement, les régimes alimentaires des régions en développement ont connu diverses améliorations ces 20 dernières années. Ainsi, l'offre par habitant de fruits et légumes, de produits animaux et d'huiles végétales a augmenté respectivement de 90 pour cent, 70 pour cent et 32 pour cent depuis 1990-1992, entraînant une amélioration globale des régimes alimentaires, notamment une hausse de 20 pour cent des protéines disponibles par personne. Seules l'Afrique et l'Asie du Sud n'ont pas bénéficié pleinement de ces progrès, les régimes alimentaires de ces régions restant déséquilibrés et fortement dépendants des céréales, racines et tubercules. Les aliments disponibles proviennent non seulement de l'agriculture, mais aussi de la pêche, de l'aquaculture et de l'exploitation forestière. On estime qu'environ 15 à 20 pour cent de l'ensemble des protéines

animales consommées sont tirées des animaux aquatiques, lesquels ont une excellente valeur nutritive et complètent avantageusement les régimes carencés en vitamines et en minéraux essentiels. Les forêts fournissent un large éventail d'aliments hautement nutritifs sous la forme de feuilles, de graines, de noix, de miel, de fruits, de champignons, d'insectes et d'animaux sauvages. Au Burkina Faso, par exemple, les produits des arbres constituent une part importante des régimes alimentaires en milieu rural. Les rapports indiquent que 100 grammes d'un fruit du baobab fournissent respectivement 100 pour cent, 92 pour cent et 40 pour cent des apports journaliers recommandés en fer et potassium, en cuivre et en calcium. On estime que 2,4 milliards de personnes, soit environ un tiers de la population des régions en développement, sont tributaires du bois de feu pour cuire les aliments, stériliser l'eau et conserver la nourriture.

TABLEAU 2

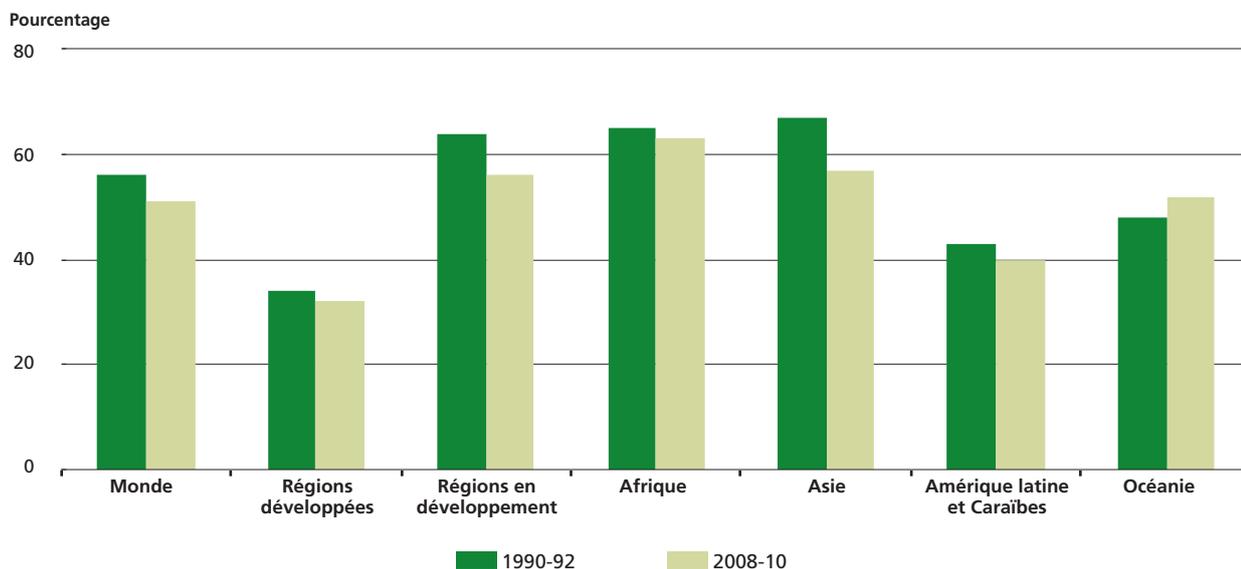
Adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes dans les pays en développement de 1990-1992 à 2011-2013

	1990-92	2000-02	2005-07	2008-10	2011-13*
	<i>(Pourcentage)</i>				
<b>Monde</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>119</b>	<b>120</b>	<b>122</b>
<b>Régions développées</b>	<b>131</b>	<b>134</b>	<b>136</b>	<b>135</b>	<b>135</b>
<b>Régions en développement</b>	<b>108</b>	<b>112</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>118</b>
<b>Pays les moins avancés</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>101</b>	<b>103</b>	<b>105</b>
<b>Pays en développement sans littoral</b>	<b>99</b>	<b>98</b>	<b>104</b>	<b>107</b>	<b>110</b>
<b>Petits États insulaires en développement</b>	<b>103</b>	<b>109</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>114</b>
<b>Pays à faible revenu</b>	<b>97</b>	<b>96</b>	<b>101</b>	<b>102</b>	<b>105</b>
<b>Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)</b>	<b>107</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>112</b>	<b>114</b>
<b>Pays à faible revenu et à déficit vivrier</b>	<b>104</b>	<b>103</b>	<b>106</b>	<b>108</b>	<b>110</b>
<b>Afrique</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>113</b>	<b>115</b>	<b>117</b>
Afrique du Nord	138	139	139	141	144
Afrique subsaharienne	100	103	108	109	111
<b>Asie</b>	<b>107</b>	<b>111</b>	<b>113</b>	<b>116</b>	<b>117</b>
Caucase et Asie centrale		105	118	120	125
Asie de l'Est	107	118	119	124	124
Asie du Sud-Est	99	106	112	116	121
Asie du Sud	106	104	105	106	108
Asie de l'Ouest	142	135	135	134	134
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>	<b>117</b>	<b>121</b>	<b>124</b>	<b>125</b>	<b>127</b>
Caraïbes	101	109	110	112	114
Amérique latine	118	122	124	126	128
<b>Océanie</b>	<b>113</b>	<b>112</b>	<b>115</b>	<b>116</b>	<b>116</b>

Note: \* projections.  
Source: FAO.

**FIGURE 8**

La part des disponibilités énergétiques alimentaires fournie par les céréales, racines et tubercules a diminué dans la plupart des régions depuis 1990-1992, signe d'une amélioration de la qualité des régimes alimentaires



Source: FAO.

### ■ Accès à la nourriture: une nette amélioration, en phase avec la réduction de la pauvreté

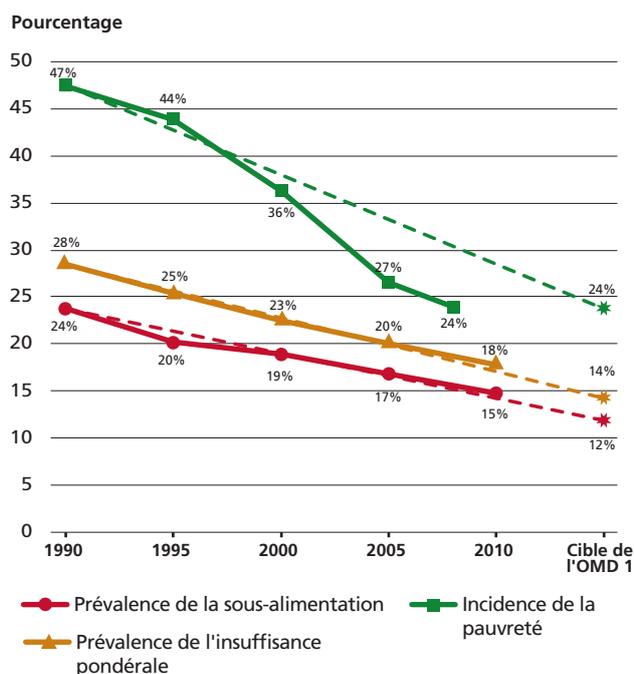
La capacité d'accéder à la nourriture repose sur deux piliers: l'accès économique et l'accès matériel. L'accès économique est déterminé par le revenu disponible, les prix des aliments ainsi que l'existence d'une aide sociale et la possibilité d'accéder à cette aide. L'accès matériel dépend de la présence d'infrastructures et de la qualité de celles-ci, notamment les ports, les routes, les voies ferrées, les équipements de communication ainsi que les entrepôts de produits alimentaires et autres installations facilitant le fonctionnement des marchés. Les revenus tirés de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'aquaculture jouent un rôle primordial dans les résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire.

L'amélioration de l'accès économique à la nourriture peut trouver son expression dans la réduction des taux de pauvreté. La pauvreté et la sous-alimentation ont toutes deux reculé ces 20 dernières années, quoique à des rythmes différents. Entre 1990 et 2010, les taux de sous-alimentation sont descendus de 24 pour cent à 15 pour cent dans l'ensemble des régions en développement, tandis que les taux de pauvreté chutaient de 47 pour cent à 24 pour cent en 2008 (figure 9).

L'accès économique à la nourriture est aussi fonction des prix des aliments et du pouvoir d'achat de la population. L'indice national des prix des produits alimentaires, défini comme étant le rapport, en parité de pouvoir d'achat,

**FIGURE 9**

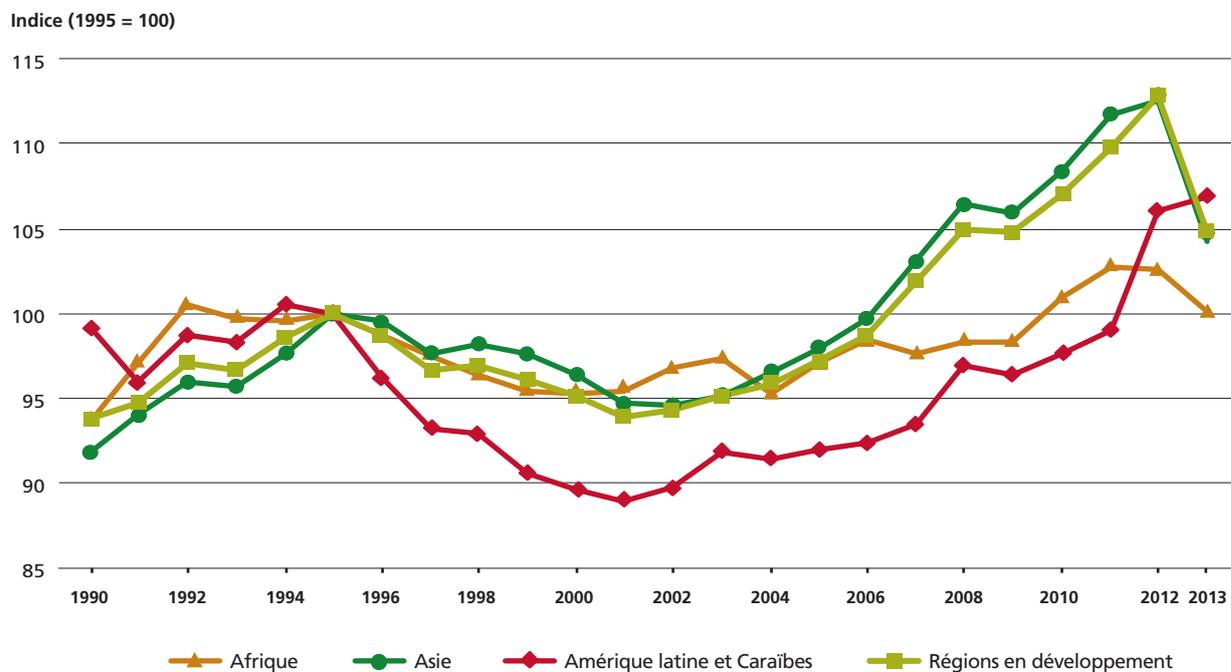
Ligne de visée des cibles de l'OMD 1 et progrès signalés par les principaux indicateurs dans l'ensemble des régions en développement



Source: FAO.

FIGURE 10

Évolution de l'indice national des prix des produits alimentaires dans certaines régions



Source: FAO.

entre le prix des produits alimentaires et celui de l'ensemble des biens de consommation, traduit le coût des produits alimentaires dans la consommation totale. Ce rapport est à la hausse depuis 2001, mais on estime qu'il a atteint un niveau correspondant aux tendances à plus long terme pour la plupart des régions (figure 10).

### ■ Utilisation des aliments: une amélioration marquée des facteurs de fond comme des résultats obtenus

L'utilisation des aliments comprend deux dimensions distinctes. La première est mesurée par des indicateurs anthropométriques sur lesquels la dénutrition a une incidence et qui sont largement disponibles pour les enfants de moins de 5 ans. Il s'agit de l'émaciation (enfants trop maigres par rapport à leur taille), du retard de croissance (enfants trop petits pour leur âge) et de l'insuffisance pondérale (enfants trop maigres pour leur âge). Les mesures effectuées sur les enfants de moins de 5 ans sont considérées comme des approximations fiables de l'état nutritionnel de l'ensemble de la population. La seconde dimension est appréhendée par divers facteurs de fond ou indicateurs de moyens qui rendent compte de la qualité des aliments, de la façon dont ceux-ci sont préparés, ainsi que des conditions de santé et d'hygiène, ce qui

permet d'établir avec quel degré d'efficacité les aliments disponibles peuvent être utilisés.

Les indicateurs de résultat de l'utilisation des aliments font apparaître les conséquences d'un apport alimentaire insuffisant et d'une mauvaise santé. L'émaciation, par exemple, est le résultat d'un apport alimentaire insuffisant sur une courte durée, d'une maladie ou d'une infection, alors que le retard de croissance est souvent causé par un apport alimentaire insuffisant sur une période prolongée, par des infections en série ou par des épisodes répétés de dénutrition aiguë.

Depuis 1990, les taux de prévalence du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans ont reculé dans toutes les régions en développement, preuve d'une meilleure nutrition due à l'amélioration de l'accès à la nourriture et des disponibilités alimentaires (figure 11). La figure 11 montre que, dans la plupart des régions, la réduction de la prévalence du retard de croissance a été légèrement plus faible que celle de l'insuffisance pondérale. Cependant, de nombreux pays d'Afrique enregistrent encore des taux de prévalence de 30 pour cent ou plus, niveau que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) considère comme élevé ou très élevé<sup>3</sup>. Les pays les plus touchés sont concentrés en Afrique de l'Est et dans le Sahel. Quelques pays d'Asie du Sud font également état de taux de retard de croissance allant jusqu'à 50 pour cent.

Les progrès réalisés dans les domaines de l'accès à la nourriture et des disponibilités alimentaires ne s'accompagnent pas toujours d'une amélioration de l'utilisation des aliments. Dans une certaine mesure, ce découplage tient à la nature de la malnutrition et aux indicateurs anthropométriques correspondants, lesquels rendent compte non seulement des effets de l'insécurité alimentaire, mais aussi des répercussions d'une mauvaise santé et de maladies telles que la diarrhée, le paludisme, le sida et la tuberculose. Le retard de croissance, en particulier, est un symptôme de dénutrition en grande partie irréversible, ce qui signifie que les améliorations n'apparaîtront qu'à l'issue d'une période prolongée.

L'insuffisance pondérale est une indication bien plus sensible et plus directe de l'utilisation des aliments, qui fait ressortir les améliorations plus rapidement que ne le fait le retard de croissance. Mais, là encore, les changements qui se produisent à l'échelle mondiale masquent des disparités régionales considérables. Une grande part du recul de la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans peut être attribuée aux améliorations constatées dans les pays asiatiques. Si la région Asie affiche encore la plus forte prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants d'âge préscolaire, elle a également enregistré l'amélioration la plus forte depuis 1990, son taux de prévalence étant passé de 33 pour cent en 1990 à 20 pour cent en 2010. Les progrès ont été beaucoup plus lents en Afrique, où le taux de prévalence a reculé de 23 pour cent à 18 pour cent sur la même période (figure 11).

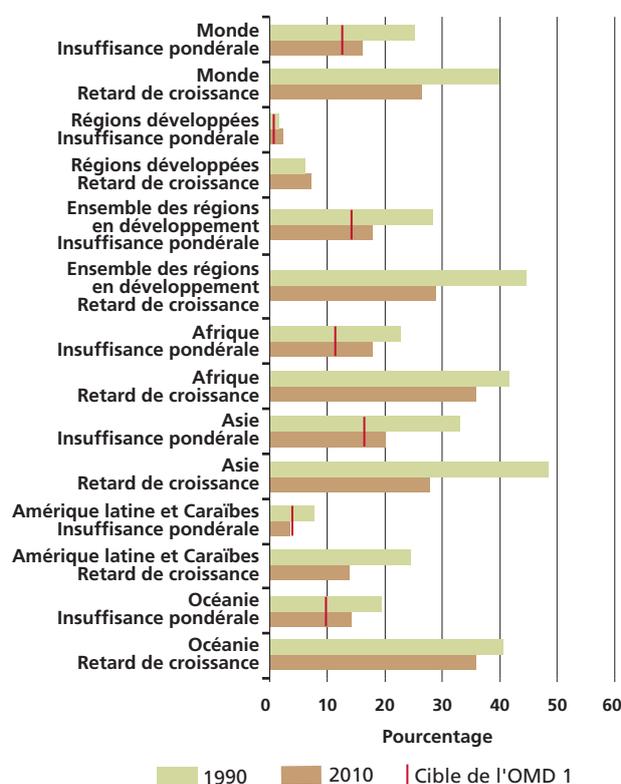
L'utilisation des aliments est également influencée par la façon dont les produits alimentaires sont manipulés, préparés et stockés. Être en bonne santé est une condition préalable pour que l'organisme absorbe les nutriments efficacement, et la sécurité sanitaire des aliments contribue à préserver l'état de santé. L'accès à une eau potable est crucial pour préparer des aliments propres et sains et maintenir un corps bien portant.

Les 20 dernières années ont vu des avancées capitales dans ce domaine. En 2010, la part de la population mondiale sans accès à l'eau potable était de 12 pour cent, contre 24 pour cent en 1990, si bien que la cible de l'OMD qui prévoit de réduire de moitié le pourcentage de la population n'ayant pas d'accès à un approvisionnement en

eau potable ni à des services d'assainissement de base, est déjà atteinte à l'échelle mondiale. Là encore, toutefois, les progrès ont été inégaux selon les régions, et ils ont été modestes en Afrique subsaharienne (figure 12). Les données les plus récentes disponibles semblent indiquer que seulement 61 pour cent de la population de l'Afrique subsaharienne a accès à une alimentation en eau améliorée, contre 90 pour cent en Afrique du Nord, en Amérique latine et dans la majeure partie de l'Asie. On constate des disparités similaires à l'intérieur des pays, en particulier entre zones urbaines et rurales.

FIGURE 11

Prévalence du retard de croissance et de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans, par région

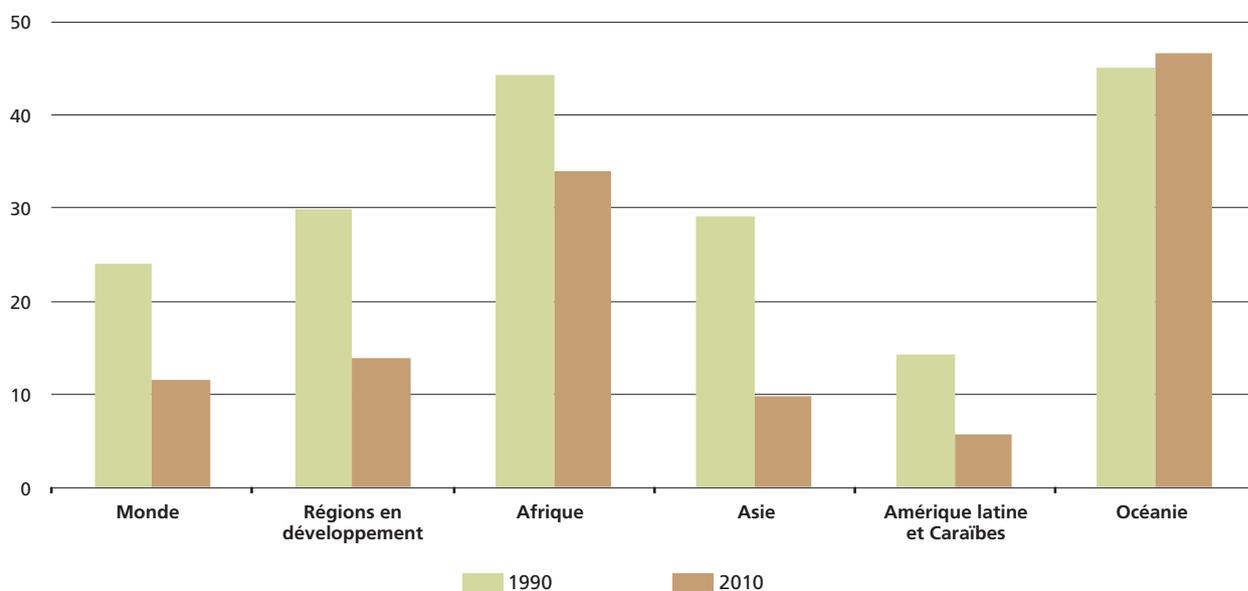


Source: Base de données mondiale conjointe sur la nutrition OMS-UNICEF, révision de 2011 (achevée en juillet 2012).

FIGURE 12

De vastes progrès ont été accomplis en matière d'accès à l'eau potable

Pourcentage de la population sans accès à une alimentation en eau améliorée



Source: FAO.

### ■ Stabilité: l'exposition aux risques à court terme pourrait compromettre les progrès sur le long terme

Deux types d'indicateurs ont été retenus pour mesurer l'exposition aux risques et l'ampleur de ceux-ci. Les principaux indicateurs de l'exposition aux risques sont la superficie des zones équipées de systèmes d'irrigation, qui permet d'apprécier le degré d'exposition à des chocs climatiques tels que les sécheresses, et le rapport entre le montant des importations de produits alimentaires et le montant total des exportations de marchandises, qui indique dans quelle mesure les réserves de devises permettent de couvrir les importations de produits alimentaires. Un second groupe d'indicateurs rend compte des risques ou des chocs qui influent directement sur la sécurité alimentaire, notamment les fluctuations des prix des produits alimentaires et des intrants, de la production et de l'offre. Les indicateurs retenus comprennent diverses mesures de la stabilité, y compris un indicateur d'instabilité politique fourni par la Banque mondiale.

Faute de place, il n'est pas possible de procéder ici à un examen approfondi et exhaustif des mesures de la stabilité. Dans les sections qui suivent, nous nous concentrerons sur deux aspects importants de cette dimension, à savoir la stabilité de l'offre de produits alimentaires et celle des prix des aliments.

Les récentes vicissitudes des marchés internationaux des produits alimentaires ont placé la vulnérabilité à cette forme d'insécurité au premier plan du débat sur l'action publique en matière d'alimentation. Cependant, des données nouvellement disponibles sur l'évolution des prix à la consommation des produits alimentaires laissent penser que les variations de prix sur les marchés internationaux des produits de base ont peut-être eu moins d'effets sur les prix à la consommation que ce à quoi l'on s'attendait initialement (voir *Quel a été l'impact de l'instabilité des prix observée ces dernières années?*, page 13). Là où les flambées des prix mondiaux ont entraîné une forte instabilité des prix intérieurs, les producteurs d'aliments ont risqué de perdre les intrants et les biens d'équipement dans lesquels ils avaient investi. Le peu de moyens dont disposent les petits producteurs, notamment dans l'agriculture, pour faire face aux importantes fluctuations des prix des intrants et des extrants rend ces acteurs peu enclins à prendre des risques, freine leur propension à adopter de nouvelles techniques et à procéder aux investissements nécessaires et aboutit *in fine* à un ralentissement général de la production.

Parallèlement aux fluctuations des prix, les disponibilités alimentaires ont connu des variations plus prononcées qu'à l'accoutumée ces dernières années. Cependant, les données recueillies montrent également que la variabilité de la production est inférieure à celle des prix, et que la consommation varie moins que la production et les prix.

Parmi les grandes régions, ce sont l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes qui ont enregistré la fluctuation la plus forte de l'offre de produits alimentaires depuis 1990, tandis que la variabilité était moindre en Asie. Quant à la production vivrière par habitant, c'est en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes qu'elle a été la plus irrégulière (figure 13).

La dimension de la sécurité alimentaire relative à la vulnérabilité prend de plus en plus d'importance en cette période de changement climatique. Ces dernières années, le nombre de phénomènes extrêmes tels que les sécheresses, inondations et ouragans a augmenté, tout comme l'imprévisibilité des conditions météorologiques, ce qui a conduit à des pertes de production substantielles et à une baisse des revenus dans les zones vulnérables. La fluctuation des conditions météorologiques a contribué à l'augmentation du niveau et de la variabilité des prix des produits alimentaires. Les petits exploitants, les éleveurs pastoraux et les consommateurs pauvres ont été particulièrement touchés par ces mouvements soudains.

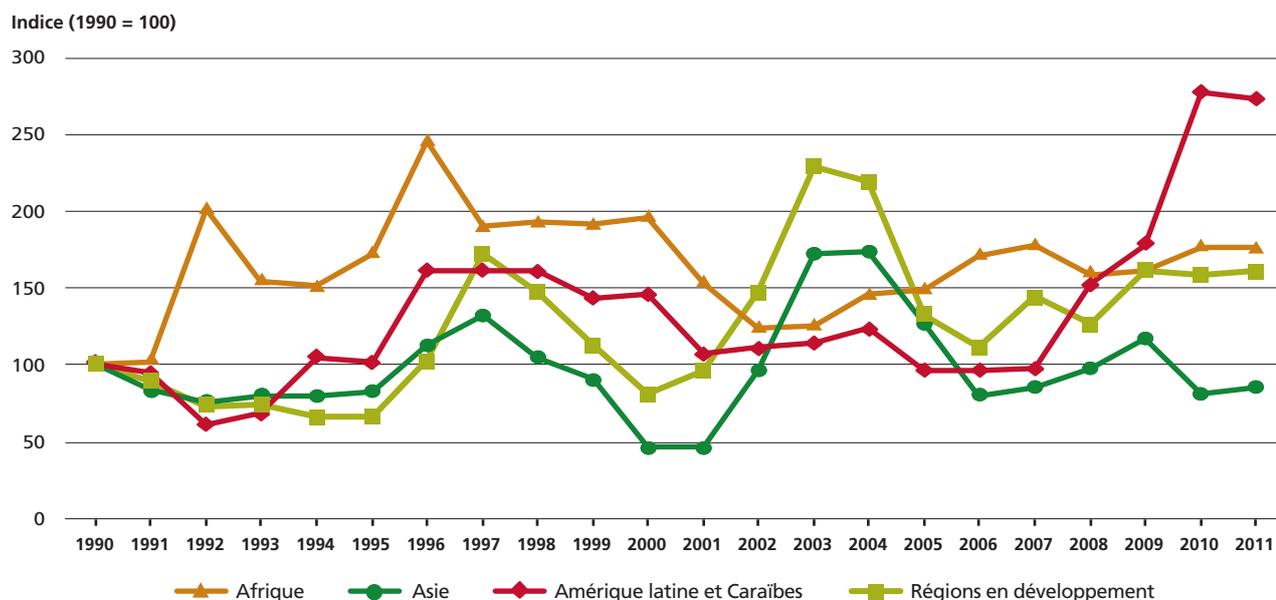
Le changement climatique pourrait jouer un rôle encore plus important dans les décennies à venir. L'atténuation de ses effets et la préservation des ressources naturelles seront

des objectifs majeurs, surtout dans le cadre de la gestion des terres, de l'eau, des éléments fertilisants et des ressources génétiques. L'amélioration de la gestion des ressources naturelles devrait viser principalement à réduire la variabilité de la production agricole et à renforcer la résilience face aux chocs et au changement climatique à long terme.

Le besoin pressant d'améliorer cette gestion se fait sentir bien au-delà de l'agriculture. Les forêts et les arbres hors forêt participent grandement à la protection des ressources pédologiques et hydriques. Ils favorisent la fertilité des sols, régulent le climat et procurent un habitat aux pollinisateurs sauvages et aux prédateurs des organismes nuisibles. Ils peuvent aider à stabiliser la production agricole et offrir une protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes. D'après l'*Évaluation des ressources forestières mondiales 2010* de la FAO<sup>4</sup>, 8 pour cent des forêts dans le monde (330 millions d'hectares) sont gérées spécifiquement dans un souci de conservation du sol et de l'eau. Non seulement les forêts et les arbres hors forêt offrent régulièrement un large éventail d'aliments nutritifs, mais ils aident aussi à préserver l'accès à la nourriture en fournissant des aliments d'appoint en cas de mauvaises récoltes, de calamités naturelles ou de difficultés économiques.

**FIGURE 13**

La production alimentaire a fortement fluctué dans les régions en développement depuis 1990, avec d'importantes disparités régionales



Note: La variabilité de l'indice de la production vivrière au cours de l'année t est donnée par l'écart-type calculé à partir de la tendance des cinq années précédentes. Il s'agit d'une tendance polynomiale d'ordre 3 sur la période allant de 1985 à 2011.  
Source: FAO.



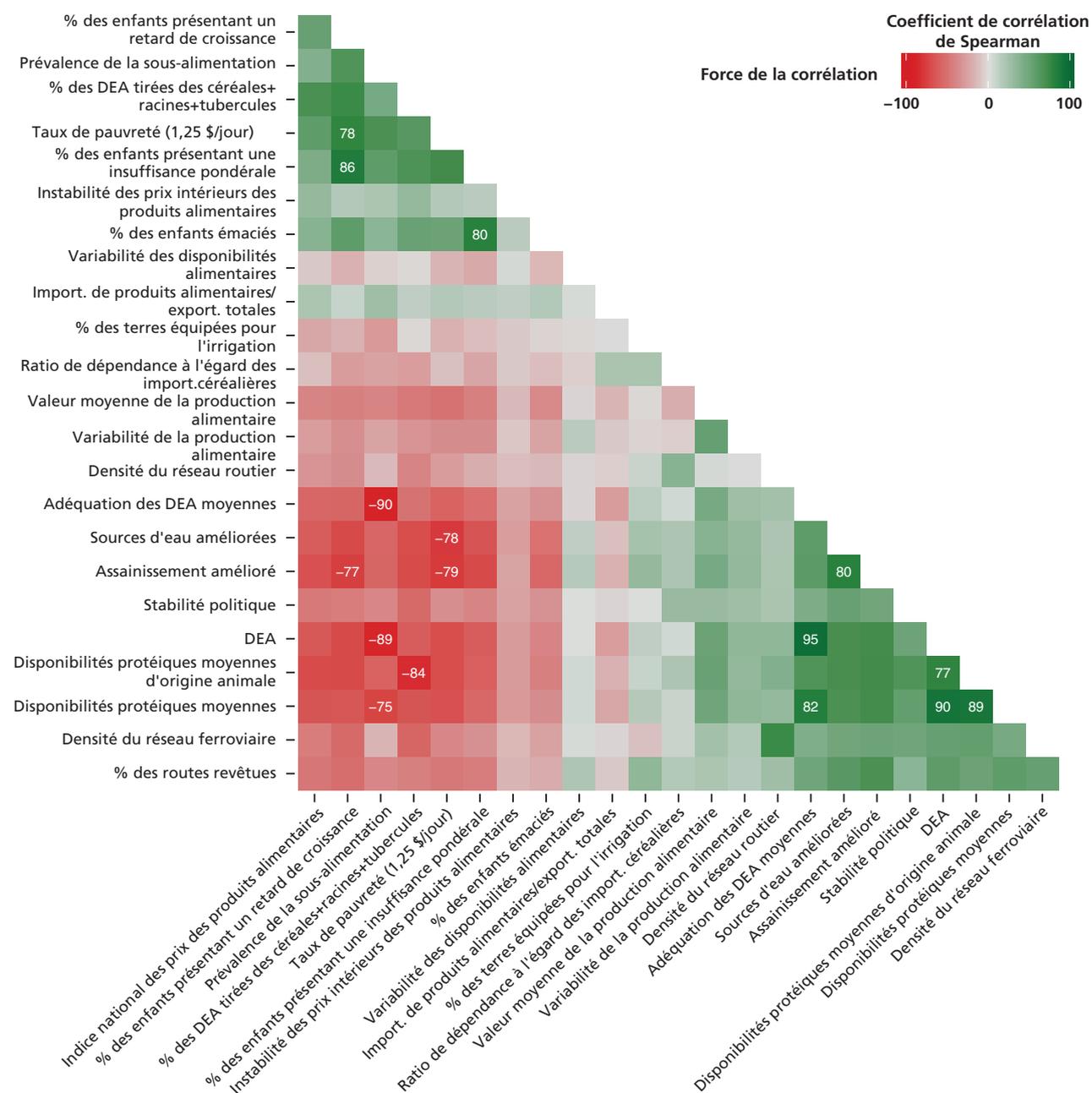
## Mise en évidence des liens entre indicateurs

À la section suivante, intitulée *Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national* (pages 32 à 46), nous examinerons de manière plus approfondie la relation

existant entre les différents indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire. Nous adopterons comme point de départ la matrice des corrélations entre les indicateurs (figure 14)<sup>5</sup>,

FIGURE 14

Matrice de corrélation des principaux indicateurs de la sécurité alimentaire dans l'ensemble des régions en développement



puis nous analyserons les principales associations et divergences entre les indicateurs à l'échelon des pays. Par exemple, la concomitance de taux élevés pour les disponibilités alimentaires et faibles pour l'utilisation des aliments amènent à se demander ce qui empêche d'utiliser efficacement la nourriture disponible. De la même façon, des taux de sous-alimentation élevés en présence de taux de pauvreté faibles posent la question de savoir pourquoi les personnes démunies ne parviennent pas à accéder à la nourriture. Ces divergences peuvent également révéler des problèmes dans la mesure de la sécurité alimentaire. Dans tous les cas, elles doivent être prises en compte dans la formulation d'un programme de recherche sur les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire ou sur les problèmes de mesure connexes.

Tous les diagrammes de dispersion présentés dans cette section portent sur les six pays (Bangladesh, Ghana, Népal, Nicaragua, Ouganda et Tadjikistan) décrits dans les études de cas détaillées exposées à la section suivante (*Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national*, pages 32 à 46). Ces pays ont été choisis pour diverses raisons, notamment parce qu'ils s'écartaient des corrélations généralement observées entre deux indicateurs de la sécurité alimentaire.

### ■ Q1: L'amélioration de l'accès à la nourriture s'accompagne-t-elle d'une meilleure utilisation des aliments?

Dans de nombreux pays, c'est le cas. Un bas niveau d'apport énergétique alimentaire, mis en évidence par une forte prévalence de la sous-alimentation, est habituellement associé à des taux élevés d'autres formes de malnutrition. Une réduction de la sous-alimentation s'accompagne le plus souvent d'une amélioration de l'état nutritionnel général de la population (figure 15), bien que la corrélation soit assez faible ( $R^2 = 28$  pour cent seulement).

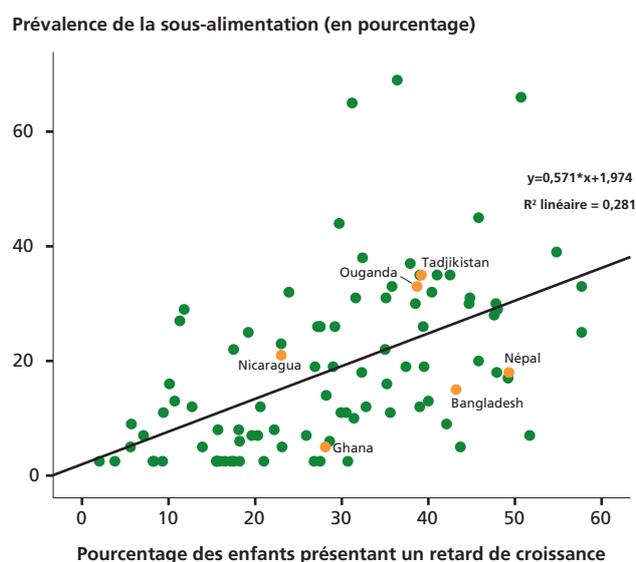
La faible valeur de  $R^2$  indique qu'il existe de fréquentes exceptions à la règle sous-alimentation faible / retard de croissance faible, comme le montre la position excentrée de nombreux pays d'Afrique du Nord, d'Asie du Sud et d'Afrique subsaharienne. L'un de ces pays, en Afrique subsaharienne, est le Ghana, où la prévalence de la sous-alimentation était inférieure à 5 pour cent en 2011-2013, alors que plus de 29 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance d'après les rapports. Une situation similaire se dessine au Népal. Le Mali est un cas extrême: bien que la prévalence de la sous-alimentation y ait été estimée à 7 pour cent en 2011-2013, 38 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance. Même chose au Viet Nam, qui enregistrait une prévalence de la sous-alimentation de 8 pour cent en 2011-2013, mais où plus de 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans accusaient un retard de croissance.

Ces cas où, malgré une sous-alimentation relativement faible, la malnutrition demeure élevée peuvent nécessiter des

mesures et des programmes associés visant à faciliter l'accès à une nourriture saine et nutritive, à favoriser la diversité alimentaire, à améliorer la sécurité sanitaire des aliments et à promouvoir l'hygiène. Le retard de croissance, en particulier, pourrait résulter d'épisodes répétés de dépérissement s'étant produits dans un passé suffisamment récent pour que les effets en soient encore visibles en dépit d'une amélioration généralisée de la sécurité alimentaire. Ces conditions surviennent parfois dans les pays où la sous-alimentation a reculé notablement en un court laps de temps.

FIGURE 15

La relation entre la prévalence de la sous-alimentation et le pourcentage des enfants d'âge préscolaire présentant un retard de croissance est faible



Sources: FAO et OMS.

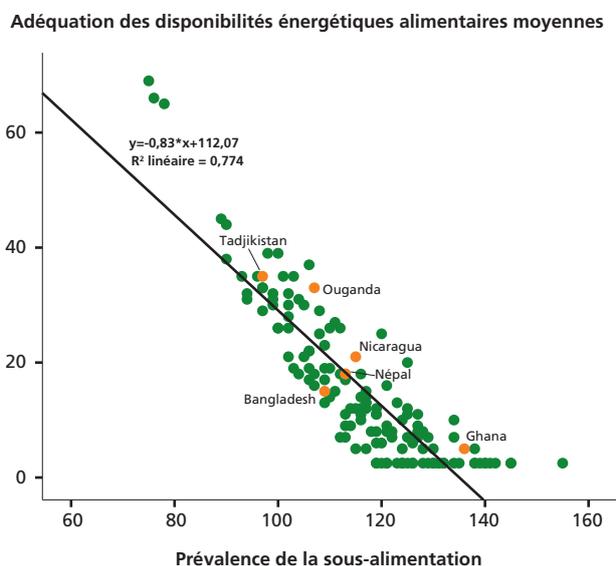
### ■ Q2: Des disponibilités alimentaires élevées impliquent-elles une diminution de la sous-alimentation?

Dans l'ensemble, les pays où les disponibilités alimentaires sont généralement supérieures à la quantité de nourriture nécessaire à la population affichent aussi de bas niveaux de sous-alimentation et de dénutrition. Ainsi, la corrélation est évidente lorsque la prévalence de la sous-alimentation est rapportée à l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes (figure 16), et se confirme dans les analyses par pays détaillées présentées à la section suivante.

Le lien entre les disponibilités alimentaires (mesurées d'après l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes) et la prévalence de la sous-alimentation tient en

FIGURE 16

L'adéquation des disponibilités alimentaires et la prévalence de la sous-alimentation sont étroitement liées



Source: FAO.

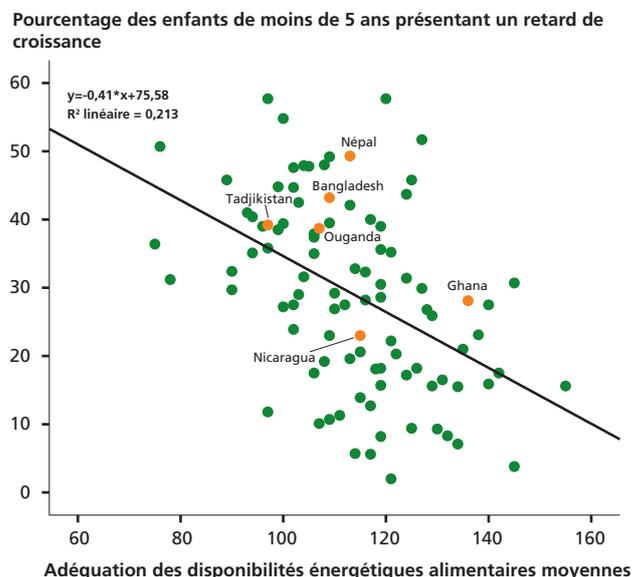
partie à la façon dont les indicateurs sont élaborés. L'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes exprime les disponibilités énergétiques alimentaires en pourcentage des besoins énergétiques alimentaires moyens, ce qui veut dire que cet indicateur saisit des éléments utilisés pour mesurer la sous-alimentation. Les divergences restantes correspondent aux différences d'accès (mesures de répartition incluses dans l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation) et au fait que la prévalence de la sous-alimentation est fondée sur les besoins énergétiques alimentaires minimaux.

**Q3: Des disponibilités alimentaires élevées impliquent-elles une meilleure utilisation des aliments?**

Dans de nombreux pays, on constate des similitudes lorsque l'on compare les indicateurs relatifs à l'utilisation des aliments, tels que le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance, aux indicateurs décrivant les disponibilités alimentaires, tels que l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes (figure 17). C'est le cas dans la plupart des pays examinés à la section suivante, surtout au Bangladesh, au Ghana et au Népal, mais c'est aussi vrai dans plusieurs autres pays africains, dont le Bénin, la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger, qui ont tous des taux de retard de croissance élevés pouvant atteindre 50 pour cent. Dans ces cas, l'abondance des disponibilités alimentaires ne s'est pas traduite par une utilisation plus efficace des aliments ni par une amélioration de la nutrition, ce qui laisse penser que

FIGURE 17

La relation entre l'adéquation des disponibilités alimentaires et le retard de croissance est faible



Sources: FAO et OMS.

des politiques susceptibles d'influer sur ces aspects de la sécurité alimentaire pourraient procurer d'importants avantages. Selon le contexte local, il pourrait s'agir de politiques visant à améliorer la nutrition, d'un encouragement à diversifier l'alimentation ou de programmes de complémentation alimentaire.

Les données recueillies par pays montrent qu'un régime alimentaire de piètre qualité s'accompagne souvent de mauvais résultats sur le plan de l'utilisation des aliments, en particulier d'un taux de retard de croissance élevé (figure 18). Cette constatation est confirmée par l'analyse plus approfondie présentée dans les études de cas exposées plus loin dans ce rapport. L'Ouganda y fait exception toutefois, car les régimes alimentaires y sont traditionnellement variés, et les apports énergétiques proviennent d'aliments autres que les céréales, racines et tubercules, notamment du *matooke*, un type de banane.

Le Burundi et le Pakistan constituent également des exceptions, puisque les calories tirées des produits de base y représentent moins de 50 pour cent des disponibilités énergétiques alimentaires, alors que la prévalence du retard de croissance est élevée: 58 pour cent au Burundi et 43 pour cent au Pakistan. Au Pakistan, les segments les plus pauvres de la population n'ont pas accès à des aliments équilibrés, et sont fortement tributaires d'un petit nombre de produits de base riches en glucides. Des mesures peuvent donc s'avérer nécessaires pour renforcer les filets de sécurité et permettre aux populations pauvres d'accéder à une nourriture plus variée et plus nutritive. Il convient en outre d'investir dans les services d'éducation et de santé. Il peut aussi être important

de promouvoir des pratiques optimales d'allaitement maternel et de procurer des aliments enrichis. Au Burundi, toutefois, la quantité globale d'aliments disponibles est insuffisante, et même le fait de la répartir de manière équitable risque de ne pas suffire pour éviter des résultats anthropométriques négatifs, telles qu'une forte prévalence du retard de croissance. Dans ce contexte, les politiques à envisager sont notamment celles qui visent à privilégier l'augmentation des disponibilités alimentaires au moyen d'un accroissement de la production et, le cas échéant, d'importations.

**■ Q4: La diminution de la pauvreté implique-t-elle toujours une diminution de la faim?**

La pauvreté compte pour beaucoup dans la dimension de la sécurité alimentaire relative à l'accès à la nourriture. L'extrême pauvreté, mesurée à la proportion de personnes vivant avec 1,25 dollars ou moins par jour, a considérablement reculé depuis 1990, quoique de manière inégale selon les régions et les pays<sup>6</sup>. En 1990, la proportion de personnes vivant dans la pauvreté absolue atteignait 48 pour cent dans les régions en développement. C'est en Chine et dans d'autres pays d'Asie de l'Est que la baisse a été la plus marquée, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud arrivant en queue de peloton, avec un recul beaucoup moins important. Globalement, les estimations préliminaires font

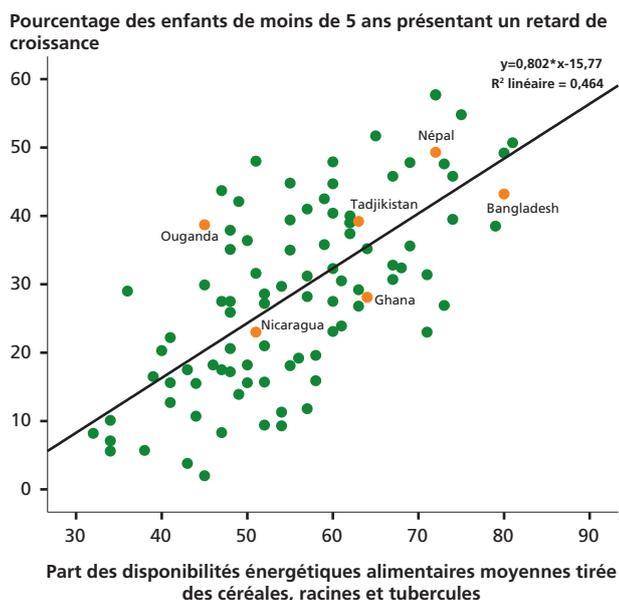
apparaître que le monde en développement a atteint en 2008 la cible de l'OMD qui prévoyait de réduire de moitié la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté, puisque 24 pour cent de la population des pays concernés vivait avec 1,25 dollars ou moins par jour cette année-là.

Plus les niveaux de pauvreté sont élevés, plus forte est la prévalence de la sous-alimentation (figure 19), bien qu'il n'existe pas de correspondance biunivoque entre la faim et l'extrême pauvreté. Un faible niveau d'extrême pauvreté, par exemple, n'implique pas nécessairement un bas niveau de sous-alimentation, comme l'illustre le cas du Tadjikistan. Le pays se caractérise par une productivité agricole peu élevée et, dans le même temps, les produits alimentaires semblent représenter, pour des pans entiers de la population, une part prépondérante des dépenses consacrées aux biens essentiels. Dans ces circonstances, il est possible d'obtenir des gains rapides dans la lutte contre la pauvreté et la faim en améliorant la productivité et l'efficacité des systèmes de distribution des produits alimentaires ainsi que leur capacité à fournir une nourriture saine et nutritive en quantité suffisante et à laquelle les consommateurs peuvent accéder.

Dans d'autres pays, les hauts niveaux d'extrême pauvreté sont associés à de faibles niveaux d'utilisation des aliments, qui résultent de facteurs tels que le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Entre autres exemples, on citera le Bangladesh et le Ghana, qui comptent parmi les pays examinés à la section suivante, auxquels on peut

FIGURE 18

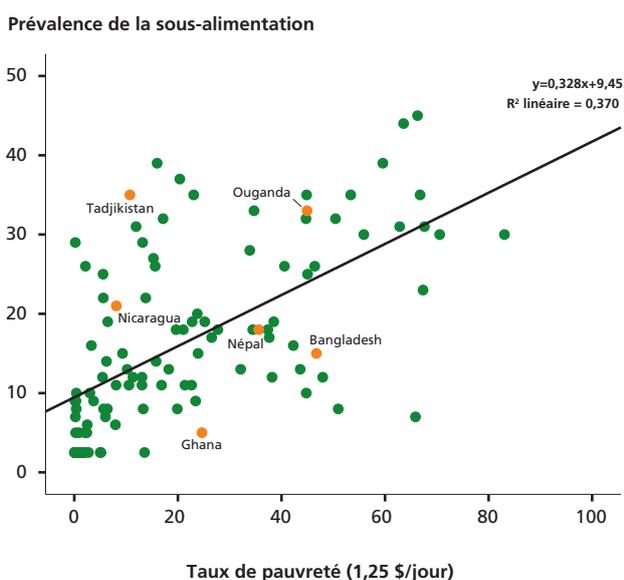
Une augmentation de la part des féculents dans le régime alimentaire peut entraîner une augmentation du retard de croissance



Sources: FAO et OMS.

FIGURE 19

Les taux de sous-alimentation et de pauvreté sont généralement corrélés à l'échelon national, avec certaines exceptions toutefois



Sources: FAO et Banque mondiale.

notamment ajouter Haïti, le Libéria, le Mozambique et le Tchad. Dans les pays où la prévalence de la sous-alimentation est relativement faible, une grande proportion de la population s'approche du niveau de revenu à partir duquel la demande de sécurité sanitaire des aliments et d'hygiène commence à croître plus rapidement que la demande de calories de base supplémentaires.

Il existe aussi des pays présentant un haut niveau d'extrême pauvreté et un niveau relativement faible de sous-alimentation, comme, par exemple, le Népal, le Swaziland et le Viet Nam. Ce cas est plus fréquent que celui dans lequel l'insécurité alimentaire touche davantage de personnes que la pauvreté. Dans les pays en question, les causes profondes de la pauvreté sont moins directement liées aux systèmes de production et de distribution vivrières, mais dépendent plus vraisemblablement d'autres activités économiques. En conséquence, les stratégies de réduction de la pauvreté doivent parfois cibler des points d'entrée autres que l'alimentation et l'agriculture.

Lorsque l'insécurité alimentaire est plus répandue, sa corrélation avec la pauvreté s'affaiblit, et ce pour diverses raisons. Les consommateurs relativement mieux lotis peuvent, par exemple, utiliser une partie de leur revenu supplémentaire à l'achat d'articles non alimentaires, tels que des téléphones portables (un outil de communication de plus en plus indispensable), ou se tourner vers des denrées plus onéreuses, passant du manioc au riz ou des céréales à des produits animaux, par exemple. Une partie de ces changements peuvent donc être sans effet pour augmenter l'apport énergétique ou améliorer la nutrition.

Enfin, un examen attentif des statistiques nationales disponibles laisse également entrevoir de possibles problèmes de mesure de la sécurité alimentaire. Au Nicaragua, par exemple, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté était estimée à 12 pour cent en 2005, tandis que 25,5 pour cent des personnes étaient chroniquement sous-alimentées en 2005-2007. Il y a des raisons de penser que cette disparité découle d'une particularité dans la distribution des personnes proches du seuil d'extrême pauvreté (1,25 dollars par jour) et dans leur apport énergétique. Pour beaucoup de gens, une faible quantité d'argent peut aider à échapper à l'extrême pauvreté, mais pas à la faim. Ainsi, en 2005, les Nicaraguayens en situation d'extrême pauvreté vivaient avec un peu plus de 9 cordobas par jour, l'équivalent de 1,25 dollars, ce qui ne permettait d'acheter en moyenne que 1 459 kcal, à comparer avec les besoins énergétiques alimentaires minimaux établis par la FAO à 1 819 kcal par jour. Or un grand nombre de personnes se trouvaient juste au-dessus du seuil d'extrême pauvreté puisque 32 pour cent environ de la population du Nicaragua vivait avec 14,6 cordobas (2 dollars) ou moins par jour en 2005, ce qui fait que quelque 20 pour cent de la population se situait entre les seuils d'extrême pauvreté et de pauvreté. En 2005, 14,6 cordobas permettaient d'acheter en moyenne 1 792 kcal, un chiffre toujours inférieur aux 1 819 kcal/jour nécessaires pour assurer une activité physique légère et maintenir un poids minimum acceptable.



## Messages clés

- La sécurité alimentaire est une question complexe. Il est plus facile d'en comprendre les dimensions – disponibilités, accès, utilisation et stabilité – lorsque celles-ci sont présentées sous la forme d'un ensemble d'indicateurs.
- Ces 20 dernières années, les disponibilités alimentaires des régions en développement ont augmenté plus vite que les besoins énergétiques alimentaires moyens, tandis que la qualité des régimes alimentaires s'améliorait. L'amélioration de l'accès économique à la nourriture trouve son expression dans l'évolution des taux de pauvreté, qui ont reculé en même temps que la sous-alimentation au cours de cette période, quoique à des rythmes différents. Les récentes vicissitudes des marchés internationaux de produits alimentaires ont placé la vulnérabilité au premier plan du débat sur l'insécurité alimentaire. Les répercussions de la variabilité et des flambées des prix ont peut-être été moins prononcées que ce à quoi l'on s'attendait initialement, bien que les producteurs d'aliments aient eu à faire face à des risques importants.
- De façon générale, la faim est répandue dans les pays qui connaissent de forts taux de pauvreté. Elle tend aussi à être plus grave que la pauvreté, surtout lorsque les niveaux de l'une et l'autre sont élevés. L'alimentation étant l'un des besoins fondamentaux les plus sensibles à l'évolution des revenus, le fait d'augmenter ceux-ci et de fournir des filets de protection sociale fait reculer la faim. Lorsque la sous-alimentation est moins répandue que la pauvreté, les interventions à mener sont celles qui améliorent l'utilisation des aliments.
- De grandes disponibilités alimentaires ne permettent pas nécessairement un meilleur accès à la nourriture ni une meilleure utilisation des aliments. Lorsque l'accès et l'utilisation sont médiocres malgré des disponibilités alimentaires suffisantes, il faut privilégier la protection sociale ainsi que l'amélioration des programmes de distribution de vivres et de supplémentation alimentaire.
- La sous-alimentation et la dénutrition peuvent coexister. Dans certains pays, toutefois, le taux de dénutrition, mesuré d'après la proportion d'enfants accusant un retard de croissance, est considérablement plus élevé que la prévalence de la sous-alimentation, laquelle est déterminée par l'inadéquation des disponibilités énergétiques alimentaires. Dans ces pays, il est essentiel d'agir en faveur d'une meilleure nutrition si l'on veut améliorer les aspects nutritionnels de la sécurité alimentaire. Il faut mettre en place un ensemble d'interventions axées sur la sécurité alimentaire et sur l'amélioration de la nutrition dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'hygiène, de l'alimentation en eau et de l'éducation, en ciblant tout particulièrement les femmes.



## Dimensions de la sécurité alimentaire à l'échelon national

**M**ême s'il est encore possible d'atteindre la cible de l'OMD 1 relative à la faim à l'horizon 2015, les progrès sont inégaux et il est probable que de nombreux pays ne parviendront pas à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation d'ici là. Nombre d'entre eux font face à de graves difficultés. Ainsi, les pays qui ont connu un conflit au cours des deux dernières décennies ont plus de risques d'avoir connu des périodes de nette régression dans la réduction de la faim. Les pays enclavés sont souvent en retard sur les pays côtiers, car ils doivent sans cesse relever des défis pour accéder aux marchés mondiaux, tandis que les pays en développement dont les infrastructures sont encore rudimentaires et les institutions fragiles peinent pour mettre en œuvre des politiques susceptibles d'accroître la productivité agricole et de remédier aux inégalités d'accès à la nourriture.

Six pays (Bangladesh, Ghana, Népal, Nicaragua, Ouganda et Tadjikistan) sont examinés plus en détail dans la présente section, laquelle nous livre un bilan contrasté de la lutte contre la faim, composé à la fois d'avancées, de retours en arrière, de succès et d'échecs. Réduire la pauvreté et la faim nécessite une longue suite de progrès et de réussites, mais les conditions (environnementales, sociales, économiques et politiques) qui rendent les populations vulnérables varient considérablement selon les pays.

Depuis le début des années 1990, le Bangladesh, le Ghana et le Nicaragua ont tous réussi à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation. Plusieurs facteurs ont contribué à

l'obtention de ce résultat, à savoir une croissance économique robuste sur plusieurs décennies, des échanges plus libres et, pour le Ghana et le Nicaragua, une stabilité politique et des conditions favorables sur les marchés internationaux, sous la forme de prix à l'exportation élevés. Mais la dynamique de ce changement est venue, avant tout, de l'engagement des gouvernements successifs en faveur du développement rural à long terme et de plans de réduction de la pauvreté.

Le Népal a connu une longue période de conflit et d'incertitude politique, qui a sapé l'efficacité de ses institutions en matière de production alimentaire et d'amélioration de l'accès à la nourriture. Néanmoins, la cible de l'OMD 1 relative à la réduction de la faim à l'horizon 2015 semble être à sa portée. Le Tadjikistan, pays enclavé qui ne possède que des infrastructures rudimentaires et dont la capacité d'extension des terres agricoles est limitée, a, quant à lui, peu de chances de l'atteindre. La réforme agraire incomplète menée dans le pays a ralenti la croissance de la productivité et des revenus agricoles, mais les effets de ce ralentissement ont été partiellement compensés par les envois de fonds provenant des migrants.

L'Ouganda continue de rencontrer de graves problèmes de sous-alimentation. Compte tenu de son taux de croissance démographique – parmi les plus élevés au monde –, de la faible croissance de sa productivité agricole et d'une population vivant en grande partie avec 1,25 dollars ou moins par jour, le pays a peu de chances d'atteindre la cible de réduction de la faim d'ici à 2015.



## Bangladesh: l'engagement sur le long terme en faveur de la sécurité alimentaire permet des avancées considérables

Au Bangladesh, la sécurité alimentaire est menacée par de multiples éléments, notamment la densité démographique en constante augmentation, le changement climatique, la rareté des ressources naturelles (toutes les terres agricoles ou presque sont cultivées), la vulnérabilité aux flambées des prix et la pauvreté persistante. Pourtant, en dépit de ces contraintes, le pays a déjà atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim (figure 20). Cette prouesse remarquable a été réalisée dans le contexte de la croissance économique rapide des années 1990, elle-même stimulée par une forte progression de la productivité agricole<sup>7</sup> et favorisée par une combinaison de facteurs, tels que la stabilité macroéconomique, la libéralisation des marchés des intrants et l'ouverture de l'économie.

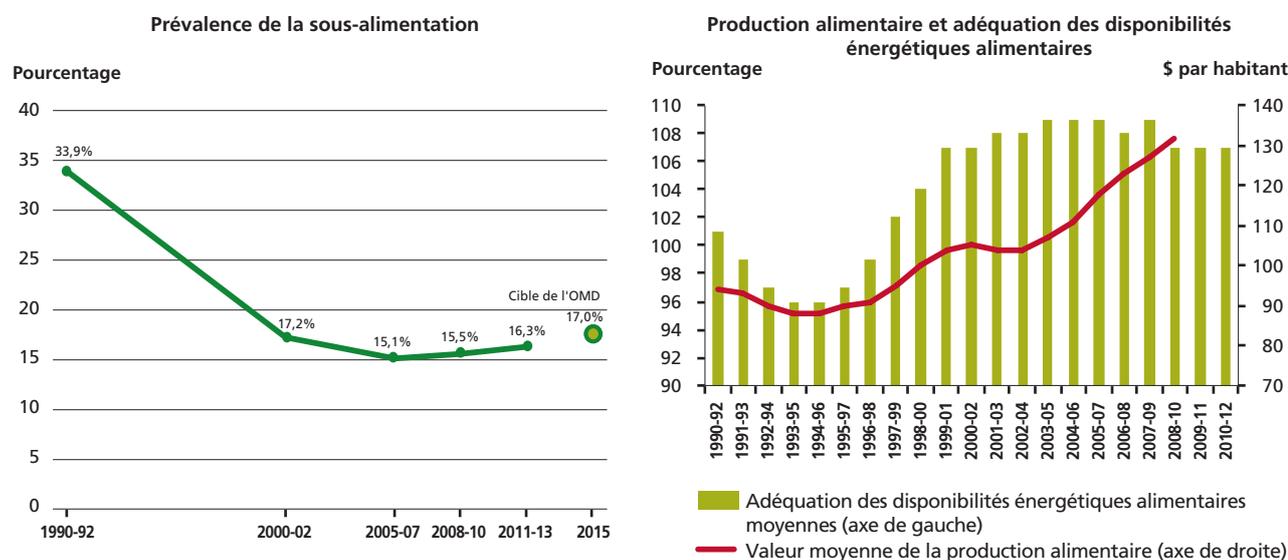
Cependant, 25 millions de personnes environ demeurent sous-alimentées, et la prévalence de la sous-alimentation

augmente lentement depuis le milieu des années 2000. La sécurité alimentaire reste donc l'une des priorités du Gouvernement, priorité qui est en cours d'intégration dans les politiques. La Politique nationale en matière d'alimentation (*National Food Policy*) élaborée dans le détail en 2008 a été suivie, en 2011, d'un Plan national d'investissement (*Country Investment Plan*), qui procure aux parties prenantes une feuille de route claire pour investir dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

La productivité agricole a progressé de manière substantielle, les rendements moyens et la valeur de la production alimentaire par habitant étant en nette augmentation depuis le milieu des années 1990 (figure 20). Les sociétés semencières privées sont encouragées à entrer sur le secteur des semences, et les cadres réglementaires sont actuellement renforcés<sup>8</sup>. L'irrigation a grandement progressé

FIGURE 20

Le Bangladesh a déjà atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim, ses disponibilités énergétiques alimentaires sont suffisantes et stables, et sa production alimentaire continue de progresser



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006.  
Source: FAO.

grâce à d'importants programmes publics de développement des infrastructures, mais l'accent est désormais placé sur la promotion des pratiques agricoles permettant d'économiser l'eau, pour tenir compte de la baisse du niveau des aquifères et de la hausse du coût de l'irrigation<sup>9</sup>. La Bangladesh Bank augmente l'offre de crédit à l'intention des agriculteurs afin de stimuler la production agricole, et les besoins des petits exploitants font l'objet d'une attention particulière car le vaste et dynamique secteur de la microfinance ne parvient pas à atteindre les couches les plus pauvres de la population<sup>10</sup>.

L'engagement des gouvernements successifs en faveur de la réduction de la pauvreté a donné d'excellents résultats qui vont de pair avec la croissance du PIB par habitant (figure 21). Le recul de la pauvreté s'est accompagné d'une diminution similaire de la dénutrition, et le Bangladesh semble être sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 qui consiste à abaisser à 33 pour cent, à l'horizon 2015, le pourcentage d'enfants présentant une insuffisance pondérale (figure 21). Il existe néanmoins des disparités régionales considérables, et les progrès de la lutte contre la dénutrition ont ralenti ces dernières années. Cela indique que l'augmentation des revenus ne suffit pas à faire reculer la dénutrition. En 2009, les céréales procuraient encore 78,3 pour cent de l'ensemble des calories consommées. Leur abandon partiel au profit d'une série de cultures vivrières à valeur élevée permettrait non seulement d'accroître les disponibilités de denrées nutritives, mais aussi d'offrir aux agriculteurs une occasion d'augmenter leurs revenus. Le Plan national d'investissement privilégie donc le

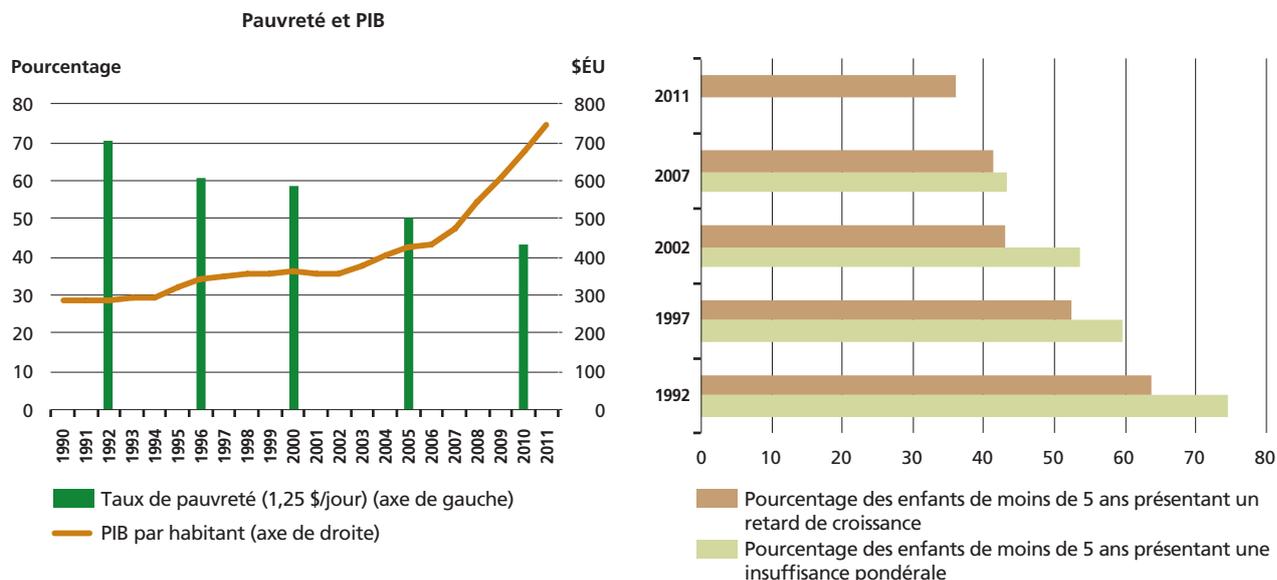
développement d'une agriculture durable et diversifiée. Le développement de cultures biofortifiées au moyen de programmes tels que HarvestPlus et le Golden Rice Project illustre comment la nutrition et l'agriculture peuvent être intégrées pour gérer ces questions.

Peu de progrès ont été accomplis dans la réduction de la proportion de femmes anémiques (42 pour cent en 2011 contre 45 pour cent en 2004), et l'anémie demeure un grave problème de santé publique dans le pays. Les différences entre les sexes, notamment en ce qui concerne les salaires et l'accès aux intrants et aux marchés, influent aussi sur la sécurité alimentaire et la nutrition<sup>11</sup>. De nombreux ménages ont choisi la migration internationale ou nationale comme stratégie de subsistance. À partir du début des années 1990, près de 250 000 personnes ont émigré chaque année, générant, par leurs envois de fonds, un flux de revenus qui représentait environ 10 pour cent du PIB en 2011-2012<sup>12</sup>.

Le Bangladesh a mis en place un important programme de type filet de sécurité avec l'appui de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) afin d'aider les personnes qui ne sont pas en mesure de profiter des nouvelles activités productives ni du recul de la pauvreté. Ce programme a permis de faire face de manière assez efficace aux effets néfastes de l'instabilité des prix sur les populations pauvres. À la suite de la flambée des prix de 2007-2008, par exemple, un programme de création d'emplois a été conçu pour apporter une aide financière aux personnes les plus vulnérables pendant les périodes de soudure, tout en permettant la construction d'infrastructures. Une version

FIGURE 21

Le Bangladesh semble en bonne voie pour atteindre les cibles de l'OMD 1 relatives à la réduction de la pauvreté et à la proportion d'enfants présentant un retard de croissance et une insuffisance pondérale



Note: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005.

Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012 (gauche); OMS, et National Institute of Population Research and Training (Bangladesh), Bangladesh Demographic and Health Survey 2011 (droite).

améliorée de ce programme, conjuguée à d'autres filets de sécurité et à des programmes d'ONG, tels que l'initiative multidonateurs Chars Livelihoods Programme, a réussi ces dernières années à éliminer la faim saisonnière souvent aiguë qui sévissait dans le nord-ouest du pays.

Cependant, des erreurs de ciblage et des défauts d'efficacité subsistent, laissant certains ménages en dehors du système d'assistance des filets de sécurité<sup>13</sup>. Pour y remédier, le Gouvernement élabore une stratégie nationale

de protection sociale, qui s'inspire du succès de programmes en cours et comprend des innovations visant à aider les personnes démunies à sortir de la pauvreté<sup>14</sup>. Le Plan national d'investissement a également pour objet de renforcer les institutions et les capacités nécessaires pour rendre les filets de sécurité plus efficaces, appelant à resserrer les partenariats avec les ONG, dont certains expérimentent des modèles qui aident les ménages à s'extraire de la pauvreté.



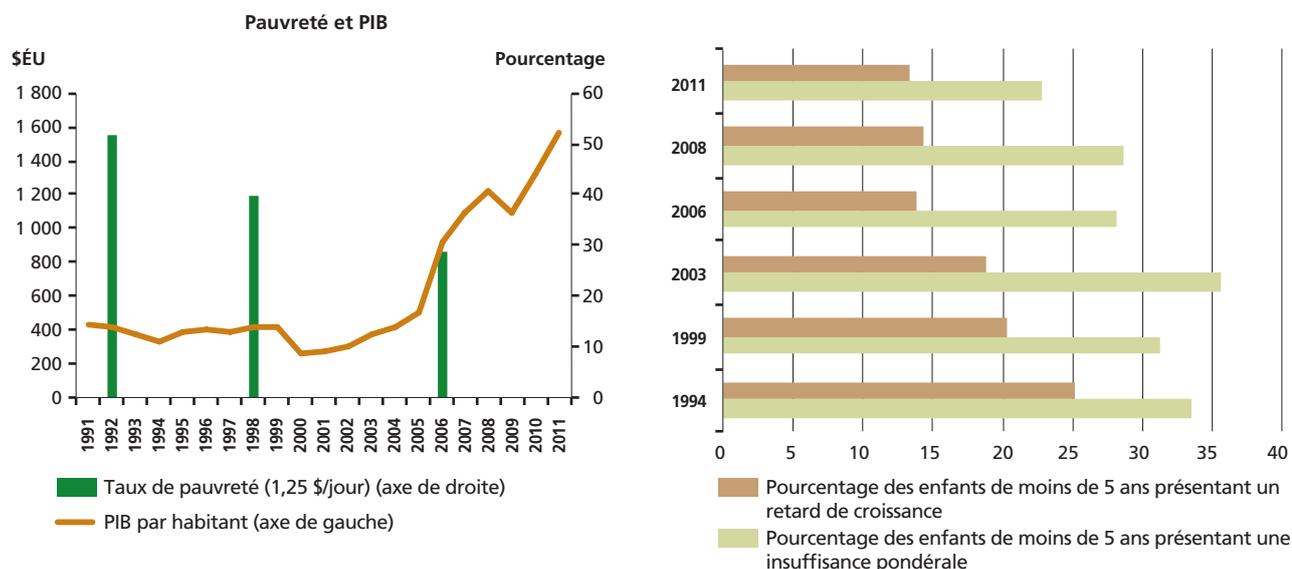
## Ghana: une croissance économique remarquable et largement partagée qui contribue à instaurer la sécurité alimentaire

Le Ghana fait figure d'exemple en Afrique pour sa robuste croissance économique depuis 30 ans: son PIB a progressé en moyenne de 4,5 pour cent par an depuis 1983 et a enregistré une augmentation remarquable de 14 pour cent en 2011<sup>15</sup> (figure 22). Cette réussite a été facilitée par la stabilité politique (figure 23), les réformes des marchés,

des termes de l'échange favorables (prix de l'or et du cacao plus élevés) et un climat d'investissement propice. Le succès des programmes et des réformes économiques montre ce que peuvent accomplir un engagement politique résolu et une collaboration continue avec la communauté des donateurs<sup>16</sup>. Le Ghana est sur la bonne

FIGURE 22

Le PIB du Ghana a progressé rapidement et la pauvreté a reculé, mais les progrès ont été moindres en matière de réduction de la dénutrition



Note: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005.

Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012 (gauche); OMS, et Ministère de la santé (Ghana), 2013, enquête nationale en grappes à indicateurs multiples de 2011 (droite).

voie pour atteindre avant 2015 la cible des OMD relative à la pauvreté, et a atteint en 2000-2002 celle concernant la faim (figure 23). En 2011-2013, moins de 5 pour cent de la population était sous-alimentée.

L'économie du Ghana dépend fortement de l'agriculture, puisque plus de la moitié de la population active du pays travaille dans ce secteur. Dans les années 1990, une série de réformes institutionnelles et de politiques complétées par un ensemble d'investissements ont permis aux petits exploitants d'augmenter durablement leur production alimentaire<sup>17</sup>. Entre 1990-1992 et 2008-2010, la production alimentaire par habitant a progressé de 55 pour cent. La réforme du secteur du cacao, qui a soumis celui-ci à une taxe implicite, a joué un rôle crucial dans la croissance agricole. Les investissements dans la recherche-développement sur les racines et tubercules, et les activités de vulgarisation ont permis l'introduction de méthodes de production innovantes, qui ont conduit à un accroissement des rendements et à l'obtention de variétés nouvelles, plus résistantes<sup>18</sup>.

La croissance remarquable du PIB du Ghana, de 5 pour cent en moyenne par an depuis 2001, a bénéficié à une grande partie de la population, et l'extrême pauvreté a reculé, passant de 51,7 pour cent en 1991 à 28,5 pour cent en 2006 (figure 22). Environ 5 millions de personnes ont été sorties de la pauvreté en à peine 15 ans, car les avantages de la rapide croissance économique ont été largement partagés, en particulier avec les populations rurales, lesquelles ont profité de l'augmentation de la production et de la création de marchés dynamiques. Les principaux bénéficiaires de la hausse des revenus ruraux ont

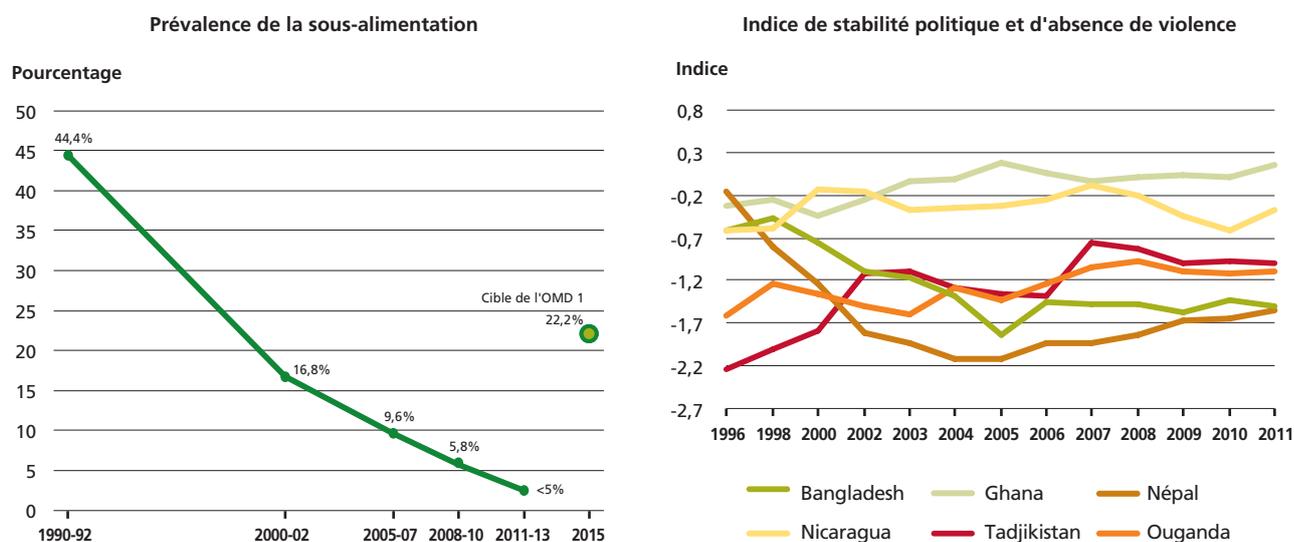
été les petits producteurs de cacao et les producteurs de fruits et légumes.

Malgré ces avancées rapides dans la lutte contre la pauvreté et la faim, le Ghana n'a pas connu le même succès dans la réduction de la dénutrition (figure 22). Bien que la proportion des enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale ait reculé de près de 50 pour cent depuis 1993-1995, l'amélioration a été moins nette s'agissant de la prévalence du retard de croissance, puisque 23 pour cent environ des enfants de moins de 5 ans souffraient de troubles de la croissance en 2011. Les causes profondes de la dénutrition sont la pauvreté, une charge de morbidité élevée et un manque d'accès aux traitements anthelminthiques, l'inadéquation des pratiques d'alimentation des enfants aux étapes clés de leur développement et l'insuffisance des installations d'assainissement. Ce dernier point est une cause majeure des maladies chroniques d'origine hydrique, des infections aiguës et de la mortalité infantile ou postinfantile. Malgré une amélioration considérable de l'accès à des sources d'eau potables ces 30 dernières années, l'accès à des installations d'assainissement adéquates reste très insuffisant.

De fortes disparités régionales demeurent en matière de pauvreté et de nutrition. De manière générale, le risque de vivre au-dessous du seuil de pauvreté est quatre fois plus élevé pour les populations rurales que pour les populations urbaines. C'est dans les régions du Nord, du Haut Ghana oriental et du Haut Ghana occidental, qui se définissent sur le plan agroécologique comme une savane rurale, que la prévalence de la pauvreté est la plus élevée<sup>19</sup>.

FIGURE 23

La paix et la stabilité politique ont contribué à ce qu'en 2000-2002, le Ghana atteigne la cible de l'OMD 1 relative à la faim



Note: Pour obtenir la définition de la notion de stabilité politique et absence de violence, voir les indicateurs de la sécurité alimentaire à l'adresse <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/fr/>.

Sources: FAO (gauche) et Institut Brookings, Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale et Institut de la Banque mondiale (droite).

Ces disparités se retrouvent dans les régimes alimentaires. Les populations des régions les moins bien loties ont une alimentation beaucoup moins diversifiée et consomment nettement moins de protéines sous forme de viande, de poisson, d'œufs ou de lait.

La Stratégie nationale de protection sociale lancée en 2007 (National Social Protection Strategy, NSPS) est un cadre intégré de protection sociale qui répond aux besoins

des groupes vulnérables n'ayant pas bénéficié de la croissance économique. Elle axe les politiques sur les personnes extrêmement pauvres et très vulnérables, notamment à travers son principal programme, fondé sur des transferts monétaires assortis de conditions et intitulé Livelihood Empowerment Against Poverty (lutte contre la pauvreté par la promotion des moyens d'existence)<sup>20</sup>.



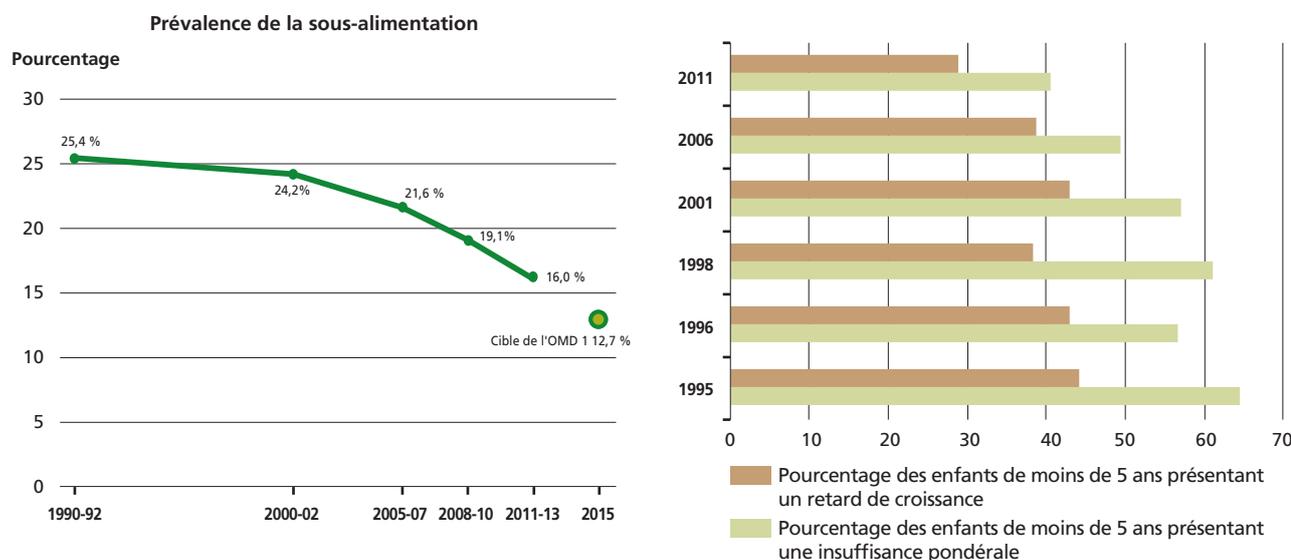
## Népal: la stabilité politique est nécessaire pour que les progrès soient durables et répartis de manière plus équitable

Depuis 1990-1992, le Népal a progressé à grands pas dans son combat contre la faim, la prévalence de la sous-alimentation ayant reculé de 25,4 pour cent en 1990-1992 à 16,0 pour cent en 2011-2013. Si le pays continue de progresser à ce rythme, il atteindra la cible de l'OMD 1 relative à la faim d'ici à 2015 (figure 24). Cette amélioration est encore plus remarquable si l'on tient compte des troubles intérieurs qui

ont agité le pays du milieu des années 90 jusqu'en 2006, de la faiblesse des infrastructures nationales et de l'état de développement relativement modeste de l'agriculture. Malgré les résultats obtenus dans la lutte contre la faim, toutefois, la dénutrition reste répandue. Les prévalences de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance chez les enfants comptent parmi les plus élevées au monde. Entre

FIGURE 24

Le Népal a accompli de nets progrès dans son combat contre la faim et est en bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 relative à la faim d'ici à 2015



Sources: FAO (gauche); OMS et Ministère de la santé et de la population du Népal, 2012 (droite).

1995 et 2011, la première est passée de 44 pour cent à 29 pour cent, et la seconde de 64 pour cent à 40 pour cent (figure 24). Pour s'attaquer à la dénutrition, l'action gouvernementale doit relever des défis considérables, qu'elle s'exerce à court terme (mise en œuvre de filets de sécurité, par exemple) ou à long terme (de développement structurel, par exemple).

Le Népal est un pays principalement montagneux dont les infrastructures de transport, de communication et de production d'électricité sont encore rudimentaires. L'agriculture, clef de voûte de son économie, est freinée par une productivité relativement faible en comparaison d'autres pays de la région, et par une superficie cultivable peu étendue. Le manque de routes, l'inadéquation des équipements, l'insuffisance de l'accès aux marchés d'intrants et d'extrants et la médiocrité de l'accès à des crédits abordables entravent l'adoption de techniques agricoles modernes et productives, si bien que les exploitants s'en remettent à l'agriculture traditionnelle.

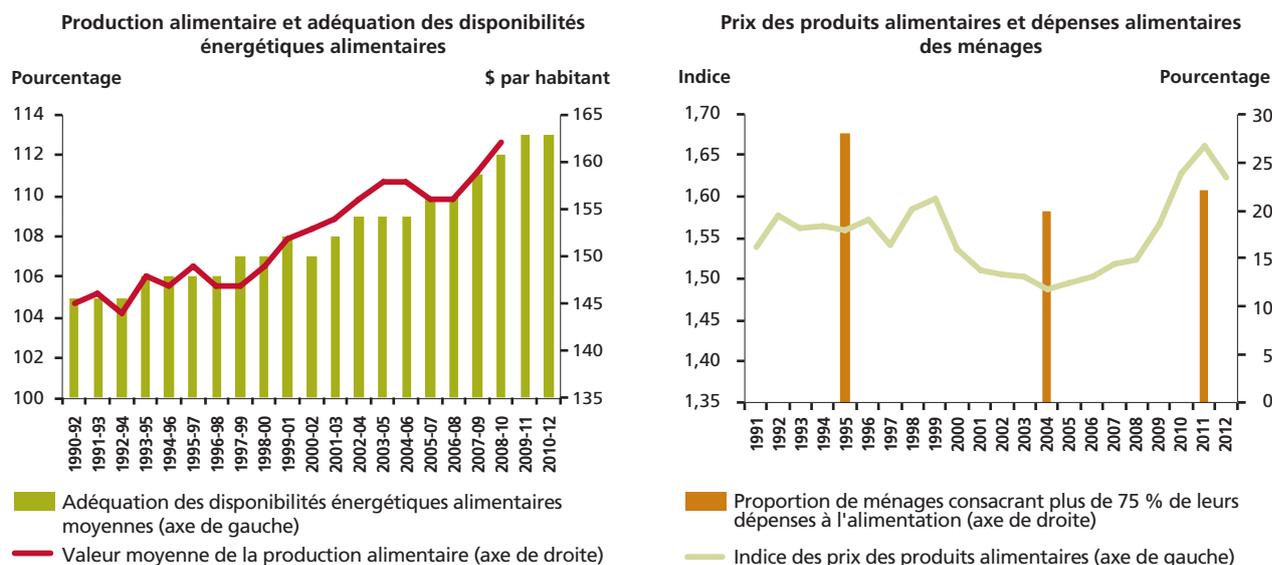
Même si des politiques ont été mises en place pour promouvoir la recherche agricole, l'adoption de nouvelles techniques et le développement des infrastructures, leur impact s'est trouvé dilué par plusieurs années de conflit et par la transition politique prolongée qui s'en est suivie (figure 23), l'un comme l'autre ayant sapé l'efficacité d'un certain nombre d'institutions et de programmes. Néanmoins, les disponibilités énergétiques alimentaires moyennes du pays ont suffi à satisfaire les besoins alimentaires de la population (figure 25), grâce, pour partie, à la légère

augmentation de la production alimentaire depuis 1990-1992 (la valeur de la production alimentaire par habitant a progressé de 12 pour cent) et, pour une autre partie, à l'augmentation des importations de produits alimentaires.

Étant donné que le pays dispose de suffisamment de nourriture, la sous-alimentation tient surtout à des problèmes d'accès économique. À l'échelon national, le Népal a atteint la cible des OMD relative à la pauvreté, puisqu'il a réduit les taux d'extrême pauvreté, de 68 pour cent en 1996 à 25 pour cent en 2010. Malgré cela, le pays compte toujours parmi les plus pauvres du monde. Au Népal, toutefois, la réduction de la pauvreté, et donc de la faim, ne résulte pas tant du développement de l'économie nationale, que d'une forte augmentation des fonds envoyés par les travailleurs migrants: en 2011-2012, ces fonds représentaient 23 pour cent du PIB<sup>21</sup>. Si les sommes rapatriées ont beaucoup aidé à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire, la migration sur laquelle elles reposent a eu un effet négatif sur la productivité agricole, car, dans les familles d'agriculteurs, ce sont généralement les hommes qui émigrent. Les femmes restent alors seules pour s'occuper de l'ensemble de la gestion et des travaux agricoles. On estime qu'environ 30 pour cent des personnes pauvres vivent dans des ménages dirigés par une femme, lesquels, pour la plupart, travaillent dans l'agriculture. Au vu du rôle important des femmes dans la production alimentaire, il conviendrait de mettre en place des politiques qui leur permettraient d'améliorer la productivité et encourageraient une utilisation efficace des fonds envoyés, à des fins d'investissement.

FIGURE 25

Le Népal a maintenu et même légèrement augmenté les disponibilités alimentaires par personne depuis 1990-1992, malgré une faible augmentation de la production alimentaire



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006.  
Sources: FAO (gauche); National Planning Commission et Central Bureau of Statistics, 2013 (droite).

Les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté et la faim ont été extrêmement inégaux à l'intérieur du pays. En 2010, par exemple, l'incidence de la pauvreté allait de 9 pour cent de la population urbaine dans la région des collines à 42 pour cent de la population rurale dans la région des montagnes<sup>22</sup>. Les problèmes économiques et matériels d'accès à la nourriture empêchent de nombreux ménages d'acheter suffisamment de vivres pour satisfaire leurs besoins minimaux. Les contraintes matérielles sont considérables. Le Népal compte peu de routes, et la plupart d'entre elles sont de mauvaise qualité: en 2008, la densité du réseau routier y était d'environ 13,5 km pour 100 km<sup>2</sup> de terres, contre 72 km pour 100 km<sup>2</sup> dans l'ensemble de l'Asie du Sud. Dans les régions reculées, les marchés sont peu nombreux et les prix des produits sont élevés en raison du coût important du transport. À titre d'exemple, dans les régions difficiles d'accès, le riz peut coûter trois fois plus cher que dans le Terai, la région agricole la plus productive du pays, limitrophe de l'Inde<sup>23</sup>.

La sécurité alimentaire varie à travers le pays. Dans la région des montagnes, 60 pour cent des ménages tirent

75 pour cent de leurs calories des aliments de base, alors que dans la région urbaine de Katmandou, ils ne sont que 13 pour cent. Le manque de diversité des régimes alimentaires se traduit par une dénutrition très répandue, y compris chez les enfants de moins de 6 mois, ce qui semble indiquer que la mauvaise nutrition freine leur croissance dès avant la naissance. De fait, la dénutrition maternelle est un grave problème au Népal: 35 pour cent des femmes en âge de procréer et 46 pour cent des enfants y sont anémiques<sup>24</sup>.

À la suite de la hausse des prix enregistrée dans le pays depuis 2004, les ménages pauvres et en situation d'insécurité alimentaire sont devenus encore plus fragiles, car les prix élevés des produits alimentaires ont accru la pression exercée sur le budget des familles. En moyenne, les ménages népalais consacrent 60 pour cent de leur revenu à l'alimentation, sachant que pour les ménages pauvres et très pauvres, cette proportion est encore bien plus grande. Près d'un quart de la population, en grande partie rurale, dépense plus de 75 pour cent de son budget en produits alimentaires, ce qui la rend extrêmement vulnérable face aux flambées des prix telles que celles enregistrées depuis 2008.



## Nicaragua: la stabilité économique et politique et les politiques rationnelles prises en faveur des petits exploitants et des personnes vulnérables portent leurs fruits

Depuis le début des années 90, l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires moyennes a progressé régulièrement au Nicaragua, tandis que la prévalence de la sous-alimentation reculait, de 55 pour cent en 1990-1992 à moins de 22 pour cent en 2011-2013 (figure 26). Le pays a atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim entre 2000-2002 et 2005-2007. L'heure n'est pas aux congratulations, toutefois, car la prévalence de la sous-alimentation est encore élevée, à 22 pour cent.

Une large partie des progrès enregistrés résultent de la période de stabilité économique et politique qui a fait suite aux troubles des années 80 et à une succession de catastrophes naturelles dévastatrices. Cette stabilité a permis au Gouvernement de réorienter son action, en diminuant les secours d'urgence à court terme et en privilégiant le développement à long terme et les plans axés sur la lutte contre la pauvreté.

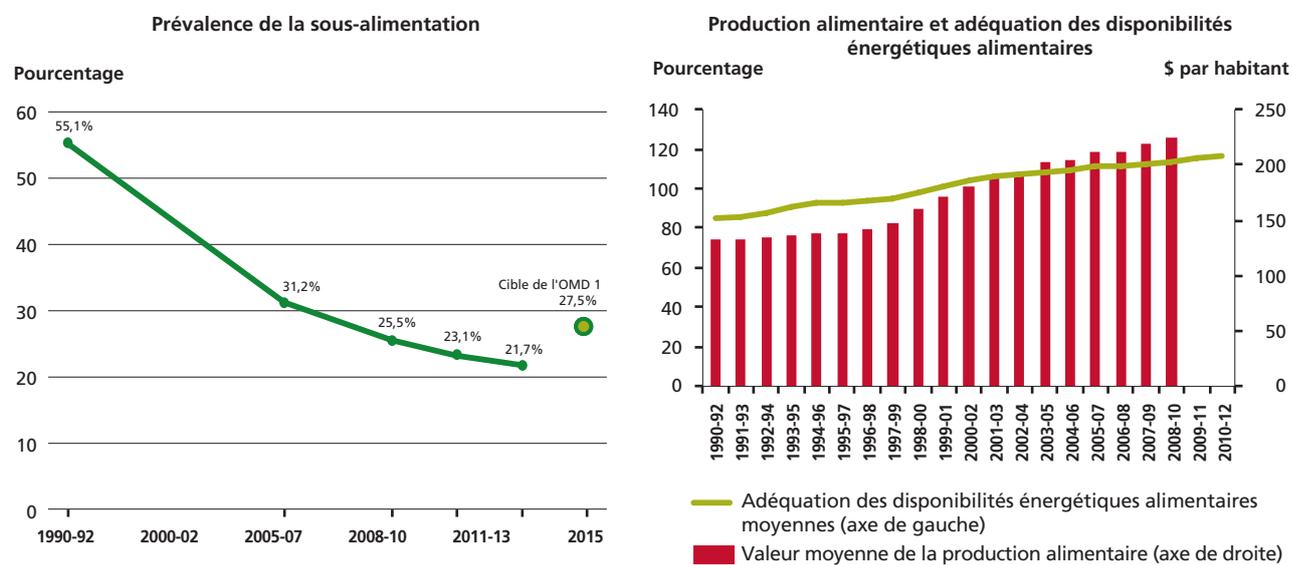
Le ciblage efficace des politiques, la diversification de la production alimentaire, l'amélioration de l'accès aux

nouveaux marchés internationaux à travers la participation à l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale et, au moins pour certaines périodes, les termes de l'échange avantageux ont atténué en partie les effets des catastrophes naturelles et permis au secteur agricole de commencer à se développer. La valeur agricole produite par habitant a progressé de 68 pour cent depuis 1990-1992, faisant passer l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires au-dessus de 100 pour cent au début des années 2000 (figure 26). L'accroissement des approvisionnements en haricots et en légumes a augmenté l'offre quotidienne moyenne de protéines, de 46 grammes par habitant en 1990-1992 à 65 grammes par habitant en 2007-2009.

La majeure partie de l'agriculture du Nicaragua repose sur les petites exploitations, exige une main-d'œuvre importante et peine à augmenter sa productivité. La proportion des terres arables équipées pour l'irrigation demeure extrêmement faible (3,2 pour cent en 2007-2009) et l'adoption de techniques de production plus modernes est bridée par la

FIGURE 26

Le Nicaragua a atteint la cible de l'OMD 1 relative à la faim avant 2005 2007 après avoir assuré des disponibilités énergétiques alimentaires suffisantes vers l'année 2000



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006. Source: FAO.

faiblesse des revenus, les bas niveaux d'instruction et le manque d'accès au crédit.

Décidé à surmonter ces difficultés, le Gouvernement a élaboré des programmes tels que le Programme de distribution de semences (*Programa Agroalimentario de Semillas*), qui favorise le transfert de technologies, et le Programme de production alimentaire (*Programa Productivo Alimentario*), qui a permis à environ 75 000 ménages ruraux pauvres d'accéder à des terres et à d'autres avoirs productifs, tels que des animaux, des semences et des engrais<sup>25</sup>.

La croissance économique enregistrée depuis le début des années 90 a été insuffisante pour réduire les niveaux de pauvreté de manière substantielle, mais quelques progrès ont été obtenus après 2005 grâce à des taux de croissance plus élevés et à une amélioration de la répartition des revenus<sup>26</sup>. En 2005, 32 pour cent de la population vivait encore avec 2 dollars ou moins par jour (figure 27). Les taux de pauvreté ont évolué de façon très inégale selon les régions et ont été jusqu'à quatre fois plus élevés dans les zones rurales. La proportion de personnes vivant dans une extrême pauvreté (1,25 dollars ou moins par jour) a reculé, de 18 pour cent en 1993 à 12 pour cent en 2005. Si cette proportion continue de diminuer au même rythme, le pays devrait atteindre la cible de l'OMD 1 qui prévoit de réduire de moitié la prévalence de l'extrême pauvreté à l'horizon 2015. En dépit de cette pauvreté omniprésente, l'amélioration de la productivité agricole, surtout celle des petits exploitants, et l'augmentation consécutive du volume de vivres disponible a nettement contribué à réduire la prévalence de la faim. L'article 69 de la Constitution nicaraguayenne prévoit des dispositions claires définissant

le droit des personnes à être protégées contre la faim ainsi que le rôle de l'État dans le développement des disponibilités alimentaires et la promotion d'un accès équitable à la nourriture. En 2009, le Parlement a adopté une loi sur la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles, qui mettait en place le cadre institutionnel et décisionnel applicable à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de protéger et de garantir le droit des personnes à une nourriture suffisante, et de définir les mécanismes de coordination intersectorielle et multipartite et les principaux domaines d'action à traiter<sup>27</sup>.

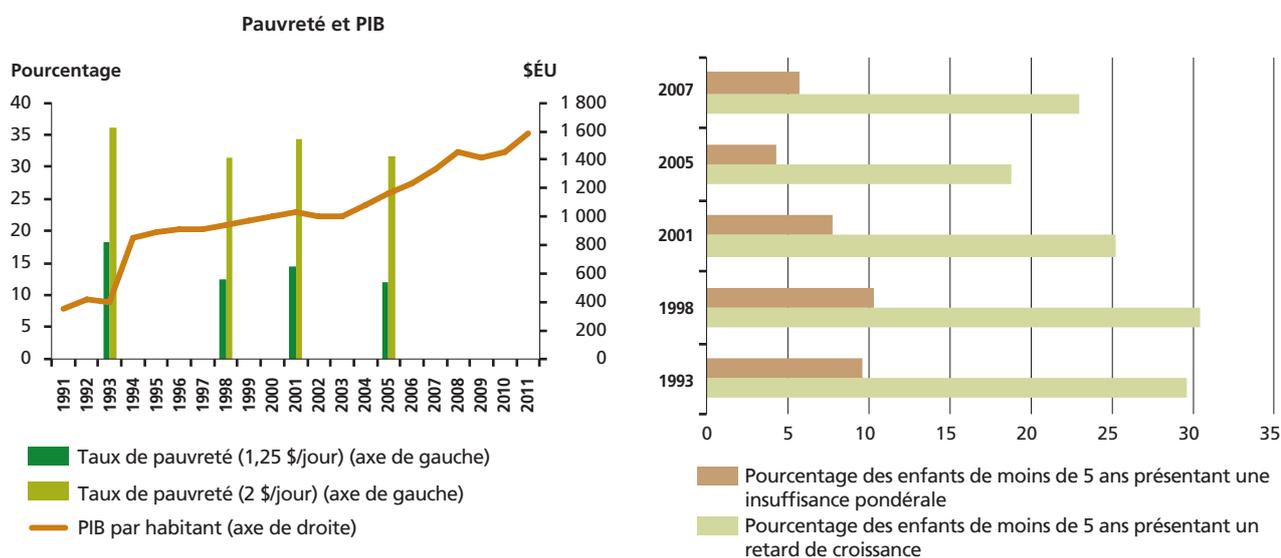
Depuis 1990, la prévalence de la dénutrition a reculé, mais 23 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance en 2007, un chiffre en baisse toutefois par rapport à 1993, date à laquelle il était de près de 30 pour cent (figure 27).

Des niveaux nutritionnels très disparates sont observés selon la catégorie de revenu et le lieu géographique, conséquences des différences d'accès aux soins anténataux et infantiles et à un assainissement adéquat. Pour y remédier, le Gouvernement a mis en place des programmes tels que le *Red de Protección Social* (filet de protection sociale), mis en œuvre de 2000 à 2006. Deux ans seulement après son lancement, ce programme de transfert monétaire assorti de conditions avait permis de réduire de 5 points de pourcentage le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans<sup>28</sup>.

La situation géographique et la géomorphologie du Nicaragua en font un pays très exposé aux catastrophes naturelles. Au cours des 30 dernières années, les tempêtes, les inondations et autres catastrophes ont tué plus de 4 000 personnes et provoqué d'importantes pertes

FIGURE 27

Le PIB du Nicaragua est en progression constante depuis 1993 et les prévalences de la pauvreté et de la dénutrition ont reculé



Note: Les seuils de pauvreté sont établis en fonction des prix internationaux de 2005.  
Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012 (gauche); OMS (droite).

économiques. Les ménages agricoles pauvres, qui sont pour la plupart tributaires de l'agriculture pluviale, sont particulièrement vulnérables aux catastrophes et à l'imprévisibilité des conditions météorologiques. Des enseignements ont été tirés de ces épreuves, toutefois, et les catastrophes des années 2000 ont été beaucoup moins dévastatrices que celles des deux décennies précédentes.

L'approche globale et multisectorielle adoptée par le Nicaragua en matière de gestion des risques de catastrophe comprend des programmes qui aident les ménages à faire face aux effets immédiats des cataclysmes, mais elle leur offre aussi la possibilité de participer à des activités nouvelles et plus rémunératrices, qui ont un effet à long terme sur leurs revenus et renforcent leur résilience en cas de chocs météorologiques<sup>29</sup>.



## Tadjikistan: il est nécessaire d'opérer des changements structurels dans l'agriculture pour créer de la résilience en cas de chocs externes, et d'élaborer des programmes assurant un régime alimentaire adéquat aux personnes vulnérables

Dans les années 90, le Tadjikistan, pays enclavé d'Asie centrale, a connu une période de transition difficile lors de son passage d'une économie planifiée à une économie de marché et a vécu une guerre civile (de 1992 à 1997), si bien que les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté et de la faim ont été faibles (figure 28). Pourtant, la

croissance économique a atteint 9 pour cent par an entre 2000 et 2008 grâce à l'amélioration des politiques, aux investissements publics, à l'assistance de donateurs, à un environnement externe favorable (notamment des prix mondiaux élevés pour le coton et l'aluminium, principales exportations du pays) ou encore à l'augmentation des fonds

envoyés par les migrants. Le Tadjikistan demeure néanmoins l'un des pays les plus pauvres de la région, son PIB par habitant venant tout juste de retrouver un niveau comparable en termes réels à ceux d'avant-guerre.

Bien que de nets progrès aient été réalisés dans la réduction de la sous-alimentation depuis le début des années 2000, près d'une personne sur trois est encore chroniquement sous-alimentée selon l'estimation la plus récente. Depuis 1999, le pourcentage d'enfants présentant un retard de croissance n'a que très peu diminué, ce qui témoigne de périodes prolongées de dénutrition (figure 28). Les principaux défis du pays demeurent la satisfaction des besoins à long terme du développement agricole ainsi que l'obtention des niveaux élevés et durables de croissance économique nécessaires pour réduire la pauvreté et la faim.

Pendant les années 90, la production agricole a été gravement perturbée par la guerre civile et le démantèlement de l'économie planifiée, mais depuis le début des années 2000, elle a progressé de près de 6 pour cent par an. Cette évolution tient en majeure partie aux gains de productivité enregistrés dans le secteur agricole privé et sur les parcelles familiales, qui, ensemble, représentent environ 82 pour cent des terres agricoles au Tadjikistan (59 pour cent pour les exploitations privées et 23 pour cent pour les parcelles familiales)<sup>30</sup>. En 2006, les lopins gérés par les ménages produisaient 50 pour cent des récoltes du pays et 94 pour cent de la production animale totale.

Des retards dans la réforme du secteur agricole et le manque de clarté des droits de propriété ont diminué la portée des incitations destinées à encourager les agriculteurs à investir et à augmenter la productivité. Le processus de réforme gagne aujourd'hui en profondeur et s'attaque aux fonctions des autorités locales, lesquelles n'interviendront plus dans les

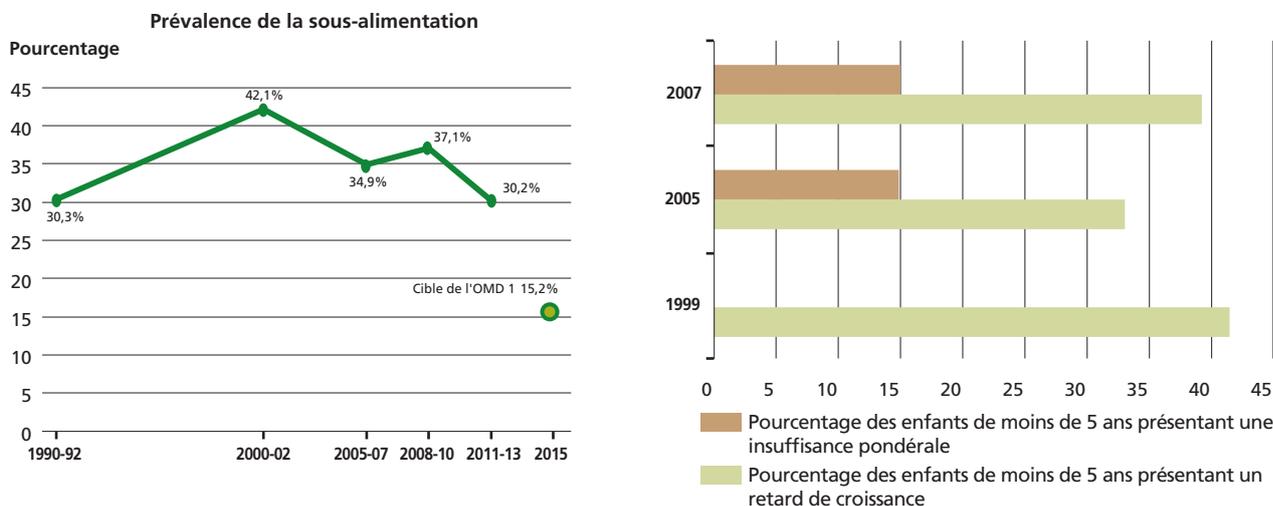
activités des exploitations et dans les décisions relatives à la production, mais s'emploieront à fournir des informations, à dispenser des formations et à développer les marchés d'intrants agricoles et la finance rurale, de façon à aider les agriculteurs à répondre aux signaux transmis par les prix<sup>31</sup>.

La croissance économique vigoureuse et soutenue observée depuis 2000 a multiplié par cinq le PIB par habitant (quoique partant d'un chiffre de référence extrêmement bas de 178 dollars des États-Unis en 1999). Cette progression, conjuguée à la forte augmentation des envois de fonds sur la même période, a réduit massivement l'extrême pauvreté, qui est passée de plus de la moitié de la population en 1999 à environ 6,5 pour cent en 2009 (figure 29). Les avancées obtenues dans ce domaine sont toutefois très inégales selon les régions à l'intérieur du pays. Les taux de pauvreté demeurent globalement élevés dans les zones rurales, en partie du fait d'une réforme agraire inachevée. Dans plusieurs régions, la moitié de la population environ était encore pauvre en 2009, et plus de 15 pour cent vivait au-dessous du seuil d'extrême pauvreté et ne disposait que d'un accès limité à une nourriture nutritive<sup>32</sup>.

Cet accès est rendu difficile dans de nombreuses régions du pays par le caractère rudimentaire des infrastructures de transport, surtout dans les régions montagneuses. Les enfants pauvres tirent approximativement 60 pour cent de leur apport calorique du pain et des produits à base de farine et 16 pour cent, des matières grasses et de l'huile, la viande et les végétaux n'en procurant que 2 pour cent et 6 pour cent respectivement. Cette alimentation peu variée explique la fréquence des carences en vitamines et minéraux, lesquelles peuvent avoir des conséquences graves et durables pour le bien-être individuel et pour le développement socioéconomique du pays.

FIGURE 28

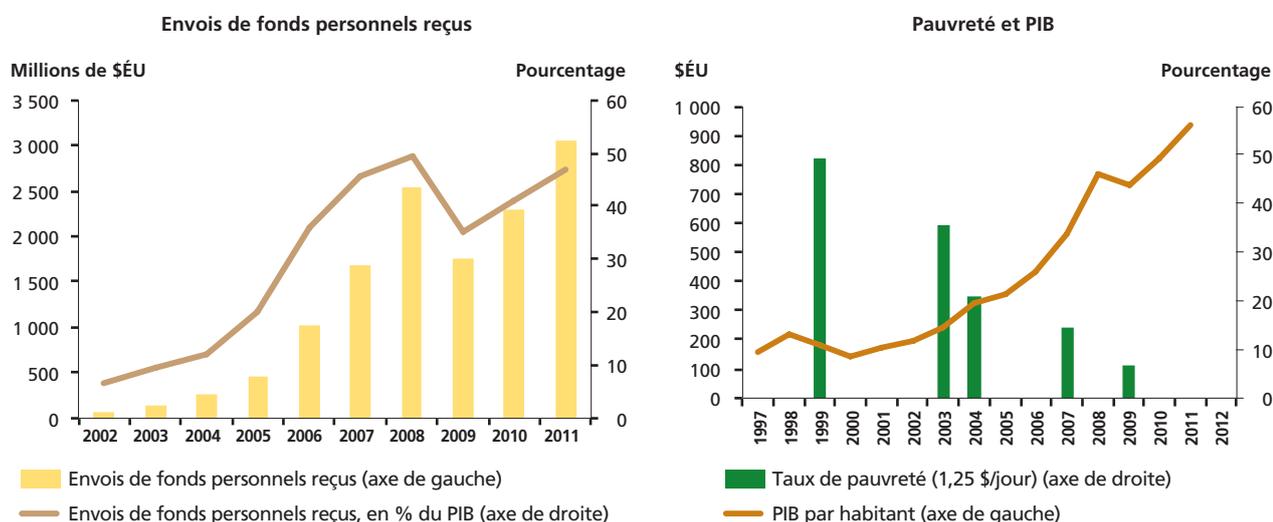
Les progrès du Tadjikistan sont faibles concernant la réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale et du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans depuis 1990-1992



Sources: FAO (gauche); OMS (droite).

FIGURE 29

Le PIB du Tadjikistan connaît une croissance rapide depuis 2000 et s'accompagne d'un net recul de la proportion de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté. Les envois de fonds ont aussi rapidement augmentés sur cette même période



Note: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005.  
Source: Indicateurs du développement dans le monde, 2012.

En raison de la faible productivité de son agriculture, le Tadjikistan est grandement tributaire des importations de produits alimentaires. D'après l'estimation la plus récente, le pays importe environ la moitié des céréales qu'il consomme, et le coût des importations vivrières absorbe une part croissante des recettes totales de l'exportation de marchandises. La récession économique mondiale consécutive à la flambée des prix des produits alimentaires de 2007-2008 s'est traduite par une baisse temporaire, mais non négligeable, des envois de fonds des migrants, lesquels représentaient près de la moitié du PIB du Tadjikistan en

2008, et par une chute des recettes d'exportation du coton et de l'aluminium, les deux principaux produits exportés par le pays. La diminution aussi bien du revenu national que du revenu des ménages qui s'en est suivie a considérablement ralenti les progrès du pays en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire (figure 29). Les envois de fonds ont réaugmenté depuis. Ils ont atteint 50 pour cent du PIB en 2011 et contribuent à la lutte contre la pauvreté et la faim. Cela étant, leur importance souligne la vulnérabilité du pays aux chocs externes.

## Ouganda: la croissance atone de la productivité agricole occasionne des retours en arrière

Depuis le début des années 2000, la prévalence de la sous-alimentation augmente en Ouganda, et il est improbable que le pays atteigne la cible de l'OMD 1 relative à la faim à l'horizon 2015 (figure 30). La tendance à la hausse de la prévalence de la sous-alimentation tient au fait que la progression de la production alimentaire n'a pas réussi à suivre la croissance démographique qui, avec un taux annuel de plus de 3,2 pour cent, est l'une des plus élevées au monde.

La production alimentaire par habitant régresse depuis 2002-2004 (figure 30)<sup>33</sup>. Les disponibilités énergétiques alimentaires, qui comprennent celles issues des denrées importées, ont aussi reculé depuis 2003-2005, mais demeurent suffisantes en moyenne pour satisfaire les besoins énergétiques alimentaires de la population. Cependant, l'iniquité de la répartition des produits alimentaires et de l'accès à la nourriture fait que près d'un tiers de la population reste chroniquement sous-alimentée.

La croissance modeste de la productivité agricole ougandaise résulte, du moins en partie, du faible recours aux techniques modernes et aux intrants. Compte tenu de la forte densité démographique (173 personnes par kilomètre carré), il devient de plus en plus nécessaire d'appliquer des méthodes de culture intensive. Pour relever ce défi, le Gouvernement a mis en place diverses politiques visant à faciliter l'adoption de techniques modernes par les petits exploitants. Ainsi, le Programme national de services de conseils agricoles (*National Agricultural Advisory Services*), une approche publique-privée de la prestation de services de vulgarisation, a permis de promouvoir l'adoption de variétés améliorées de cultures et de certaines autres techniques d'augmentation des rendements<sup>34</sup>.

Dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, le Gouvernement ougandais s'est engagé à accroître les dépenses publiques consacrées à l'agriculture de sorte qu'elles atteignent 10 pour cent du budget national. En 2010-2011, toutefois, les dépenses publiques dans l'agriculture ne représentaient que 5 pour cent du budget de l'État, contre 7,6 pour cent l'année précédente<sup>35</sup>. Si l'Ouganda veut réaliser son potentiel agricole, les autorités doivent procurer des biens publics, tels que des services de vulgarisation et des infrastructures d'irrigation, de transport et de communication, afin de permettre aux petits paysans, qui représentent plus de 95 pour cent de l'ensemble des exploitations, d'accroître leur productivité. L'augmentation de la productivité agricole non seulement contribuera à améliorer la sécurité alimentaire, mais permettra aussi au pays de produire un excédent, en particulier de céréales, susceptible d'être exporté vers les régions d'Afrique à déficit vivrier.

La production alimentaire par habitant est bien plus variable en Ouganda que dans la moyenne de l'Afrique subsaharienne, en grande partie du fait du recours insuffisant à l'irrigation (figure 31). Avec moins de 1 pour cent de terres irriguées, l'agriculture ougandaise repose presque exclusivement sur la production pluviale. Les rendements des cultures et, partant, les prix fluctuent donc en fonction de la pluviométrie.

Au cours de la dernière décennie, le pays a connu une accentuation de la variabilité des pluies et une fréquence accrue de phénomènes climatiques extrêmes. À titre d'exemple, on estime les pertes provoquées par les déficits de pluie enregistrés en 2010-2011 à 1,2 milliard de dollars des États-Unis, soit 7,5 pour cent du PIB du pays. Dans la région de Karamoja, au nord-est, plusieurs années consécutives de conditions météorologiques défavorables et de pluies inférieures à la normale ont entraîné mauvaises récoltes et faible productivité de l'élevage, avec des effets préjudiciables importants sur la sécurité alimentaire<sup>36</sup>.

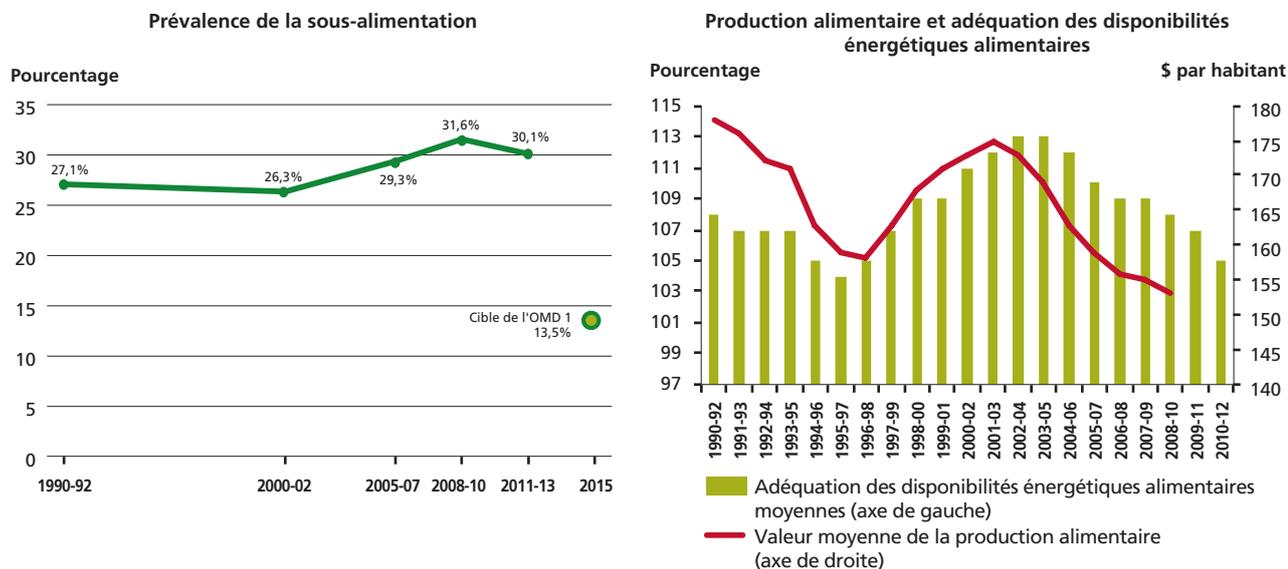
Bien que le pays soit sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 qui prévoit de réduire de moitié la proportion de personnes en situation d'extrême pauvreté, 38 pour cent de la population vivait encore avec 1,25 dollars ou moins par jour en 2009 (figure 31).

L'insécurité alimentaire est plus répandue dans les zones rurales, et l'on observe des disparités considérables à travers le pays. Depuis 1997, les dépenses publiques de santé ont augmenté, et un nombre croissant de personnes, surtout parmi les plus démunies, fréquentent les dispensaires<sup>37</sup>. Conjugée à la réduction de la pauvreté et aux progrès accomplis en matière d'eau et d'assainissement dans le cadre du Plan d'action pour l'élimination de la pauvreté (*Poverty Eradication Action Plan*) élaboré par les pouvoirs publics, l'amélioration des pratiques de soins de santé et de soins aux enfants a contribué à renforcer la nutrition ces dernières années<sup>38</sup>. La proportion d'enfants accusant un retard de croissance a reculé, de 44,8 pour cent en 2001 à 33,4 pour cent en 2011, et la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants est passée de 21,5 pour cent en 1995 à 13,8 pour cent en 2011.

Les résultats obtenus sur le plan nutritionnel laissent apparaître des disparités régionales considérables. Dans certaines régions, les taux élevés de pauvreté et l'accès insuffisant à l'eau potable et à l'assainissement se retrouvent dans les hauts niveaux de dénutrition. Dans la région de Karamoja, par exemple, 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'insuffisance pondérale en 2011, contre seulement 6 pour cent à Kampala, la capitale du pays.

FIGURE 30

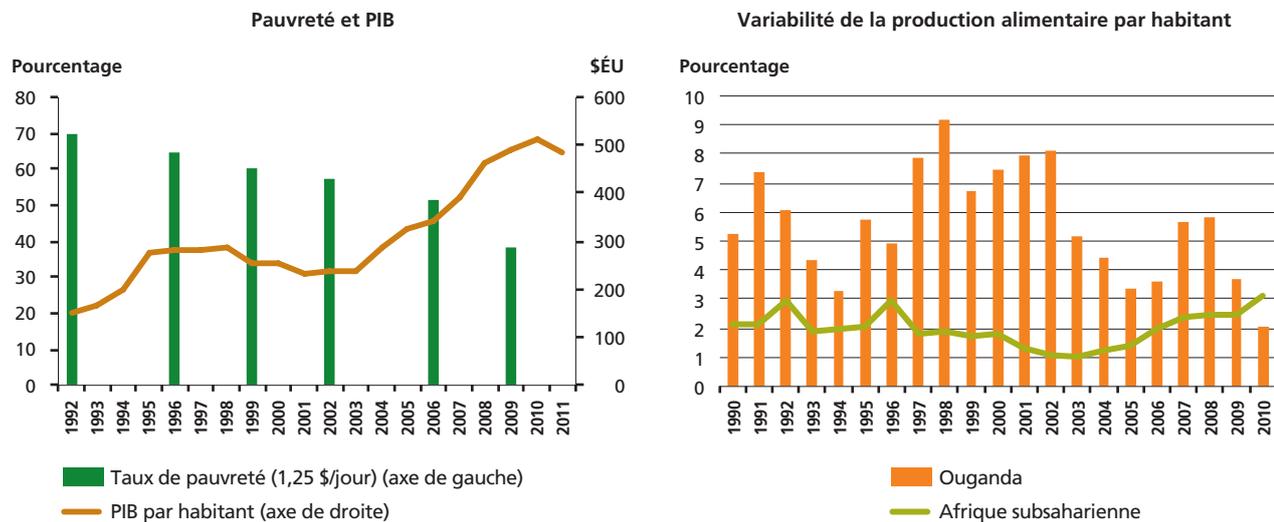
La prévalence de la sous-alimentation en Ouganda a augmenté depuis 2000-2002 et la production alimentaire par personne a reculé, de même que l'adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires



Note: Valeur moyenne de la production alimentaire établie en fonction des prix internationaux de 2004-2006.  
Source: FAO.

FIGURE 31

Le PIB augmente en Ouganda et le pays est sur la bonne voie pour atteindre la cible de l'OMD 1 relative à la pauvreté d'ici à 2015, mais la variabilité de la production alimentaire par habitant est forte



Notes: Seuil de pauvreté établi en fonction des prix internationaux de 2005. Pour obtenir la définition de la variabilité de la production alimentaire par habitant, voir les indicateurs de la sécurité alimentaire à l'adresse <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/fs-data/fr/>.  
Sources: Indicateurs du développement dans le monde, 2012, et Uganda Bureau of Statistics (gauche); FAO (droite).



## Messages clés

- Il est possible de réduire la faim, même en situation de pauvreté généralisée, en mettant en place des politiques destinées à augmenter la productivité agricole et les disponibilités alimentaires, notamment si ces politiques ciblent les petits exploitants. Associées à un dispositif de protection sociale et à d'autres mesures propres à augmenter le revenu dont disposent les familles pauvres pour acheter à manger, ces politiques peuvent avoir un effet encore plus important et stimuler le développement rural, en dynamisant les marchés et en créant des emplois, rendant possible une croissance économique équitable.
- Les envois de fonds effectués par les migrants, dont le montant au niveau mondial est devenu trois fois plus élevé que l'aide publique au développement, ont un impact non négligeable sur la pauvreté et la sécurité alimentaire. Le présent rapport avance l'idée que ces envois de fonds peuvent contribuer à faire reculer la pauvreté, conduisant ainsi à un recul de la faim, à une amélioration des régimes alimentaires et, moyennant des politiques adaptées, à une augmentation des investissements dans les exploitations agricoles.
- S'engager sur le long terme à intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les politiques et les programmes publics est un élément clé de la réduction de la faim. Pour faire baisser notablement la pauvreté et la sous-alimentation, il est essentiel de donner à la sécurité alimentaire et à l'agriculture une place de choix dans les programmes de développement, grâce à des réformes en profondeur et à l'instauration d'un climat favorable à l'investissement, complétés par une protection sociale suivie.

TABLEAU A1.1

Prévalence de la sous-alimentation et progrès au regard des cibles du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)<sup>1</sup> et de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) <sup>12</sup> dans les régions en développement

Régions/Sous-régions/Pays	Nombre de personnes sous-alimentées							Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale						
	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible du SMA <sup>5</sup>	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible de l'OMD <sup>15</sup>
	(millions)					(%)		(%)						
<b>MONDE<sup>6</sup></b>	<b>1 015,3</b>	<b>957,3</b>	<b>906,6</b>	<b>878,2</b>	<b>842,3</b>	<b>-17,0</b>	<b>▼</b>	<b>18,9</b>	<b>15,5</b>	<b>13,8</b>	<b>12,9</b>	<b>12,0</b>	<b>-36,5</b>	<b>■</b>
Régions développées	19,8	18,4	13,6	15,2	15,7	20,7	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	s.o.
Régions en développement	995,5	938,9	892,9	863,0	826,6	-17,0	▼	23,6	18,8	16,7	15,5	14,3	-39,3	■
Pays les moins avancés <sup>7</sup>	201,9	245,4	246,3	252,4	252,1	24,9	▲	38,6	36,2	32,4	31,0	29,0	-24,8	■
Pays en développement sans littoral <sup>8</sup>	95,7	117,4	112,1	110,0	107,7	12,6	▲	35,6	34,7	29,8	27,4	25,2	-29,4	■
Petits États insulaires en développement <sup>9</sup>	10,3	9,7	9,9	9,2	9,8	-5,3	▼	24,8	20,4	19,3	17,5	17,9	-27,7	■
Pays à faible revenu <sup>10</sup>	193,0	241,0	236,6	240,8	235,4	22,0	▲	37,5	36,6	32,2	30,9	28,3	-24,5	■
Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) <sup>11</sup>	436,8	438,6	419,1	406,4	384,7	-11,9	▼	24,3	20,3	17,9	16,6	15,0	-38,3	■
Pays à faible revenu et à déficit vivrier <sup>12</sup>	531,5	591,5	579,5	576,2	554,9	4,4	◀▶	27,2	24,6	22,0	20,8	19,0	-30,2	■
<b>Régions de la FAO</b>														
<i>Afrique<sup>13</sup></i>	<i>173,1</i>	<i>209,5</i>	<i>212,8</i>	<i>221,6</i>	<i>222,7</i>	<i>28,7</i>	<i>▲</i>	<i>32,7</i>	<i>30,6</i>	<i>27,5</i>	<i>26,6</i>	<i>24,8</i>	<i>-24,2</i>	<i>■</i>
<i>Asie et Pacifique<sup>14</sup></i>	<i>735,0</i>	<i>643,6</i>	<i>599,3</i>	<i>562,7</i>	<i>528,7</i>	<i>-28,1</i>	<i>▼</i>	<i>20,9</i>	<i>16,0</i>	<i>14,1</i>	<i>12,9</i>	<i>11,8</i>	<i>-43,2</i>	<i>■</i>
<i>Europe et Asie centrale<sup>15</sup></i>	<i>10,0</i>	<i>12,3</i>	<i>8,0</i>	<i>7,7</i>	<i>6,1</i>	<i>39,1</i>	<i>▼</i>	<i>8,2</i>	<i>9,0</i>	<i>5,6</i>	<i>5,2</i>	<i>&lt;5</i>	<i>s.o.</i>	<i>■</i>
<i>Amérique latine et Caraïbes<sup>16</sup></i>	<i>65,6</i>	<i>61,0</i>	<i>54,6</i>	<i>50,3</i>	<i>47,0</i>	<i>-28,4</i>	<i>▼</i>	<i>14,7</i>	<i>11,7</i>	<i>9,8</i>	<i>8,7</i>	<i>7,9</i>	<i>-46,6</i>	<i>■</i>
<i>Proche-Orient et Afrique du Nord<sup>17</sup></i>	<i>25,8</i>	<i>29,9</i>	<i>37,2</i>	<i>41,2</i>	<i>43,7</i>	<i>69,4</i>	<i>▲</i>	<i>9,0</i>	<i>9,0</i>	<i>10,0</i>	<i>10,0</i>	<i>10,0</i>	<i>11,1</i>	<i>■</i>
<b>AFRIQUE</b>	<b>177,6</b>	<b>214,3</b>	<b>217,6</b>	<b>226,0</b>	<b>226,4</b>	<b>27,5</b>	<b>▲</b>	<b>27,3</b>	<b>25,9</b>	<b>23,4</b>	<b>22,7</b>	<b>21,2</b>	<b>-22,3</b>	<b>■</b>
<b>Afrique du Nord</b>	<b>4,6</b>	<b>4,9</b>	<b>4,8</b>	<b>4,4</b>	<b>3,7</b>	<b>-19,6</b>	<b>▼</b>	<b>&lt;5</b>	<b>&lt;5</b>	<b>&lt;5</b>	<b>&lt;5</b>	<b>&lt;5</b>	<b>-41,8</b>	<b>■</b>
Algérie	1,4	1,9	1,6	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	5,5	6,1	<5	<5	<5	s.o.	■
Égypte	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
Libye	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
Maroc	1,7	1,9	1,6	1,7	n.s.	-4,0	◀▶	6,7	6,4	5,3	5,3	<5	s.o.	■
Tunisie	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
<b>Afrique subsaharienne<sup>18</sup></b>	<b>173,1</b>	<b>209,5</b>	<b>212,8</b>	<b>221,6</b>	<b>222,7</b>	<b>28,7</b>	<b>▲</b>	<b>32,7</b>	<b>30,6</b>	<b>27,5</b>	<b>26,6</b>	<b>24,8</b>	<b>-24,2</b>	<b>■</b>
Afrique du Sud	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
Angola	6,7	6,8	5,9	5,8	4,9	-27,0	▼	63,2	47,4	34,8	31,4	24,4	-61,4	■
Bénin	1,1	1,1	1,0	0,9	0,6	-48,3	▼	22,4	16,7	13,1	10,9	6,1	-72,7	■
Botswana	0,4	0,6	0,6	0,6	0,5	47,8	▲	25,1	35,2	33,3	32,1	25,7	2,5	■
Burkina Faso	2,2	3,5	3,7	3,8	4,4	99,6	▲	22,9	27,5	25,3	23,9	25,0	9,4	■
Burundi	2,5	4,1	5,2	5,7	5,9	131,8	▲	44,4	62,3	69,7	69,5	67,3	51,6	■
Cameroun	4,8	4,8	3,6	2,9	2,7	-43,1	▼	38,3	29,7	19,9	15,2	13,3	-65,2	■
Congo	1,0	0,9	1,2	1,4	1,4	34,1	▲	42,4	29,4	33,8	35,0	33,0	-22,2	■
Côte d'Ivoire	1,7	3,6	3,4	3,8	4,2	146,1	▲	13,3	21,5	18,8	19,5	20,5	54,7	■
Érythrée	2,4	2,9	3,5	3,5	3,4	43,8	▲	75,0	77,0	74,7	69,4	61,3	-18,2	■

**TABLEAU A1.1**  
Prévalence de la sous-alimentation et progrès au regard des cibles du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)<sup>1</sup> et de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD)<sup>12</sup> dans les régions en développement

Régions/Sous-régions/Pays	Nombre de personnes sous-alimentées							Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale						
	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible du SMA <sup>5</sup>	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible de l'OMD <sup>15</sup>
	(millions)					(%)		(%)						
Éthiopie	35,5	36,0	34,5	33,2	32,1	-9,6	▼	71,0	53,5	45,4	40,9	37,1	-47,7	■
Gabon	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-5,0	◀▶	9,5	6,5	5,8	6,2	5,6	-41,7	■
Gambie	0,2	0,3	0,3	0,2	0,3	61,1	▲	18,2	20,0	19,8	12,0	16,0	-11,7	■
Ghana	6,8	3,3	2,1	1,4	n.s.	s.o.	s.o.	44,4	16,8	9,6	5,8	< 5	s.o.	■
Guinée	1,1	1,7	1,6	1,5	1,6	43,3	▲	18,2	20,6	17,1	15,3	15,2	-16,6	■
Kenya	8,4	10,9	10,1	10,9	11,0	30,6	▲	34,8	33,9	27,5	27,5	25,8	-26,0	■
Lesotho	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	22,4	▲	17,0	17,4	16,4	17,3	15,7	-7,8	■
Libéria	0,6	1,0	1,0	1,1	1,2	96,3	▲	29,6	34,4	29,4	29,4	28,6	-3,2	■
Madagascar	2,8	5,4	5,2	6,0	6,0	110,6	▲	24,4	33,8	28,5	29,7	27,2	11,6	■
Malawi	4,3	3,1	3,3	3,3	3,2	-26,1	▼	45,2	26,7	24,7	23,1	20,0	-55,6	■
Mali	2,2	2,5	2,0	1,4	1,2	-45,8	▼	24,9	21,7	15,0	9,3	7,3	-70,5	■
Maurice	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-23,4	▼	8,6	6,5	5,9	5,8	5,4	-37,4	■
Mauritanie	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	6,4	▲	12,9	9,7	8,9	7,8	7,8	-39,8	■
Mozambique	8,0	8,4	8,6	9,1	9,0	12,0	▲	57,8	44,8	40,4	39,7	36,8	-36,4	■
Namibie	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7	31,0	▲	36,2	24,8	27,1	33,3	29,3	-18,9	■
Niger	2,9	2,9	2,8	1,9	2,3	-19,1	▼	35,5	26,0	20,5	13,0	13,9	-60,9	■
Nigéria	21,3	13,7	10,8	10,7	12,1	-43,0	▼	21,3	10,8	7,5	6,9	7,3	-65,8	■
Ouganda	5,0	6,6	8,6	10,2	10,7	115,9	▲	27,1	26,3	29,3	31,6	30,1	11,0	■
République centrafricaine	1,5	1,7	1,7	1,4	1,3	-11,6	▼	48,5	44,7	40,9	33,0	28,2	-41,9	■
République-Unie de Tanzanie	7,6	14,4	14,2	15,9	15,7	107,1	▲	28,8	41,3	35,6	36,5	33,0	14,5	■
Rwanda	3,6	3,8	4,0	3,5	3,4	-5,9	▼	52,3	45,3	41,9	34,1	29,7	-43,2	■
Sénégal	1,6	2,4	1,9	1,9	2,8	72,6	▲	22,0	24,7	16,8	15,9	21,6	-1,7	■
Sierra Leone	1,7	1,8	1,9	1,9	1,8	6,2	▲	42,5	41,3	35,3	33,6	29,4	-30,9	■
Soudan (ancien État)*	11,4	9,7	12,5	15,3	s.o.	s.o.	s.o.	41,9	27,7	31,7	36,1	s.o.	s.o.	s.o.
Soudan du Sud*														
Soudan*														
Swaziland	0,1	0,2	0,2	0,3	0,4	212,7	▲	15,8	17,8	19,1	27,8	35,8	127,1	■
Tchad	3,7	3,6	3,8	4,1	3,5	-6,8	▼	60,1	41,8	38,0	37,2	29,4	-51,2	■
Togo	1,3	1,3	1,1	1,2	1,0	-25,0	▼	34,8	25,6	20,5	20,5	15,5	-55,3	■
Zambie	2,7	4,7	5,7	6,0	6,0	119,4	▲	33,8	45,4	48,9	47,1	43,1	27,4	■
Zimbabwe	4,7	5,5	4,7	4,3	4,0	-15,3	▼	43,6	43,6	37,9	34,0	30,5	-30,2	■
<b>ASIE</b>	<b>751,3</b>	<b>662,3</b>	<b>619,6</b>	<b>585,5</b>	<b>552,0</b>	<b>-26,5</b>	<b>▼</b>	<b>24,1</b>	<b>18,3</b>	<b>16,1</b>	<b>14,7</b>	<b>13,5</b>	<b>-44,1</b>	<b>■</b>
<b>Caucase et Asie centrale<sup>19</sup></b>	<b>9,7</b>	<b>11,6</b>	<b>7,3</b>	<b>7,0</b>	<b>5,5</b>	<b>-43,0</b>	<b>▼</b>	<b>14,4</b>	<b>16,2</b>	<b>9,8</b>	<b>9,2</b>	<b>7,0</b>	<b>-51,4</b>	<b>■</b>
Arménie	0,8	0,6	0,2	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	24,0	20,2	5,3	<5	<5	s.o.	■

**TABLEAU A1.1**Prévalence de la sous-alimentation et progrès au regard des cibles du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)<sup>1</sup> et de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) <sup>1</sup><sup>2</sup> dans les régions en développement

Régions/Sous-régions/Pays	Nombre de personnes sous-alimentées							Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale						
	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible du SMA <sup>5</sup>	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible de l'OMD <sup>1</sup> <sup>5</sup>
	(millions)					(%)		(%)						
Azerbaïdjan	1,7	0,8	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	23,8	10,1	<5	<5	<5	s.o.	■
Kazakhstan	n.s.	1,2	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	8	<5	<5	<5	s.o.	■
Kirghizistan	0,8	0,9	0,5	0,5	0,3	-58,9	▼*	17,7	17,6	9,7	9,3	5,9	-66,5	■
Tadjikistan	1,6	2,6	2,3	2,5	2,1	30,1	▲	30,3	42,1	34,9	37,1	30,2	-0,5	■
Turkménistan	0,3	0,4	0,3	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	9,2	8,4	5,7	<5	<5	s.o.	■
Ouzbékistan	n.s.	3,9	2,5	2,2	1,6	s.o.	s.o.	<5	15,7	9,7	8,1	5,7	s.o.	■
<b>Asie de l'Est</b>	<b>278,7</b>	<b>193,5</b>	<b>184,8</b>	<b>169,1</b>	<b>166,6</b>	<b>-40,2</b>	<b>▼</b>	<b>22,2</b>	<b>14,0</b>	<b>13,0</b>	<b>11,7</b>	<b>11,4</b>	<b>-48,7</b>	<b>■</b>
<b>Asie de l'Est (hors Chine)</b>	<b>6,5</b>	<b>9,9</b>	<b>10,0</b>	<b>10,9</b>	<b>8,6</b>	<b>31,7</b>	<b>▲</b>	<b>9,9</b>	<b>13,9</b>	<b>13,6</b>	<b>14,6</b>	<b>11,3</b>	<b>14,5</b>	<b>■</b>
Chine	272,1	183,5	174,8	158,1	158,0	-41,9	▼	22,9	14,0	13,0	11,6	11,4	-50,2	■
<i>dont Province chinoise de Taïwan</i>	n.s.	n.s.	1,3	1,6	1,5	s.o.	s.o.	<5	<5	5,6	6,7	6,3	35,3	■
Mongolie	0,9	0,9	0,8	0,7	0,6	-29,3	▼	38,4	35,6	31,4	26,4	21,2	-44,7	■
République de Corée	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
République populaire démocratique de Corée	4,8	8,4	8,6	9,7	7,6	57,0	▲	23,7	36,6	36,0	40,2	31,0	30,9	■
<b>Asie du Sud<sup>20</sup></b>	<b>314,3</b>	<b>330,2</b>	<b>316,6</b>	<b>309,9</b>	<b>294,7</b>	<b>-6,2</b>	<b>▼</b>	<b>25,7</b>	<b>22,2</b>	<b>19,7</b>	<b>18,5</b>	<b>16,8</b>	<b>-34,6</b>	<b>■</b>
<b>Asie du Sud (hors Inde)</b>	<b>87,0</b>	<b>89,5</b>	<b>83,4</b>	<b>81,3</b>	<b>81,0</b>	<b>-6,9</b>	<b>▼</b>	<b>26,3</b>	<b>21,6</b>	<b>18,5</b>	<b>17,2</b>	<b>16,4</b>	<b>-37,8</b>	<b>■</b>
Bangladesh	36,5	22,7	21,6	22,8	24,8	-32,2	▼	33,9	17,2	15,1	15,5	16,3	-52,1	■
Inde	227,3	240,7	233,1	228,6	213,8	-6,0	▼	25,5	22,5	20,1	18,9	17,0	-33,3	■
Iran (République islamique d')	n.s.	n.s.	4,2	3,8	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	6,0	5,2	<5	s.o.	■
Népal	5,0	6,1	6,0	5,6	5,0	0,2	◀▶	25,4	24,2	21,6	19,1	16,0	-36,8	■
Pakistan	31,2	37,5	34,3	32,5	31,0	-0,6	◀▶	27,2	25,4	21,2	19,0	17,2	-36,5	■
Sri Lanka	5,9	5,5	5,4	5,2	4,8	-17,3	▼	33,4	28,9	27,0	25,1	22,8	-31,7	■
<b>Asie du Sud-Est<sup>21</sup></b>	<b>140,3</b>	<b>113,6</b>	<b>94,2</b>	<b>80,5</b>	<b>64,5</b>	<b>-54,0</b>	<b>▼*</b>	<b>31,1</b>	<b>21,5</b>	<b>16,8</b>	<b>13,8</b>	<b>10,7</b>	<b>-65,5</b>	<b>■</b>
Cambodge	3,9	4,1	3,3	2,9	2,2	-42,5	▼	39,4	32,3	24,2	20,8	15,4	-60,8	■
Indonésie	41,6	42,8	38,3	30,3	22,3	-46,3	▼	22,2	19,8	16,7	12,8	9,1	-58,9	■
Malaisie	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
Philippines	15,5	16,9	15,9	15,1	15,6	0,8	◀▶	24,5	21,3	18,2	16,5	16,2	-34,1	■
République démocratique populaire lao	1,9	2,1	1,9	1,7	1,7	-11,6	▼	44,7	38,1	32,3	28,3	26,7	-40,2	■
Thaïlande	25,0	10,8	6,4	6,3	4,0	-83,9	▼*	43,3	16,9	9,5	9,2	5,8	-86,7	■
Viet Nam	33,1	14,4	11,7	10,3	7,4	-77,6	▼*	48,3	18,0	13,9	11,8	8,3	-82,9	■
<b>Asie de l'Ouest<sup>22</sup></b>	<b>8,4</b>	<b>13,5</b>	<b>16,8</b>	<b>19,1</b>	<b>20,6</b>	<b>144,9</b>	<b>▲</b>	<b>6,6</b>	<b>8,3</b>	<b>9,2</b>	<b>9,7</b>	<b>9,8</b>	<b>49,1</b>	<b>■</b>
Arabie saoudite	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
Émirats arabes unis	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	<5	<5	<5	<5	<5	s.o.	■
Iraq	1,8	4,8	7,0	8,0	8,8	394,4	▲	10,0	19,7	24,8	26,0	26,2	162,3	■
Jordanie	0,2	0,3	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	6,1	6,3	<5	<5	<5	s.o.	■
Koweït	0,8	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	39,3	<5	<5	<5	<5	s.o.	■

**TABLEAU A1.1**

 Prévalence de la sous-alimentation et progrès au regard des cibles du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)<sup>1</sup> et de l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD)<sup>12</sup> dans les régions en développement

Régions/Sous-régions/Pays	Nombre de personnes sous-alimentées							Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale						
	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible du SMA <sup>5</sup>	1990-1992	2000-2002	2005-2007	2008-2010	2011-2013 <sup>3</sup>	Change-ment à ce jour <sup>4</sup>	Progrès au regard de la cible de l'OMD <sup>15</sup>
	(millions)					(%)		(%)						
Liban	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	< 5	< 5	< 5	< 5	< 5	s.o.	■
République arabe syrienne	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	1,3	s.o.	s.o.	< 5	< 5	< 5	< 5	6,0	28,1	■
Turquie	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	< 5	< 5	< 5	< 5	< 5	s.o.	■
Yémen	3,7	5,8	6,9	7,6	7,4	101,4	▲	29,2	31,7	32,4	32,5	28,8	-1,1	■
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	<b>65,7</b>	<b>61,0</b>	<b>54,6</b>	<b>50,3</b>	<b>47,0</b>	<b>-28,4</b>	▼	<b>14,7</b>	<b>11,7</b>	<b>9,8</b>	<b>8,7</b>	<b>7,9</b>	<b>-46,6</b>	■
<b>Caraïbes<sup>23</sup></b>	<b>8,3</b>	<b>7,2</b>	<b>7,5</b>	<b>6,8</b>	<b>7,2</b>	<b>-13,3</b>	▼	<b>27,6</b>	<b>21,3</b>	<b>21,0</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>-29,9</b>	■
Cuba	0,8	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	7,8	< 5	< 5	< 5	< 5	s.o.	■
Haïti	4,6	4,7	5,1	4,6	5,1	11,9	▲	62,7	52,9	53,9	46,7	49,8	-20,6	■
Jamaïque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-0,6	◀▶	10,1	7,0	7,0	8,1	8,6	-14,3	■
République dominicaine	2,4	1,8	1,7	1,6	1,6	-33,6	▼	32,5	21,0	18,3	16,2	15,6	-52,1	■
Trinité-et-Tobago	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	-32,7	▼	12,4	12,9	13,3	11,1	7,6	-39,0	■
<b>Amérique latine<sup>24</sup></b>	<b>57,4</b>	<b>53,8</b>	<b>47,2</b>	<b>43,5</b>	<b>39,8</b>	<b>-30,6</b>	▼	<b>13,8</b>	<b>11,0</b>	<b>9,0</b>	<b>8,0</b>	<b>7,1</b>	<b>-48,5</b>	■
Argentine	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	< 5	< 5	< 5	< 5	< 5	s.o.	■
Bolivie (État plurinational de)	2,3	2,4	2,7	2,7	2,2	-5,7	▼	33,9	28,6	29,1	28,1	21,3	-37,3	■
Brésil	22,8	22,0	16,7	14,4	13,6	-40,4	▼	15,0	12,5	8,9	7,5	6,9	-54,3	■
Chili	1,2	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	9,0	< 5	< 5	< 5	< 5	s.o.	■
Colombie	6,9	5,3	6,1	5,7	5,1	-26,5	▼	20,3	13,2	14,0	12,5	10,6	-47,7	■
Costa Rica	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	0,4	s.o.	s.o.	< 5	< 5	< 5	< 5	8,2	s.o.	■
El Salvador	0,8	0,5	0,7	0,7	0,7	-10,0	▼	15,3	8,9	10,8	11,4	11,9	-22,2	■
Équateur	2,8	2,7	3,0	2,8	2,4	-12,6	▼	26,4	21,2	21,7	19,6	16,3	-38,3	■
Guatemala	1,5	2,9	4,0	4,1	4,6	198,0	▲	16,9	25,4	30,4	29,5	30,5	79,8	■
Guyana	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	-76,2	▼	22,0	7,7	9,2	8,1	5,0	-77,2	■
Honduras	1,1	1,1	1,0	0,9	0,7	-37,9	▼	22,0	16,6	14,5	11,7	8,7	-60,5	■
Mexique	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	< 5	< 5	< 5	< 5	< 5	s.o.	■
Nicaragua	2,3	1,6	1,4	1,3	1,3	-44,5	▼	55,1	31,2	25,5	23,1	21,7	-60,6	■
Panama	0,6	0,8	0,6	0,4	0,3	-44,9	▼	23,3	25,0	17,6	12,0	8,7	-62,5	■
Paraguay	0,9	0,7	0,8	1,2	1,5	69,6	▲	20,2	12,5	13,5	18,8	22,3	10,5	■
Pérou	7,0	5,8	5,5	4,4	3,5	-49,8	▼	31,6	22,0	19,8	15,3	11,8	-62,6	■
Suriname	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-24,2	▼	17,5	17,7	15,4	14,5	10,2	-41,4	■
Uruguay	0,2	n.s.	n.s.	n.s.	0,2	-12,5	▼	7,6	< 5	< 5	< 5	6,2	-19,2	■
Venezuela (République bolivarienne du)	2,6	4,2	2,8	n.s.	n.s.	s.o.	s.o.	12,8	16,8	10,2	< 5	< 5	s.o.	■
<b>Océanie<sup>25</sup></b>	<b>0,8</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>42,7</b>	▲	<b>13,5</b>	<b>16,0</b>	<b>12,8</b>	<b>11,8</b>	<b>12,1</b>	<b>-10,5</b>	■

## L'indicateur de prévalence de la sous-alimentation

### Qu'est-ce que l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation ?

L'indicateur de **prévalence de la sous-alimentation (PoU)** est une mesure établie de longue date et tenue à jour par la Division de la statistique de la FAO. Il a été présenté pour la première fois en 1963, dans la *Troisième enquête mondiale sur l'alimentation*, puis a été progressivement affiné<sup>39</sup>.

La méthode utilisée pour estimer la prévalence de la sous-alimentation consiste à comparer la loi de distribution de l'*apport énergétique alimentaire* journalier *habituel*,  $f(x)$ , à un seuil, appelé *besoins énergétiques alimentaires minimaux* (MDER). Ces deux éléments reposent sur la notion d'*individu moyen* de la population de référence<sup>40</sup>. L'équation formelle permettant de calculer la prévalence de la sous-alimentation est la suivante :

$$PoU \equiv \int_{x < MDER} f(x) dx \quad (1)$$

En d'autres termes, la prévalence de la sous-alimentation est la probabilité qu'un individu sélectionné de manière aléatoire dans la population ait un apport énergétique alimentaire insuffisant pour satisfaire les besoins que nécessite une vie saine et active. Cette probabilité est considérée comme une estimation de la proportion de personnes susceptibles d'être sous-alimentées au sein de la population. On calcule ensuite une estimation du **nombre des personnes sous-alimentées** en multipliant la valeur estimée de la prévalence de la sous-alimentation par l'effectif de la population. La prévalence de la sous-alimentation et le nombre des personnes sous-alimentées ont été adoptés comme indicateurs de suivi des progrès accomplis au regard des cibles définies respectivement par les Objectifs du Millénaire pour le développement (en particulier, la cible de réduction de la faim de l'OMD 1) et lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA).

Il est important de souligner que la loi de distribution utilisée pour déduire les niveaux *habituels* d'apport énergétique alimentaire au sein d'une population,  $f(x)$ , renvoie à un niveau typique d'apport énergétique journalier *durant une année*. Dès lors,  $f(x)$  ne peut pas rendre compte des implications possibles d'épisodes plus courts de consommation alimentaire insuffisante. L'indicateur signalera un état de sous-alimentation si, et seulement si, la consommation alimentaire *moyenne* sur la période d'un an considérée est inférieure aux besoins.

En outre, sachant que la loi de distribution  $f(x)$  et le niveau de seuil de l'équation (1) sont associés à l'individu représentatif de la population – c'est-à-dire une construction statistique correspondant à un individu moyen au regard de l'âge, de la répartition des sexes, de la stature et de l'activité physique –, *ils ne représentent pas, la première, la distribution empirique des produits alimentaires par habitant au sein de la population ni, le second, le seuil pertinent pour tout individu réel de la population.*

### Trois critiques fréquentes

Ces dernières années, la FAO a vu sa méthode s'attirer trois grandes critiques :

1. L'indicateur repose sur une définition étroite du terme « faim », qui se réfère uniquement aux états chroniques caractérisés par un apport énergétique alimentaire insuffisant. Les autres aspects de l'insuffisance alimentaire, comme les carences en micronutriments, ne sont pas pris en compte.
2. L'indicateur sous-estime systématiquement la sous-alimentation, car il retient comme hypothèse un niveau minimum d'activité physique, typique d'un style de vie sédentaire. Partant, il ne tient pas compte du fait que de nombreux pauvres ont une activité physique intense.
3. La méthode est complexe et repose sur des macrodonnées dont certains considèrent qu'elles laissent à désirer, alors que les enquêtes auprès des ménages permettent à elles seules de mesurer directement et plus précisément la sous-alimentation.

La première critique est effectivement fondée. L'indicateur de prévalence de la sous-alimentation a été conçu de manière à rendre compte d'une acception claire – mais étroite – de la sous-alimentation, à savoir un état d'insuffisance de l'apport énergétique alimentaire qui se prolonge pendant plus d'une année. Le présent rapport remédie à cette limitation en présentant et en analysant l'ensemble d'indicateurs utilisé par la FAO pour mesurer les différentes dimensions de la sécurité alimentaire. Cet ensemble se compose de nombreux indicateurs choisis pour rendre compte des différents aspects d'une conception plus large de l'insécurité alimentaire et de la faim.

La deuxième critique n'est pas fondée, car elle porte sur ce qui constitue en réalité un point fort de la méthode, lequel n'est pas toujours reconnu ni évident à déceler. Comme nous l'avons mentionné plus haut, la méthode de la FAO repose sur une approche probabiliste et sur un individu représentatif. Idéalement, il faudrait examiner l'adéquation de l'apport énergétique alimentaire, et par conséquent l'état de sous-alimentation, au niveau individuel, en comparant les besoins et les apports énergétiques *de chaque personne*. On pourrait alors estimer la prévalence de la sous-alimentation en comptant le nombre de personnes considérées comme sous-alimentées. Une telle approche fondée sur les « effectifs » n'est toutefois pas envisageable, et ce pour deux raisons. La première est qu'en pratique, il est impossible de déterminer les besoins énergétiques individuels à l'aide des méthodes classiques de collecte de données<sup>41</sup>. La seconde est que la consommation alimentaire individuelle ne peut pas être mesurée précisément du fait des disparités dans la répartition de la nourriture au sein des ménages et de la variabilité des besoins énergétiques individuels et de la consommation alimentaire d'un jour sur l'autre, cette dernière pouvant être due à des facteurs indépendants de l'insécurité alimentaire (notamment l'évolution de la charge de travail ou du mode de vie, ou des usages culturels et religieux).

Sachant qu'en pratique, il n'est pas possible d'utiliser une approche fondée sur les effectifs, la FAO a opté pour l'indicateur

de prévalence de la sous-alimentation, qui est un *estimateur se rapportant à la population dans son ensemble*, synthétisée au moyen du procédé statistique de l'individu « représentatif ». S'agissant des besoins énergétiques, on voit clairement que, lorsque l'on considère la population dans son ensemble, les différences de poids, d'efficacité métabolique et d'activité physique d'un individu à l'autre font qu'il existe une *plage* de valeurs compatibles avec un bon état de santé. Il s'ensuit qu'au sens probabiliste, seules les valeurs inférieures au minimum d'une telle plage peuvent être associées à une sous-alimentation. Ainsi, pour que la prévalence de la sous-alimentation indique qu'un individu sélectionné au hasard dans une population est sous-alimenté, il est nécessaire de choisir comme seuil la borne inférieure de la plage de valeurs correspondant aux besoins énergétiques normaux.

La troisième critique ne tient pas compte du coût élevé que représente, pour la vaste majorité des pays suivis par la FAO, la mise en place d'enquêtes susceptibles de fournir une estimation correcte de la sous-alimentation. Au minimum, ce type d'enquête doit rendre compte de la consommation alimentaire au niveau individuel et doit réunir suffisamment d'informations pour permettre d'évaluer la consommation *habituelle* et de connaître les caractéristiques anthropométriques et l'activité physique de chaque individu interrogé, afin d'estimer le *seuil* pertinent des besoins énergétiques de cet individu. La somme de données nécessaire indique qu'il faudrait concevoir à cet effet des enquêtes spécifiques, différentes de celles déjà menées auprès des ménages, et d'un coût plus élevé. La méthode de la FAO, en revanche, permet d'intégrer les informations issues des enquêtes auprès des ménages dans les sources de macrodonnées, telles que les bilans alimentaires, les recensements et les enquêtes démographiques.

## Modalités de calcul de la prévalence de la sous-alimentation

L'estimation de l'équation (1) nécessite une expression analytique de  $f(x)$ , et la détermination du seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux (MDER).

La forme fonctionnelle de la loi de distribution  $f(x)$  est sélectionnée dans une famille paramétrique. Sa caractérisation est obtenue par estimation des paramètres, à savoir la *moyenne*, le *coefficient de variation (CV)* et le *coefficient d'asymétrie*. La Division de la statistique de la FAO s'efforce sans relâche d'améliorer l'estimation de ces paramètres à partir des données fournies par différentes sources.

### ■ Choix d'un modèle de distribution

Si l'on remonte aux estimations établies pour la *Sixième enquête mondiale sur l'alimentation* en 1996, l'hypothèse retenue était celle d'une distribution log-normale. Ce modèle est très pratique du point de vue analytique, mais offre peu de souplesse, notamment pour rendre compte de l'asymétrie de la distribution.

Durant la révision de la méthode en 2011 et en 2012, d'aucuns ont attiré l'attention sur le fait qu'augmenter la moyenne tout en conservant le coefficient de variation constant dans la distribution log-normale aboutirait à une probabilité non négligeable d'obtenir des apports énergétiques disproportionnés. Il semble plus plausible au contraire qu'une augmentation de la consommation alimentaire moyenne réduise l'asymétrie de la distribution, car l'accroissement relatif de la consommation chez les personnes dont le niveau de consommation est déjà au-dessus de la moyenne sera probablement moins important que pour les personnes chez qui ce niveau est inférieur à la moyenne.

La recherche d'un modèle plus flexible a conduit à l'adoption des familles de distributions normale asymétrique et log-normale asymétrique introduites par Azzalini<sup>42</sup>. Les résultats ont été publiés dans *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012*.

### ■ Estimation de la consommation alimentaire moyenne

Pour estimer l'apport énergétique alimentaire par habitant d'un pays, la FAO s'est traditionnellement servie de ses propres bilans alimentaires, disponibles pour plus de 180 pays. Ce choix s'explique principalement par le manque d'enquêtes appropriées et régulières dans la plupart des pays. À partir des données sur la production, les échanges et l'utilisation des produits alimentaires, d'une part, et des données sur la composition des aliments, d'autre part, on obtient la quantité totale d'énergie alimentaire disponible pour la consommation humaine dans un pays sur une année, ce qui permet ensuite de calculer les disponibilités énergétiques alimentaires (DEA) par habitant.

La révision réalisée en 2011 et en 2012 a mis en évidence que des pertes de produits alimentaires pouvaient avoir lieu *après la production et la mise à la disposition des consommateurs de ces aliments*, et en particulier au stade de la distribution dans le réseau de détail<sup>43</sup>. Une première disposition a été prise pour remédier à ce problème en 2012, avec l'introduction d'un paramètre qui rend compte des pertes de produits alimentaires lors de la vente au détail. On a estimé la valeur énergétique des pertes moyennes par région à partir des données fournies par une récente étude de la FAO sur les pertes de produits alimentaires<sup>44</sup>; ces pertes vont de 2 pour cent des volumes distribués pour les céréales sèches à 10 pour cent pour les produits périssables tels que les fruits et légumes frais<sup>45</sup>.

### ■ Estimation des coefficients de variation et d'asymétrie

Les données provenant d'enquêtes nationales représentatives menées auprès des ménages sont la seule source fiable à partir de laquelle on peut estimer directement les autres paramètres des distributions de la consommation alimentaire<sup>46</sup>.

Différents types d'enquêtes auprès des ménages, notamment celles qui mesurent les revenus, les dépenses et le niveau de vie, permettent de réunir des informations sur l'acquisition de produits alimentaires (communément appelée « consommation »

par les économistes). Leurs caractéristiques et la qualité des informations collectées influent sur les estimations de l'apport énergétique alimentaire habituel. À cet égard, il convient de relever deux problèmes principaux.

Premièrement, alors que la sous-alimentation est considérée comme un état individuel, les données sur la consommation alimentaire sont généralement disponibles uniquement à l'échelle du ménage. Il s'ensuit qu'on ne peut obtenir qu'une approximation de la consommation alimentaire individuelle, en divisant la nourriture disponible par le nombre de membres du ménage.

Deuxièmement, dans la plupart des cas, les données collectées par les enquêtes se réfèrent aux quantités de produits alimentaires que les individus se procurent sur une période de référence. Il faut donc déduire les apports énergétiques individuels à partir de ces quantités. Convertir des quantités de produits alimentaires en une

quantité d'énergie alimentaire et distinguer la nourriture que les personnes se procurent et celle qu'elles consomment impliquent souvent de réaliser d'importantes approximations. Celles-ci conduisant à surestimer ou à sous-estimer l'apport énergétique alimentaire individuel<sup>47</sup>, selon les cas, la variance de la consommation alimentaire de l'échantillon simple ne constituerait pas un indicateur approprié de la variance de la consommation alimentaire habituelle au sein de la population, qui est nécessaire pour l'estimation du coefficient de variation de la consommation alimentaire de *l'individu représentatif*.

Pour remédier à ces variations excessives des données, on présentait par le passé les chiffres de consommation calorique par habitant dans un tableau, par tranche de revenu des ménages, puis on calculait la variation de la consommation calorique moyenne *entre* les différentes tranches de revenu<sup>48</sup>. Le coefficient de variation obtenu – défini comme « imputable au revenu »

#### ENCADRÉ A2.1

### Sous-estimation du nombre de personnes sous-alimentées dans les projections initiales de 2009–2010

Pendant les tout premiers mois de l'année 2008, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a atteint un nouveau record. Cette crise des prix des denrées alimentaires, conjuguée à ce qui s'est révélé être une crise économique mondiale, a laissé craindre que le nombre de personnes exposées à l'insécurité alimentaire dans le monde augmente notablement. Des pressions considérables ont été exercées sur la FAO pour l'amener à fournir des estimations initiales des répercussions probables en termes de sous-alimentation, avant même que l'on dispose des données nécessaires pour estimer la prévalence de la sous-alimentation. En réponse à ces pressions, l'Organisation a mis au point de nouvelles méthodes ad hoc pour évaluer l'augmentation probable du nombre de personnes sous-alimentées. Dans l'édition 2008 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*<sup>1</sup>, la FAO avait prévu une hausse de 75 millions du nombre de personnes sous-alimentées en 2008 (soit près de 9 pour cent du dernier chiffre disponible), portant le total de cette population à 913 millions. Ces estimations reposaient sur une prévision plutôt pessimiste de l'évolution des disponibilités alimentaires mondiales. L'année suivante, une nouvelle hausse, d'environ 11 pour cent, du nombre de personnes sous-alimentées a été anticipée. Ce chiffre était fondé sur les prévisions d'un modèle élaboré par le Département de l'agriculture des États-Unis et sur des perspectives macroéconomiques mondiales sombres – auxquelles toutes les grandes organisations internationales adhéraient – qui annonçaient un ralentissement de la croissance des exportations et des flux entrants de capitaux dans les pays en développement, présumant que la crise financière réduirait l'investissement étranger direct, les envois de fonds des émigrés et, peut-être, l'aide publique au développement.

Cette hausse de 20 pour cent du nombre de personnes sous-alimentées, estimé à 848 millions pour 2003-2005, signifiait

que le chiffre d'un milliard aurait pu être dépassé en 2009.

À mesure que les données réelles sur les disponibilités alimentaires et l'utilisation des aliments pour 2007-2009 ont été publiées, il est devenu évident que les prévisions des plus pessimistes sur lesquelles reposaient les éditions 2009 et 2010 de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*<sup>2</sup> ne s'étaient pas réalisées. Les estimations générées avec la méthode habituelle en 2010 ont ramené le nombre de personnes sous-alimentées pour 2005-2007 à 847,5 millions; ce chiffre n'a pas beaucoup varié l'année suivante, où une estimation de 850 millions a été établie pour la période 2006-2008, un chiffre bien inférieur à celui de 913 millions publié deux ans auparavant. Il est aussi devenu évident que la flambée des prix des denrées alimentaires en 2007-2008 et la crise économique qui s'en était suivie n'avaient pas été aussi désastreuses qu'on l'avait pensé, du moins pour la plus grande partie du monde en développement. En outre, la répercussion des prix internationaux des produits alimentaires de base sur les prix finals à la consommation était bien plus modérée qu'on ne l'avait craint. L'analyse de cette dernière répercussion montre qu'un grand nombre de pays en développement, mais pas tous, sont parvenus à protéger leurs consommateurs des flambées des prix internationaux des denrées alimentaires. Enfin, beaucoup de pays en développement se sont rapidement remis de la récession mondiale ou n'ont été que faiblement touchés par la crise financière qui a submergé nombre de pays développés.

<sup>1</sup> FAO. 2008. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008: Prix élevés des denrées alimentaires et sécurité alimentaire – menaces et perspectives*. Rome.

<sup>2</sup> FAO. 2009. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009: Crises économiques – répercussions et enseignements*. Rome; FAO et PAM. 2010. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010: Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées*. Rome.

$(CV|y)$  – exclut une variabilité de la consommation alimentaire habituelle sans lien avec le revenu du ménage. Le coefficient de variation « total » de la consommation alimentaire habituelle de l'individu représentatif était ensuite calculé à l'aide de l'équation suivante:

$$CV(x) = \sqrt{(CV|y)^2 + (CV|r)^2}$$

où  $CV|r$  correspond à la variation due aux facteurs qui induisent une variabilité de la consommation alimentaire, mais ne sont pas liés au revenu<sup>49</sup>. À la suite de la révision de la méthode en 2011-2012, on a adopté une approche plus évoluée pour estimer le coefficient de variation et l'asymétrie de la consommation alimentaire. Cette approche repose sur une analyse de régression qui décompose la variation totale de la consommation alimentaire en deux éléments: un premier qui rend compte de la variabilité de la consommation alimentaire habituelle et un second qui, du fait de la variabilité de la consommation observée autour de sa moyenne, n'a pas de lien avec le concept d'insécurité alimentaire qui détermine l'estimateur de prévalence de la sous-alimentation. La Division de la statistique de la FAO poursuit ses recherches sur la méthode la plus efficace de décomposition de la variation totale présentée par les données sur la consommation alimentaire issues des enquêtes disponibles.

## ■ Estimation du seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux

Pour calculer le seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux (MDER), la FAO se sert des besoins énergétiques normalisés établis à partir des résultats de la consultation d'experts conjointe FAO/OMS/UNU, laquelle a produit la référence la plus récente en matière de besoins énergétiques humains<sup>50</sup>. On établit ces normes en calculant les besoins du métabolisme de base (c'est-à-dire la dépense d'énergie du corps humain au repos), que l'on multiplie par un facteur supérieur à un, pour tenir compte de l'activité physique associée à une vie normale et active (indice NAP [niveau d'activité physique]).

L'efficacité métabolique et le niveau d'activité physique étant variables au sein de groupes d'individus de mêmes âge et sexe, les besoins énergétiques de ces groupes ne peuvent être exprimés que sous la forme de plages. Pour définir le seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux, on détermine la borne inférieure de chaque plage pour les adultes et les adolescents à partir de la distribution des poids corporels idéals et du point médian des valeurs de l'indice NAP associé à un style de vie sédentaire (1,55). Pour une taille donnée, le plus faible poids corporel compatible avec une bonne santé est estimé sur la base du cinquième percentile de la distribution des indices de masse corporelle au sein des populations en bonne santé<sup>51</sup>. Une fois les besoins minimaux établis pour chaque groupe d'individus de mêmes sexe et âge, on calcule le seuil des besoins énergétiques alimentaires minimaux à l'échelle de la population sous la forme d'une moyenne pondérée par la fréquence relative des individus dans chaque groupe.

L'option consistant à définir le seuil en référence à une activité physique légère (normalement associée à un style de vie

sédentaire) ne nie pas le fait que la population compte également des personnes qui ont une activité physique modérée ou intense. Elle constitue simplement un moyen d'éviter de surestimer l'insuffisance alimentaire lorsque seuls sont observés les niveaux de consommation alimentaire, et qu'il est impossible de les ajuster individuellement en tenant compte des besoins variables.

Une erreur fréquente lors de l'évaluation de l'insuffisance alimentaire à partir des données sur la consommation alimentaire consiste à prendre le point médian de la plage globale des besoins alimentaires (en se référant donc à un NAP de 1,85) comme seuil pour déterminer l'inadéquation des apports énergétiques dans la population. Ce raisonnement introduit malheureusement un biais grossier. Pour comprendre le problème, il faut noter que, même dans les groupes composés uniquement de personnes ayant une alimentation adéquate, la moitié environ de ces dernières présenteront des niveaux d'absorption inférieurs aux besoins moyens en raison d'une faible activité physique. Utiliser les besoins moyens comme seuil déboucherait certainement sur une surestimation, sachant que tous les individus jouissant d'une alimentation adéquate, mais présentant des besoins inférieurs à la moyenne, seraient classés à tort comme sous-alimentés<sup>52</sup>.

La valeur du seuil correspondant aux besoins énergétiques alimentaires minimaux est actualisée tous les deux ans par la FAO, pour l'ensemble des pays inclus dans le suivi, à partir des révisions régulières des évaluations démographiques effectuées par la Division de la population des Nations Unies, ainsi que des données sur la taille des personnes dans différentes populations, données issues de diverses sources, en particulier les résultats des enquêtes démographiques et de santé du projet MEASURE DHS (*Monitoring and Evaluation to Assess and Use Results of the Demographic and Health Surveys*) coordonné par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) (<http://www.measuredhs.com>). En l'absence de données sur les tailles, on se réfère aux données publiées par des pays composés majoritairement d'ethnies similaires, ou à des modèles qui se servent d'informations parcellaires pour estimer la taille de différentes classes d'individus de mêmes sexe et âge.

## Ce que la prévalence de la sous-alimentation mesure (et ne mesure pas)

Les termes « sous-alimentation » et « faim » font implicitement référence aux situations dans lesquelles *une personne ne parvient pas à se procurer assez de nourriture pendant une durée prolongée*. Les chiffres relatifs à la sous-alimentation communiqués par la FAO ont souvent été interprétés comme fournissant une indication sur la notion plus large d'insécurité alimentaire. Cette interprétation est, à l'évidence, trompeuse. Il convient de souligner quatre points à ce sujet.

Tout d'abord, même s'il existe différents moyens de mesurer les quantités d'aliments, la méthode de la FAO se réfère à l'énergie alimentaire. Un régime alimentaire qui ne fournit pas suffisamment de calories ne garantira probablement pas non plus

des apports suffisants en protéines et en micronutriments. L'inverse, en revanche, n'est pas vrai, car on peut observer des carences en micronutriments avec des régimes alimentaires riches en énergie. Il en ressort que les estimations de la prévalence de la sous-alimentation ne rendront pas compte de toute l'ampleur de la *malnutrition*, qui reste une dimension importante de l'insécurité alimentaire, comme nous l'expliquons dans la partie de ce rapport consacrée aux différents indicateurs de la sécurité alimentaire.

Autre point connexe, le terme « sous-alimentation » (tel qu'il est utilisé dans le nom de l'indicateur) repose sur des données relatives à la « consommation » alimentaire, il renvoie donc à l'accès à la nourriture plutôt qu'à l'utilisation des aliments. Cela a parfois ajouté à la confusion<sup>53</sup>.

Il faut aussi souligner que le niveau d'inadéquation mesuré par la prévalence de la sous-alimentation se rapporte au *niveau de consommation habituel*. La prévalence de la sous-alimentation correspond à la proportion probable d'individus d'une population qui se trouvent dans cet état *sur la période couverte par l'évaluation*. Les données utilisées pour estimer la consommation moyenne étant enregistrées en référence à une durée d'une année, on ne peut interpréter l'indicateur que comme mesurant l'ampleur des privations alimentaires *chroniques*. Il ne met pas en évidence les effets des pénuries alimentaires temporaires ou des crises de courte durée, à moins que celles-ci n'aient des conséquences à long terme sur la capacité des individus à accéder à la nourriture.

Cela implique également qu'il ne mesure pas, par exemple, les coûts économiques et sociaux associés à l'approvisionnement alimentaire, lesquels peuvent nuire considérablement à la qualité de vie des personnes qui ont des difficultés à maintenir un apport énergétique alimentaire adéquat, sans pour autant finir par être sous-alimentées.

Enfin, comme nous l'avons longuement expliqué dans cette annexe, l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation mesure uniquement la prévalence probable des privations alimentaires *pour la population entière, et non de manière distincte, pour différents groupes de population*. Les chiffres nationaux publiés dans le présent rapport ne se prêtent pas facilement à une décomposition permettant de rendre compte de la situation au regard de la sous-alimentation dans des zones géographiques données ou au sein des groupes socioéconomiques d'un pays.

L'une des conséquences importantes de tout ce qui précède est que, pour offrir un tableau complet de l'état de l'insécurité alimentaire, il faut adjoindre d'autres indicateurs à celui de la prévalence de la sous-alimentation. Un ensemble d'indicateurs de la sécurité alimentaire, couvrant les diverses facettes de l'insécurité alimentaire dans un pays et au sein de la population de ce pays, permettrait également aux décideurs publics de concevoir et de mettre en œuvre des mesures mieux ciblées. La deuxième section du présent rapport propose une première tentative de définition d'un tel ensemble.

## Glossaire de termes utilisés dans le rapport

**Adéquation des disponibilités énergétiques alimentaires.** Disponibilités énergétiques alimentaires en pourcentage des besoins énergétiques alimentaires moyens.

**Anthropométrie.** Utilisation de mesures du corps humain pour obtenir des informations sur l'état nutritionnel.

**Apport énergétique alimentaire.** Quantité d'énergie fournie par la nourriture consommée.

**Besoins énergétiques alimentaires.** Quantité d'énergie alimentaire nécessaire pour entretenir les fonctions vitales, être en bonne santé et avoir une activité normale.

**Besoins énergétiques alimentaires minimaux.** Quantité d'énergie alimentaire jugée suffisante pour couvrir les besoins énergétiques d'une personne présentant un IMC égal au minimum acceptable et ayant une faible activité physique. Ce chiffre est défini pour une catégorie donnée d'individus de la même tranche d'âge et du même sexe. À l'échelle d'une population, les besoins énergétiques minimaux sont la moyenne pondérée des besoins énergétiques minimaux des différents groupes d'âge des deux sexes. Ils sont exprimés en kilocalories par personne et par jour.

**Dénutrition.** Résultat d'une sous-alimentation, d'une mauvaise absorption ou d'une assimilation imparfaite des nutriments consommés, en raison de maladies infectieuses répétées. Elle comprend les cas d'insuffisance pondérale par rapport à l'âge, de taille trop petite par rapport à l'âge (retard de croissance), de maigreur dangereuse par rapport à la taille (émaciation) et de carences en vitamines et en minéraux (malnutrition par carence en micronutriments).

**Disponibilités énergétiques alimentaires (DEA).** Quantité d'énergie fournie par les denrées disponibles pour l'alimentation humaine, exprimée en kilocalories par personne et par jour (kcal/personne/jour). À l'échelon d'un pays, elles correspondent aux denrées disponibles pour l'alimentation humaine après déduction des produits alimentaires utilisés à d'autres fins (DEA = production + importations + prélèvements sur les stocks – exportations – utilisation industrielle – alimentation des animaux – semences – pertes – approvisionnement des stocks). Par « pertes », on entend la quantité de denrées utilisables perdue le long des chaînes de distribution entre l'exploitation (ou le port d'importation) et les points de vente au détail.

**Émaciation.** État caractérisé par un poids insuffisant par rapport à la taille, résultant généralement de la perte de poids associée à une période récente de privation de nourriture ou de maladie (processus de dépérissement).

**État nutritionnel.** État physiologique d'un individu, résultant des interactions entre les apports et les besoins en nutriments, et de l'aptitude de l'organisme à digérer, absorber et assimiler ces nutriments.

**Faim.** Dans le présent rapport, terme employé comme synonyme de « sous-alimentation chronique ».

**Indice de masse corporelle (IMC).** Mesure de la corpulence obtenue en divisant le poids en kilogrammes par la taille en mètres élevée au carré.

**Insécurité alimentaire.** Situation dans laquelle se trouvent les individus ne disposant pas d'un accès garanti à des aliments sains et nutritifs en quantité suffisante pour permettre une croissance et un développement normaux et une vie active et saine. Elle peut être due à une pénurie de denrées alimentaires, à la faiblesse du pouvoir d'achat, à des problèmes de distribution ou à une mauvaise utilisation des aliments au niveau du ménage. L'insécurité alimentaire fait partie des causes principales d'un état nutritionnel altéré, au même titre que les problèmes de santé, les mauvaises conditions d'assainissement et les

pratiques inadaptées en matière de soins et d'alimentation. Elle peut être chronique, saisonnière ou transitoire.

**Insuffisance pondérale.** État caractérisé par un poids insuffisant par rapport à l'âge chez les enfants et un IMC inférieur à 18,5 chez les adultes, et s'expliquant par un apport alimentaire inadéquat, des épisodes antérieurs de dénutrition ou une mauvaise santé.

**Intervention tenant compte de la nutrition.** Intervention conçue pour agir sur les facteurs de fond ayant une influence sur la nutrition (sécurité alimentaire des ménages, soins maternels et infantiles, services de soins de santé primaires et assainissement), mais n'ayant pas nécessairement la nutrition comme objectif prédominant.

**Kilocalorie (kcal).** Unité de mesure de l'énergie. Une kilocalorie vaut 1 000 calories. Dans le Système international d'unités, l'unité universelle d'énergie est le joule (J). Une kilocalorie est égale à 4,184 kilojoules (kJ).

**Macronutriments.** Dans le présent document, protéines, glucides et lipides susceptibles d'être transformés en énergie. Ils sont mesurés en grammes.

**Malnutrition.** État physiologique anormal causé par une consommation de macronutriments ou de micronutriments carencée, déséquilibrée ou excessive. La malnutrition englobe la dénutrition et la surnutrition ainsi que les carences en micronutriments.

**Micronutriments.** Vitamines, minéraux et autres substances dont l'organisme a besoin en petites quantités. Ils sont mesurés en milligrammes ou en microgrammes.

**Retard de croissance.** Taille insuffisante par rapport à l'âge, indiquant que le sujet a traversé par le passé un ou plusieurs épisodes prolongés de dénutrition.

**Sécurité alimentaire.** Situation dans laquelle chacun a, à tout moment, un accès matériel, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive de nature à satisfaire ses besoins et préférences alimentaires et peut ainsi mener une vie saine et active. Partant de cette définition, il est possible de dégager les quatre dimensions de la sécurité alimentaire suivantes: disponibilités alimentaires, accès économique et matériel à la nourriture, utilisation des aliments et stabilité dans le temps.

**Sécurité nutritionnelle.** Situation dans laquelle tous les membres des ménages ont un accès garanti à une alimentation suffisamment nutritive et, en même temps, à un environnement salubre et à des services de santé et des soins propres à leur assurer une vie saine et active. La sécurité nutritionnelle se distingue de la sécurité alimentaire en ce sens qu'elle tient compte des pratiques de soins, de la santé et de l'hygiène en plus de l'adéquation des régimes alimentaires.

**Sous-alimentation.** État, se prolongeant pendant au moins un an, dans lequel se trouve une personne qui ne parvient pas à se procurer assez de nourriture. La sous-alimentation se définit comme un niveau d'apport alimentaire insuffisant pour satisfaire les besoins énergétiques alimentaires. Dans le cadre du présent rapport, la faim a été définie comme synonyme de la sous-alimentation chronique.

**Suralimentation.** Apport alimentaire dépassant en permanence les besoins énergétiques alimentaires.

**Surcharge pondérale (ou surpoids) et obésité.** Poids supérieur à la normale compte tenu de la taille, en raison d'une accumulation excessive de graisse, laquelle indique généralement une suralimentation. On considère qu'il y a surcharge pondérale lorsque l'IMC est supérieur à 25 et inférieur à 30, et obésité lorsque l'IMC est supérieur ou égal à 30.

**Surnutrition.** Résultat d'apports alimentaires excessifs par rapport aux besoins en nutriments.

- 1 Arménie, Azerbaïdjan, Cuba, Djibouti, Géorgie, Ghana, Guyana, Kirghizistan, Koweït, Nicaragua, Pérou, République bolivarienne du Venezuela, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Thaïlande, Turkménistan et Viet Nam.
- 2 **FAO. 2009.** *Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire*. Rome. 8 p. (également disponible à l'adresse <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/Meeting/018/k6050f.pdf>).
- 3 **Organisation mondiale de la Santé (OMS). 1995.** *Utilisation et interprétation de l'anthropométrie. Rapport d'un comité OMS d'experts*. OMS, Série de Rapports techniques 854. Genève, Suisse (également disponible à l'adresse [http://whqlibdoc.who.int/trs/WHO\\_TRS\\_854\\_fre.pdf](http://whqlibdoc.who.int/trs/WHO_TRS_854_fre.pdf)).
- 4 **FAO. 2010.** *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010: Rapport principal*. Étude FAO: Forêts 163. Rome.
- 5 Ces corrélations ont été calculées à partir de données de panel couvrant la période de 1996 à 2008, pour tous les pays pour lesquels ces données étaient disponibles, à l'aide du coefficient de corrélation de Pearson (sigma bilatéral). Les corrélations qui sont citées sont statistiquement significatives au niveau de 1 pour cent.
- 6 Les données pour 1990, 1993, 1996, 1999, 2002, 2005 et 2008 proviennent de POVCALNET, l'outil en ligne d'analyse de la pauvreté de la Banque mondiale.
- 7 **J. Rahman et A. Yusuf. 2010.** *Economic growth in Bangladesh: experience and policy priorities* (disponible à l'adresse [http://www.hks.harvard.edu/fs/drodrik/Growth diagnostics papers/Economic growth in Bangladesh - experience and policy priorities.pdf](http://www.hks.harvard.edu/fs/drodrik/Growth%20diagnostics%20papers/Economic%20growth%20in%20Bangladesh%20-%20experience%20and%20policy%20priorities.pdf)).
- 8 **W.M.H. Jaim et S. Akter. 2012.** *Seed, fertilizer and innovation in Bangladesh: industry and policy issues for the future*. Project Paper. International Food Policy Research Institute et Cereal Systems Initiative for South Asia (disponible à l'adresse <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/csisapp1.pdf>).
- 9 *National Food Policy Plan of Action et Country Investment Plan Monitoring Report* (2012).
- 10 BRAC BCUP Sharecropper Development Programme.
- 11 **E.M. Schmidt. 2012.** The effect of women's intrahousehold bargaining power on child health outcomes in Bangladesh. *Undergraduate Economic Review*, 9(1): article 4 (disponible à l'adresse <http://digitalcommons.iwu.edu/uer/vol9/iss1/4>).
- 12 **M.N. Begum et R.R. Sutradhar. 2012.** *Behaviour of remittance inflows and its determinants in Bangladesh*. Bangladesh Bank Working Paper Series: WP1202. Dhaka, Bangladesh Bank.
- 13 **H. Zillur Rahman et L.A. Choudhury. 2012.** *Social safety nets in Bangladesh. Volume 2: Ground realities and policy challenges*. Dhaka, Power and Participation Research Centre et Programme des Nations Unies pour le développement.
- 14 **PNUD/PAM/AusAID/DFID. 2012.** *Report 1: Action plan for building a national social protection strategy mission on the Bangladesh National Social Protection Strategy (NSPS)*.
- 15 **FIDA. 2012.** *Republic of Ghana. Country programme evaluation*. Rome.
- 16 **Banque mondiale, Danida et KfW. 2011.** *Republic of Ghana. Joint review of public expenditure and financial management* (disponible à l'adresse [http://www.mofep.gov.gh/sites/default/files/reports/Review\\_of\\_Public\\_Expenditure\\_1011.pdf](http://www.mofep.gov.gh/sites/default/files/reports/Review_of_Public_Expenditure_1011.pdf)).
- 17 **S. Asuming-Brempong. 2003.** *Policy Module Ghana: Economic and agricultural policy reforms and their effects on the role of Agriculture in Ghana*. Document établi pour la Conférence internationale sur les rôles joués par l'agriculture, 20-22 octobre, Rome. Rome, FAO.
- 18 **Institut du développement d'outre-mer. 2010.** *Ghana's sustained agricultural growth: Putting underused resources to work*. Londres; et FIDA. 2012. *Republic of Ghana. Country Programme Evaluation*. Rome.
- 19 **PAM. 2009.** *Comprehensive food security and vulnerability analysis (CFSVA)*. Ghana.
- 20 **S.M. Sultan et T. Schrofer. 2008.** *Building support to have targeted social protection interventions for the poorest – the case of Ghana*. Document présenté à la Conférence *Social Protection for the Poorest in Africa: Learning from Experience*, Entebbe, Ouganda, 8-10 septembre 2008.
- 21 **FMI. 2012.** *Nepal 2012 Article IV Consultation*. IMF Country Report No.12/326. Washington.
- 22 **National Planning Commission et Central Bureau of Statistics. 2013.** *Nepal thematic report on food security and nutrition 2013*. Katmandou (également disponible à l'adresse <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/wfp256518.pdf>).
- 23 **PAM Népal. 2010.** *More than roads. Using markets to feed the hungry in Nepal*. Katmandou.
- 24 **Ministry of Health and Population, New ERA, et ICF International Inc. 2012.** *Nepal demographic and health survey 2011*. Katmandou et Calverton, Maryland, États-Unis d'Amérique, Ministry of Health and Population, New ERA et ICF International.
- 25 **PAM. 2009.** *Evaluation of the effects of the global financial crisis at macro-level and on vulnerable households in Nicaragua*. Rome; RUTA. 2011. *Nicaragua: Caso de la experiencia del Bono Productivo Agropecuario* (disponible à l'adresse [http://www.ruta.org/Documents-CD/ExperienciasSistematizadas/PDF/NICARAGUA\\_CasoBonoProductivoAgropecuario.pdf](http://www.ruta.org/Documents-CD/ExperienciasSistematizadas/PDF/NICARAGUA_CasoBonoProductivoAgropecuario.pdf)).
- 26 **R. Estrada. 2012.** *Perfil de la pobreza rural en Nicaragua*. Rome, FIDA.
- 27 **L. Knuth et M. Vidar. 2011.** *Constitutional and legal protection of the Right to Food around the world*. Right to Food Studies series. Rome, FAO.
- 28 **Banque mondiale et Alliance for Global Justice. 2010.** *The Global Justice Monitor*, mai/juin 2010.
- 29 **Banque mondiale. 2012.** *Can small farmers protect themselves against bad weather?* From Evidence to Policy, Note 71392. Washington.
- 30 **Z. Lerman et D. Sedik. 2010.** *The economic effects of land reform in Tajikistan*. Rapport établi pour la Commission européenne dans le cadre de la phase II du Programme CE/FAO pour la sécurité alimentaire, « L'information pour l'action en matière de sécurité alimentaire » (disponible à l'adresse <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/aj285e/aj285e00.pdf>).
- 31 **K. Akramov et G. Shreedhar. 2012.** *Economic development, external shocks, and food security in Tajikistan*. IFPRI Discussion Paper 01163. Washington, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

- 32 Tajikistan Living Standards Survey 2009; Akramov et Shreedhar (2012) (voir note 31).
- 33 **Banque mondiale. 2011.** *Uganda: Agriculture for inclusive growth in Uganda*. Washington.
- 34 **Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fishery. 2010.** *Agriculture sector development strategy and investment plan: 2010/11 – 2014/15*. Kampala; Banque mondiale. 2010. *Uganda – Agriculture public expenditure review*. Washington (disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/2910>).
- 35 **Monitoring African Food and Agriculture Policies. 2013.** *Uganda: MAFAP Country Profile*. Rome, MAFAP.
- 36 **PAM et Uganda Bureau of Statistics. 2013.** *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis: Uganda* (disponible à l'adresse <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/enal/wfp256989.pdf>).
- 37 **Ministry of Finance, Planning and Economic Development. 2000.** *Poverty reduction strategy paper. Uganda's Poverty Eradication Action plan summary and main objectives*. Kampala.
- 38 **Uganda Bureau of Statistics. 2003.** *UNHS 2002/03 report of the socio-economic survey*. Kampala.
- 39 **FAO. 1963.** *La troisième Enquête mondiale sur l'alimentation*, pp. 39 et 40 dans la version anglaise du document. Rome. Les fondations de la méthode se trouvent dans: P.V. Sukhatme. 1961. The world's hunger and future needs in food supplies. *The Journal of the Royal Statistical Society, Series A (general)*, 124: 463-525. Après son introduction en 1963, l'indicateur a été utilisé pour estimer la proportion de la population sous-alimentée de plusieurs pays en 1969-1971 et en 1972-1974. Ces estimations ont été publiées dans: FAO. 1977. *La quatrième Enquête mondiale sur l'alimentation*. Rome (appendice M, pp. 127 et 128 dans la version anglaise du document). Des estimations régionales et mondiales révisées ont ensuite été publiées pour les années 1969-1971 et 1979-1981 dans: FAO. 1985. *La cinquième Enquête mondiale sur l'alimentation*. Rome (tableau 3.1, pp. 22 et 23 dans la version anglaise du document). D'autres estimations régionales et mondiales ont été présentées pour les années 1969-1971, 1979-1981 et 1990-1992 dans: FAO. 1996. *La sixième Enquête mondiale sur l'alimentation*. Rome (tableau 14, p. 45, et appendice 3, pp. 114 à 143 dans la version anglaise du document). Depuis 1999, des estimations au niveau des pays ont été publiées chaque année parallèlement aux chiffres régionaux et mondiaux dans la publication *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*.
- 40 Voir FAO (1996, appendice 3, pp. 114 à 143 dans la version anglaise du document) (voir note 39), et L. Naiken. 2003. *FAO methodology for estimating the prevalence of undernourishment*. Dans: *Measurement and assessment of food deprivation and undernutrition. International Scientific Symposium, FAO, Rome, 26-28 June 2002* (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/docrep/005/Y4249E/y4249e00.htm>).
- 41 Il est difficile d'évaluer au niveau individuel, et pour un coût raisonnable, ne serait-ce que le taux métabolique de base effectif, qui entre sans doute pour la plus grande part dans les besoins énergétiques normaux chez l'homme.
- 42 **A. Azzalini. 1985.** A class of distributions which includes the normal ones *Scandinavian Journal of Statistics*, 12: 171-178.
- 43 Les pertes de ce type ont été considérées comme une source possible de biais dans les estimations de la sous-alimentation établies par la FAO, qui utilisent les DEA des bilans alimentaires pour évaluer la consommation alimentaire moyenne. Voir R. Sibrián, J. Komoroska et J. Mernies. 2006. *Estimating household and institutional food wastage and losses: Measuring food deprivation and food excess in the total population*. FAO. Statistics Division Working Paper Series No. ES/ESSA/001e. Rome.
- 44 **FAO. 2011.** *Global food losses and food waste: Extent, causes and prevention*, de J. Gustavsson, C. Cederberg, U. Sonesson, R. van Otterdijk et A. Meybeck. Rome.
- 45 **FAO, FIDA et PAM. 2012.** *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012: La croissance économique est nécessaire mais elle n'est pas suffisante pour accélérer la réduction de la faim et de la malnutrition*. Rome, FAO.
- 46 Lorsqu'on ne disposait d'aucune donnée sur la distribution de la consommation alimentaire effective, on a estimé les paramètres liés à la variabilité de l'accès à la nourriture sur la base de la distribution des dépenses alimentaires, de l'inégalité de la répartition des revenus ou, dans le pire des cas, des taux de mortalité infantile. Voir Naiken (2003, pp. 14 et 15) (voir note 40).
- 47 Il n'est pas rare d'obtenir des valeurs inférieures à 800 kcal ou supérieures à 5 000 kcal, qui constituent de toute évidence des mesures sujettes à caution de la consommation calorifique journalière habituelle.
- 48 Pour ce faire, on calculait le coefficient de variation en attribuant à chaque individu un niveau d'apport énergétique alimentaire égal à la valeur médiane de l'apport énergétique alimentaire par habitant au sein des ménages figurant dans la même classe de revenu.
- 49 Voir Naiken (2003, pp. 13 et 14) (voir note 40).
- 50 **FAO, OMS et UNU. 2004.** *Human Energy Requirements. Report of a Joint FAO/WHO/UNU Expert Consultation, Rome 17–24 October 2001*. Food and Nutrition Technical Report Series No. 1. Rome, FAO.
- 51 Pour une description détaillée de la procédure, voir Naiken (2003) (voir note 40).
- 52 Ce point a effectivement été souligné par P.V. Sukhatme en 1960 (voir note 39), et reconnu ensuite par, entre autres, Srinivasan en 1981; voir T.N. Srinivasan. Malnutrition: some measurement and policy issues. *Journal of Development Economics*, 8(1): 3-19. Cela étant, des chercheurs ont persisté dans cette erreur dans les années qui ont suivi. Voir par exemple L. Smith, H. Alderman et D. Aduayom. 2006. *Food insecurity in sub-Saharan Africa: new estimates from household expenditure surveys*. Rapport de recherche 146 de l'IFPRI. Washington, IFPRI.
- 53 Le terme « alimentation » de l'expression « sous-alimentation » (« undernourishment » en anglais) renvoie bien à la « fourniture de nourriture », et n'est pas lié aux conditions nutritionnelles à proprement parler, ce qui n'est pas le cas du terme utilisé en anglais, « undernourishment ». En anglais, une alternative au terme « undernourishment » serait « underfeeding », moins séduisant certes, mais qui présenterait peut-être l'avantage de ne pas donner la fautive idée que l'indicateur rend compte de l'état de malnutrition résultant d'une absorption inadéquate de nutriments. En français, la différence entre *alimentation* (« feeding ») et *nutrition* (« nourishing ») est un peu plus claire. Le terme correct pour l'indicateur de la FAO en français est bien *prévalence de la sous-alimentation* plutôt que *prévalence de la sous-nutrition*.

Les pays révisent régulièrement leurs statistiques officielles passées et présentes. Il en est de même pour les données démographiques des Nations Unies. Lorsque cela se produit, la FAO corrige ses estimations de la sous-alimentation en conséquence. Les utilisateurs sont donc invités à ne considérer la variation des estimations dans le temps que pour une même édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et à ne pas comparer des données publiées dans des éditions correspondant à des années différentes.

- Objectif du Sommet mondial de l'alimentation: réduire de moitié, entre 1990-1992 et 2015, le nombre de personnes sous-alimentées.
- Objectif du Millénaire pour le développement 1, cible 1C: réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim. Indicateur 1.9: proportion de la population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique (sous-alimentation). Les résultats sont obtenus à l'aide de la méthode harmonisée décrite à l'annexe 2, et reposent sur la moyenne sur trois ans des dernières données mondiales disponibles. Certains pays peuvent disposer de données plus récentes qui, si elles étaient utilisées, pourraient donner lieu à des estimations différentes de la prévalence de la sous-alimentation et, partant, des progrès accomplis.
- Projections.
- Changement par rapport à la valeur de référence de 1990-1992. Pour les pays qui n'existaient pas pendant la période de référence, la proportion de personnes sous-alimentées de 1990-1992 est celle de 1993-1995, et le nombre de personnes sous-alimentées est calculé en appliquant cette proportion à la population correspondante en 1990-1992.
- L'indicateur de couleur montre les progrès qui devraient être accomplis d'ici à 2015 si le rythme actuel se maintient:

## Cible du SMA

▼\* Cible atteinte

▼ Réduction du nombre de personnes sous-alimentées de plus de 5 %

◀▶ Variation comprise comprise entre ± 5 %

▲ Augmentation du nombre de personnes sous-alimentées de plus de 5 %

## Cible de l'OMD 1

■ Cible déjà atteinte ou qui devrait l'être d'ici à 2015, ou prévalence < 5 % selon une tendance exponentielle observée pour toutes les données de la période comprise entre 1990-1992 et 2011-2013

■ Progrès insuffisants pour atteindre la cible si les tendances actuelles persistent

■ Aucun progrès, ou détérioration

- Les pays, zones ou territoires pour lesquels on ne disposait pas de suffisamment de données pour réaliser l'estimation n'ont pas été pris en compte. Il s'agit des suivants: Australie, Anguilla, Aruba, Bahreïn, Bhoutan, Gibraltar, Groenland, Guadeloupe, Guam, Guinée équatoriale, Guyane française, Île Christmas, Île Johnston, Île Norfolk, Îles Caimanes, Îles Canton et Enderbury, Îles Cook, Îles des Cocos (Keeling), Îles Falkland (Malvinas), Îles Féroé, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Midway, Îles Pitcairn, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Îles Wake, Îles Wallis et Futuna, Liechtenstein, Martinique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Nauru, Nioué, Oman, Palaos, Porto Rico, Qatar, Réunion, Sahara occidental, Sainte-Hélène, Saint-Marin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Siège, Samoa américaines, Singapour, Territoires britanniques de l'Océan indien, Tokélaou, Tonga, Tuvalu.

## Composition des différents groupes de pays:

- Composition du groupe: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan (ancien État), Tchad, Timor-Leste, Togo, Vanuatu, Yémen, Zambie.
- Composition du groupe: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Burkina Faso, Burundi, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Mali, Mongolie, Népal, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Paraguay, République centrafricaine, République de Moldova, République démocratique populaire lao, Rwanda, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Turkménistan, Zambie, Zimbabwe.
- Composition du groupe: Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Belize, Cap-Vert, Comores, Cuba, Dominique, Fidji, Grenade, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Jamaïque, Kiribati, Maldives, Maurice, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Suriname, Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, Vanuatu.
- Composition du groupe: Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kenya, Kirghizistan, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Tadjikistan, Tchad, Togo, Zimbabwe.

- Composition du groupe: Albanie, Arménie, Belize, Bolivie (État plurinational de), Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, El Salvador, Fidji, Géorgie, Ghana, Guatemala, Guyana, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Kiribati, Lesotho, Maroc, Mongolie, Nicaragua, Nigéria, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, République arabe syrienne, République de Moldova, République démocratique populaire lao, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan (ancien État), Sri Lanka, Swaziland, Territoire palestinien occupé, Timor-Leste, Ukraine, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie.
- Composition du groupe: Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Ouzbékistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan (ancien État), Sri Lanka, Tadjikistan, Tchad, Togo, Yémen, Zambie, Zimbabwe.
- La région « Afrique » comprend les pays en développement dont le bureau régional RAF de la FAO est responsable: Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan (ancien État), Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.  
\* « Soudan (ancien État) » fait référence à l'ancien État souverain du Soudan, avant juillet 2011, date à laquelle le Soudan du Sud a proclamé son indépendance. Les données pour le Soudan (après 2011) et le Soudan du Sud ne sont pas disponibles.
- La région « Asie et Pacifique » comprend les pays en développement dont le bureau régional RAP de la FAO est responsable: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Vanuatu, Viet Nam.
- La région « Europe et Asie centrale » comprend les pays en développement dont le bureau régional REU de la FAO est responsable: Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie.
- La région « Amérique latine et Caraïbes » comprend les pays en développement dont le bureau régional RLC de la FAO est responsable: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).
- La région « Proche-Orient et Afrique du Nord » comprend les pays en développement dont le bureau régional RNE de la FAO est responsable: Algérie, Arabie saoudite, Égypte, Émirats arabes unis, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, République arabe syrienne, Soudan, Soudan (ancien État), Tunisie, Yémen.
- Comprend, en sus des pays mentionnés, les suivants: Cap-Vert, Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Somalie.
- Comprend, en sus des pays mentionnés, la Géorgie.
- Comprend, en sus des pays mentionnés, les suivants: Afghanistan, Maldives.
- Comprend, en sus des pays mentionnés, les suivants: Brunéi Darussalam, Myanmar, Timor-Leste.
- Comprend, en sus des pays mentionnés, le Territoire palestinien occupé.
- Comprend, en sus des pays mentionnés, les suivants: Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, Jamaïque, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago.
- Comprend, en sus des pays mentionnés, le Belize.
- Composition du groupe: Fidji, Îles Salomon, Vanuatu, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa.

## LÉGENDE

- <5 proportion de personnes sous-alimentées inférieure à 5 pour cent
- s.o. sans objet
- n.s. statistiquement non significatif

Sources: estimations de la FAO.

**Photos de la couverture:** *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO*



Les produits d'information de la FAO sont disponibles en ligne à l'adresse suivante:  
[www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications) et peuvent être commandés en s'adressant à [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org).

# L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

## Les multiples dimensions de la sécurité alimentaire

L'édition de 2013 de *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde* contient les dernières estimations de la sous-alimentation et décrit les progrès accomplis en matière de réalisation des cibles de lutte contre la faim fixées dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA). D'après les dernières évaluations, de nouveaux progrès ont été faits en ce qui concerne la réalisation, à l'horizon 2015, de la cible visée par les OMD. Cette cible reste à la portée des régions en développement, prises dans leur ensemble, même si des écarts notables persistent entre les régions, et si des efforts supplémentaires importants et immédiats devront être consentis.

Dans l'édition de 2013, on ne se contente pas de mesurer les pénuries alimentaires. On expose un large éventail d'indicateurs visant à rendre compte des multiples dimensions de l'insécurité alimentaire, de ses tenants et de ses aboutissants. Ces indicateurs permettent de brosser un tableau plus nuancé de la situation de chaque pays au regard de la sécurité alimentaire, sur lequel peuvent s'appuyer les décideurs pour la conception et la mise en œuvre de politiques ciblées et efficaces pouvant contribuer à éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Grâce à la série d'indicateurs, il est possible de décrire plus en détail les diverses expériences de six pays, et le rapport présente un bilan mitigé d'avancées et de revers. L'expérience de ces pays montre l'importance des systèmes de protection sociale et d'interventions visant à améliorer la nutrition, de politiques axées sur le renforcement de la productivité agricole et du développement rural, de la diversification des sources de revenus, ainsi que d'un engagement à long terme en faveur de l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les politiques et les programmes publics.



ISBN 978-92-5-207916-3



I3434F/1/12.13